

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES UNE SEULE SOLUTION CONTRE LA MANIPULATION ELECTORALE : L'ABSTENTION ET L'AUTO-ORGANISATION !

Salariés des petites entreprises, nous avons été des millions à recevoir un courrier du « Ministère du Travail et de l'Emploi ». En fait, chacun de nous a compris, dès l'ouverture de l'enveloppe, que ce n'était pas pour améliorer nos conditions de travail, ni un chèque pour vivre mieux ou même pour nous proposer une formation, non, rien de tout ça. Le but de ce courrier ? Faire de la publicité à tous les partenaires sociaux de l'Etat (à toutes ces structures que nous connaissons aussi sous le nom de « syndicats ») pour détourner une fois de plus les travailleurs de la lutte ; pour les amener vers ces grands cimetières des espérances que sont les isolements, même si aujourd'hui ils sont virtuels et électroniques.

Cette propagande constitue un de ces financements publics indirects dont bénéficient les dits syndicats et pas au moindre coût, car envoyer un luxueux document de 20 pages, en couleur, à des millions de salariés, cela représente des sommes considérables. Pour la première édition en 2012, le coût était de 20 millions d'euros¹. Pour les autres éditions, l'Etat est d'une pudeur de gazelle, mais il n'a certainement pas diminué. On nous parle pourtant tous les jours d'austérité. Il paraît que les caisses sont vides, et que même des choses indispensables ne peuvent plus être financées... Manifestement, il y a encore de l'argent pour les copains et les coquins ! Gageons que ces « syndicats » qui contribuent ainsi à piller les finances publiques sauront remercier, tôt ou tard, celui qui est, en même temps, leur meilleur agent publicitaire et leur plus généreux sponsor : l'Etat.



L'ETAT ET LES 10 SALOPARDS

C'est la quatrième fois que les travailleuses et travailleurs des Très Petites entreprises et Très Petites Associations sont appelées à voter pour élire leurs « représentants ».

Alors qu'à chaque fois les scores de participation sont ridicules, cela n'empêche pas l'Etat de passer à la caisse pour organiser ces élections et payer la propagande (papier, internet) du dispositif et des syndicats. Les élections de 2012 ont coûté 20 millions d'euros à l'Etat (et donc aux contribuables que nous sommes ...). On comprend alors pourquoi à chaque élection – et bien que le taux de participation soit en baisse constante d'une élection sur l'autre (10,38% en 2012, 7,3% en 2017, 5,44% en 2021) – il y a de nouveaux syndicats qui apparaissent pour se présenter. C'est que – directement ou indirectement – il y a de l'argent à prendre !

Autour de l'Etat, puissance tutélaire, dans sa blanche robe d'arbitre impartial, s'agitent donc 10 organisations au niveau national (CFE-CGC, CFTC, CNT-SO,FO, SUD SOLIDAIRES, UNSA, CGT, CAT, CFDT, et le petit dernier

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/élections_professionnelles_des_salariés_des_TPE_et_employés_à_domicile

le syndicat soit disant Gilet jaune USGJ) qui, telles les 10 salopards, grincent bien un peu de temps en temps, mais finalement vont gentiment au boulot quand leur demande leur maître. Des nains qui sont là pour servir le maître qui les finance si aimablement. La nouveauté (et toutes les nouveautés ne sont pas des progrès, loin de là !), c'est que, mêlé aux comparses habituels de la farce électorale, on découvre le sigle USGJ, Union Syndicale des Gilets Jaunes. L'esprit des Gilets jaunes était le refus intransigeant de toute représentation, personne ne pouvant parler au nom des Gilets Jaunes. Les GJ c'était la démocratie directe et non la représentativité. On se demande bien ce que ce soit disant « syndicat Gilet Jaune » peut avoir à faire avec l'esprit qui animait les ronds-points au plus fort moment du mouvement ?² L'USGJ affirme ne toucher aucune subvention. Sauf que participer aux élections, avoir sa propagande diffusée par le ministère du Travail (famille, patrie) sous format papier ou sur son site internet, c'est déjà recevoir une subvention de l'Etat ! Dans leur tract, ils affirment « nous contre eux », mais le « nous » c'est celui de celles et ceux qui bouffent au râtelier. D'ailleurs sur leur tract le chat noir se retrouve dans une cage, excellent symbole de ce syndicalisme qui se retrouve emprisonné dans le carcan institutionnel promu par l'Etat.

Comme lors des années précédentes, on retrouve le sigle « CNT », sur fond noir et rouge. Certes, il s'agit du groupe connu sous le nom de CNT-SO, lui-même une scission du groupe CNT-F ou Vignoles, qui, à chaque élection glisse un peu plus du « côté obscur » de l'Etat. Ce qui montre tout simplement que ce groupe n'aspire qu'à une chose : s'intégrer au maximum. Du coup, la CNT-SO se surpasse pour se fondre dans la masse. Certes en toute fin de tract ils se disent « révolutionnaires » mais le mot anarchosyndicalisme n'apparaît pas. Il ne faudrait pas effaroucher l'électeur – qui pas si bête pourrait d'ailleurs se demander depuis quand des anarchistes participent à une élection quelle qu'elle soit ? En fait CNT-SO a abandonné depuis belle lurette toute référence à l'anarchosyndicalisme, ceci explique cela ...

Que des réformistes invétérés se mettent en scène dans ce jeu, rien d'étonnant. Mais, comment des organisations qui se revendiquent révolutionnaires (USGJ, CNT-SO) peuvent-elle accepter non seulement de justifier par leur présence le principe de la représentation institutionnelle des salariés ? Comment peuvent-elles se lancer dans cette course à l'échalote ? Comment peuvent-elles accepter un financement, copieux même s'il est indirect, de ceux qui nous gouvernent, de ceux qui nous imposent des lois injustes, de ceux dont les bras armés sont toujours du côté du patronat ? L'histoire du syndicalisme, de ses origines, ce qui fait son intérêt comme instrument de lutte, tout cela a été mis aux oubliettes.

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES : NOUS NE SOMMES PAS UN RESERVOIR DE VOIX

A chaque élection, qu'elle soit professionnelle ou politique, de notre côté, nous appelons les salariés à prendre leurs affaires en main collectivement et directement (c'est à dire à pratiquer l'action directe) et à poser le préalable nécessaire : le refus de toute institution de représentation. Que l'entreprise soit petite ou grande n'y change rien : la seule réponse à la tentative de mystification du ministère du Travail et des 9 nains et demi, c'est l'appel franc et massif à l'abstention que nous lançons.

Par ailleurs nous rappelons que légalement en France, le droit de grève est encore possible et que dans le privé il suffit d'être deux salariés et d'avoir des revendications en lien avec le salaire ou les conditions de travail (revendications qui ne manquent pas). Nous rappelons également qu'il n'est pas nécessaire de déposer de préavis pour une grève dans le privé et qu'il est même préférable dans les TPE d'informer le patron uniquement au moment du déclenchement de la grève, pour garder l'effet de surprise. (pour en savoir plus cf. notre tract « comme faire grève sans se griller » <https://cnt-ait.info/2022/10/17/comment-faire-grève-2> et notre brochure « techniques de luttes » <https://cnt-ait.info/2020/06/17/techniques-de-luttes>)

Les « syndicats » auront beau être financés directement ou indirectement, ils auront beau battre l'estrade électorale, face à l'austérité, face aux dégradations des conditions de travail, face au mépris et aux agissements des puissants, de leurs amis et partenaires, pour notre part nous continuerons de travailler sans relâche à la résistance populaire autonome aujourd'hui, dans la perspective de la construction demain d'une nouvelle société basée sur des valeurs universelles comme le partage, l'entraide et la solidarité, pour que chaque habitant de cette planète dispose de ce qui est nécessaire pour vivre dignement. Rien de tout cela ne passe par le vote. Rien de tout cela ne passe par la soumission. Dans les petites comme dans les grandes entreprises, la seule solution contre les manipulations électoralistes, c'est l'abstention !

CNT-AIT

contact@cnt-ait.info / <https://cnt-ait.info> / Liste de diffusion par mail : <http://liste.cnt-ait.info>

² [2] Sur notre analyse et notre implication dans le mouvement des Gilets Jaunes cf. notre brochure « Gilets jaunes, un an de mouvement(s) » <https://cnt-ait.info/2023/11/18/gilets-jaunes-bro>

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES UNE SEULE SOLUTION CONTRE LA MANIPULATION ELECTORALE : L'ABSTENTION ET L'AUTO-ORGANISATION !

Salariés des petites entreprises, nous avons été des millions à recevoir un courrier du « Ministère du Travail et de l'Emploi ». En fait, chacun de nous a compris, dès l'ouverture de l'enveloppe, que ce n'était pas pour améliorer nos conditions de travail, ni un chèque pour vivre mieux ou même pour nous proposer une formation, non, rien de tout ça. Le but de ce courrier ? Faire de la publicité à tous les partenaires sociaux de l'Etat (à toutes ces structures que nous connaissons aussi sous le nom de « syndicats ») pour détourner une fois de plus les travailleurs de la lutte ; pour les amener vers ces grands cimetières des espérances que sont les isolements, même si aujourd'hui ils sont virtuels et électroniques.

Cette propagande constitue un de ces financements publics indirects dont bénéficient les dits syndicats et pas au moindre coût, car envoyer un luxueux document de 20 pages, en couleur, à des millions de salariés, cela représente des sommes considérables. Pour la première édition en 2012, le coût était de 20 millions d'euros¹. Pour les autres éditions, l'Etat est d'une pudeur de gazelle, mais il n'a certainement pas diminué. On nous parle pourtant tous les jours d'austérité. Il paraît que les caisses sont vides, et que même des choses indispensables ne peuvent plus être financées... Manifestement, il y a encore de l'argent pour les copains et les coquins ! Gageons que ces « syndicats » qui contribuent ainsi à piller les finances publiques sauront remercier, tôt ou tard, celui qui est, en même temps, leur meilleur agent publicitaire et leur plus généreux sponsor : l'Etat.



L'ETAT ET LES 10 SALOPARDS

C'est la quatrième fois que les travailleuses et travailleurs des Très Petites entreprises et Très Petites Associations sont appelées à voter pour élire leurs « représentants ».

Alors qu'à chaque fois les scores de participation sont ridicules, cela n'empêche pas l'Etat de passer à la caisse pour organiser ces élections et payer la propagande (papier, internet) du dispositif et des syndicats. Les élections de 2012 ont coûté 20 millions d'euros à l'Etat (et donc aux contribuables que nous sommes ...). On comprend alors pourquoi à chaque élection – et bien que le taux de participation soit en baisse constante d'une élection sur l'autre (10,38% en 2012, 7,3% en 2017, 5,44% en 2021) – il y a de nouveaux syndicats qui apparaissent pour se présenter. C'est que – directement ou indirectement – il y a de l'argent à prendre !

Autour de l'Etat, puissance tutélaire, dans sa blanche robe d'arbitre impartial, s'agitent donc 10 organisations au niveau national (CFE-CGC, CFTC, CNT-SO,FO, SUD SOLIDAIRES, UNSA, CGT, CAT, CFDT, et le petit dernier

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/élections_professionnelles_des_salariés_des_TPE_et_employés_à_domicile

le syndicat soit disant Gilet jaune USGJ) qui, telles les 10 salopards, grincent bien un peu de temps en temps, mais finalement vont gentiment au boulot quand leur demande leur maître. Des nains qui sont là pour servir le maître qui les finance si aimablement. La nouveauté (et toutes les nouveautés ne sont pas des progrès, loin de là !), c'est que, mêlé aux comparses habituels de la farce électorale, on découvre le sigle USGJ, Union Syndicale des Gilets Jaunes. L'esprit des Gilets jaunes était le refus intransigeant de toute représentation, personne ne pouvant parler au nom des Gilets Jaunes. Les GJ c'était la démocratie directe et non la représentativité. On se demande bien ce que ce soit disant « syndicat Gilet Jaune » peut avoir à faire avec l'esprit qui animait les ronds-points au plus fort moment du mouvement ?² L'USGJ affirme ne toucher aucune subvention. Sauf que participer aux élections, avoir sa propagande diffusée par le ministère du Travail (famille, patrie) sous format papier ou sur son site internet, c'est déjà recevoir une subvention de l'Etat ! Dans leur tract, ils affirment « nous contre eux », mais le « nous » c'est celui de celles et ceux qui bouffent au râtelier. D'ailleurs sur leur tract le chat noir se retrouve dans une cage, excellent symbole de ce syndicalisme qui se retrouve emprisonné dans le carcan institutionnel promu par l'Etat.

Comme lors des années précédentes, on retrouve le sigle « CNT », sur fond noir et rouge. Certes, il s'agit du groupe connu sous le nom de CNT-SO, lui-même une scission du groupe CNT-F ou Vignoles, qui, à chaque élection glisse un peu plus du « côté obscur » de l'Etat. Ce qui montre tout simplement que ce groupe n'aspire qu'à une chose : s'intégrer au maximum. Du coup, la CNT-SO se surpasse pour se fondre dans la masse. Certes en toute fin de tract ils se disent « révolutionnaires » mais le mot anarchosyndicalisme n'apparaît pas. Il ne faudrait pas effaroucher l'électeur – qui pas si bête pourrait d'ailleurs se demander depuis quand des anarchistes participent à une élection quelle qu'elle soit ? En fait CNT-SO a abandonné depuis belle lurette toute référence à l'anarchosyndicalisme, ceci explique cela ...

Que des réformistes invétérés se mettent en scène dans ce jeu, rien d'étonnant. Mais, comment des organisations qui se revendiquent révolutionnaires (USGJ, CNT-SO) peuvent-elle accepter non seulement de justifier par leur présence le principe de la représentation institutionnelle des salariés ? Comment peuvent-elles se lancer dans cette course à l'échalote ? Comment peuvent-elles accepter un financement, copieux même s'il est indirect, de ceux qui nous gouvernent, de ceux qui nous imposent des lois injustes, de ceux dont les bras armés sont toujours du côté du patronat ? L'histoire du syndicalisme, de ses origines, ce qui fait son intérêt comme instrument de lutte, tout cela a été mis aux oubliettes.

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES : NOUS NE SOMMES PAS UN RESERVOIR DE VOIX

A chaque élection, qu'elle soit professionnelle ou politique, de notre côté, nous appelons les salariés à prendre leurs affaires en main collectivement et directement (c'est à dire à pratiquer l'action directe) et à poser le préalable nécessaire : le refus de toute institution de représentation. Que l'entreprise soit petite ou grande n'y change rien : la seule réponse à la tentative de mystification du ministère du Travail et des 9 nains et demi, c'est l'appel franc et massif à l'abstention que nous lançons.

Par ailleurs nous rappelons que légalement en France, le droit de grève est encore possible et que dans le privé il suffit d'être deux salariés et d'avoir des revendications en lien avec le salaire ou les conditions de travail (revendications qui ne manquent pas). Nous rappelons également qu'il n'est pas nécessaire de déposer de préavis pour une grève dans le privé et qu'il est même préférable dans les TPE d'informer le patron uniquement au moment du déclenchement de la grève, pour garder l'effet de surprise. (pour en savoir plus cf. notre tract « comme faire grève sans se griller » <https://cnt-ait.info/2022/10/17/comment-faire-grève-2> et notre brochure « techniques de luttes » <https://cnt-ait.info/2020/06/17/techniques-de-luttes>)

Les « syndicats » auront beau être financés directement ou indirectement, ils auront beau battre l'estrade électorale, face à l'austérité, face aux dégradations des conditions de travail, face au mépris et aux agissements des puissants, de leurs amis et partenaires, pour notre part nous continuerons de travailler sans relâche à la résistance populaire autonome aujourd'hui, dans la perspective de la construction demain d'une nouvelle société basée sur des valeurs universelles comme le partage, l'entraide et la solidarité, pour que chaque habitant de cette planète dispose de ce qui est nécessaire pour vivre dignement. Rien de tout cela ne passe par le vote. Rien de tout cela ne passe par la soumission. Dans les petites comme dans les grandes entreprises, la seule solution contre les manipulations électoralistes, c'est l'abstention !

CNT-AIT

contact@cnt-ait.info / <https://cnt-ait.info> / Liste de diffusion par mail : <http://liste.cnt-ait.info>

² [2] Sur notre analyse et notre implication dans le mouvement des Gilets Jaunes cf. notre brochure « Gilets jaunes, un an de mouvement(s) » <https://cnt-ait.info/2023/11/18/gilets-jaunes-bro>

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES UNE SEULE SOLUTION CONTRE LA MANIPULATION ELECTORALE : L'ABSTENTION ET L'AUTO-ORGANISATION !

Salariés des petites entreprises, nous avons été des millions à recevoir un courrier du « Ministère du Travail et de l'Emploi ». En fait, chacun de nous a compris, dès l'ouverture de l'enveloppe, que ce n'était pas pour améliorer nos conditions de travail, ni un chèque pour vivre mieux ou même pour nous proposer une formation, non, rien de tout ça. Le but de ce courrier ? Faire de la publicité à tous les partenaires sociaux de l'Etat (à toutes ces structures que nous connaissons aussi sous le nom de « syndicats ») pour détourner une fois de plus les travailleurs de la lutte ; pour les amener vers ces grands cimetières des espérances que sont les isolements, même si aujourd'hui ils sont virtuels et électroniques.

Cette propagande constitue un de ces financements publics indirects dont bénéficient les dits syndicats et pas au moindre coût, car envoyer un luxueux document de 20 pages, en couleur, à des millions de salariés, cela représente des sommes considérables. Pour la première édition en 2012, le coût était de 20 millions d'euros¹. Pour les autres éditions, l'Etat est d'une pudeur de gazelle, mais il n'a certainement pas diminué. On nous parle pourtant tous les jours d'austérité. Il paraît que les caisses sont vides, et que même des choses indispensables ne peuvent plus être financées... Manifestement, il y a encore de l'argent pour les copains et les coquins ! Gageons que ces « syndicats » qui contribuent ainsi à piller les finances publiques sauront remercier, tôt ou tard, celui qui est, en même temps, leur meilleur agent publicitaire et leur plus généreux sponsor : l'Etat.



L'ETAT ET LES 10 SALOPARDS

C'est la quatrième fois que les travailleuses et travailleurs des Très Petites entreprises et Très Petites Associations sont appelées à voter pour élire leurs « représentants ».

Alors qu'à chaque fois les scores de participation sont ridicules, cela n'empêche pas l'Etat de passer à la caisse pour organiser ces élections et payer la propagande (papier, internet) du dispositif et des syndicats. Les élections de 2012 ont coûté 20 millions d'euros à l'Etat (et donc aux contribuables que nous sommes ...). On comprend alors pourquoi à chaque election – et bien que le taux de participation soit en baisse constante d'une election sur l'autre (10,38% en 2012, 7,3% en 2017, 5,44% en 2021) – il y a de nouveaux syndicats qui apparaissent pour se présenter. C'est que – directement ou indirectement – il y a de l'argent à prendre !

Autour de l'Etat, puissance tutélaire, dans sa blanche robe d'arbitre impartial, s'agitent donc 10 organisations au niveau national (CFE-CGC, CFTC, CNT-SO,FO, SUD SOLIDAIRES, UNSA, CGT, CAT, CFDT, et le petit dernier

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/élections_professionnelles_des_salariés_des_TPE_et_employés_à_domicile

le syndicat soit disant Gilet jaune USGJ) qui, telles les 10 salopards, grincent bien un peu de temps en temps, mais finalement vont gentiment au boulot quand leur demande leur maître. Des nains qui sont là pour servir le maître qui les finance si aimablement. La nouveauté (et toutes les nouveautés ne sont pas des progrès, loin de là !), c'est que, mêlé aux comparses habituels de la farce électorale, on découvre le sigle USGJ, Union Syndicale des Gilets Jaunes. L'esprit des Gilets jaunes était le refus intransigeant de toute représentation, personne ne pouvant parler au nom des Gilets Jaunes. Les GJ c'était la démocratie directe et non la représentativité. On se demande bien ce que ce soit disant « syndicat Gilet Jaune » peut avoir à faire avec l'esprit qui animait les ronds-points au plus fort moment du mouvement ?² L'USGJ affirme ne toucher aucune subvention. Sauf que participer aux élections, avoir sa propagande diffusée par le ministère du Travail (famille, patrie) sous format papier ou sur son site internet, c'est déjà recevoir une subvention de l'Etat ! Dans leur tract, ils affirment « nous contre eux », mais le « nous » c'est celui de celles et ceux qui bouffent au râtelier. D'ailleurs sur leur tract le chat noir se retrouve dans une cage, excellent symbole de ce syndicalisme qui se retrouve emprisonné dans le carcan institutionnel promu par l'Etat.

Comme lors des années précédentes, on retrouve le sigle « CNT », sur fond noir et rouge. Certes, il s'agit du groupe connu sous le nom de CNT-SO, lui-même une scission du groupe CNT-F ou Vignoles, qui, à chaque élection glisse un peu plus du « côté obscur » de l'Etat. Ce qui montre tout simplement que ce groupe n'aspire qu'à une chose : s'intégrer au maximum. Du coup, la CNT-SO se surpasse pour se fondre dans la masse. Certes en toute fin de tract ils se disent « révolutionnaires » mais le mot anarchosyndicalisme n'apparaît pas. Il ne faudrait pas effaroucher l'électeur – qui pas si bête pourrait d'ailleurs se demander depuis quand des anarchistes participent à une élection quelle qu'elle soit ? En fait CNT-SO a abandonné depuis belle lurette toute référence à l'anarchosyndicalisme, ceci explique cela ...

Que des réformistes invétérés se mettent en scène dans ce jeu, rien d'étonnant. Mais, comment des organisations qui se revendiquent révolutionnaires (USGJ, CNT-SO) peuvent-elle accepter non seulement de justifier par leur présence le principe de la représentation institutionnelle des salariés ? Comment peuvent-elles se lancer dans cette course à l'échalote ? Comment peuvent-elles accepter un financement, copieux même s'il est indirect, de ceux qui nous gouvernent, de ceux qui nous imposent des lois injustes, de ceux dont les bras armés sont toujours du côté du patronat ? L'histoire du syndicalisme, de ses origines, ce qui fait son intérêt comme instrument de lutte, tout cela a été mis aux oubliettes.

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES : NOUS NE SOMMES PAS UN RESERVOIR DE VOIX

A chaque élection, qu'elle soit professionnelle ou politique, de notre côté, nous appelons les salariés à prendre leurs affaires en main collectivement et directement (c'est à dire à pratiquer l'action directe) et à poser le préalable nécessaire : le refus de toute institution de représentation. Que l'entreprise soit petite ou grande n'y change rien : la seule réponse à la tentative de mystification du ministère du Travail et des 9 nains et demi, c'est l'appel franc et massif à l'abstention que nous lançons.

Par ailleurs nous rappelons que légalement en France, le droit de grève est encore possible et que dans le privé il suffit d'être deux salariés et d'avoir des revendications en lien avec le salaire ou les conditions de travail (revendications qui ne manquent pas). Nous rappelons également qu'il n'est pas nécessaire de déposer de préavis pour une grève dans le privé et qu'il est même préférable dans les TPE d'informer le patron uniquement au moment du déclenchement de la grève, pour garder l'effet de surprise. (pour en savoir plus cf. notre tract « comme faire grève sans se griller » <https://cnt-ait.info/2022/10/17/comment-faire-grève-2> et notre brochure « techniques de luttes » <https://cnt-ait.info/2020/06/17/techniques-de-luttes>)

Les « syndicats » auront beau être financés directement ou indirectement, ils auront beau battre l'estrade électorale, face à l'austérité, face aux dégradations des conditions de travail, face au mépris et aux agissements des puissants, de leurs amis et partenaires, pour notre part nous continuerons de travailler sans relâche à la résistance populaire autonome aujourd'hui, dans la perspective de la construction demain d'une nouvelle société basée sur des valeurs universelles comme le partage, l'entraide et la solidarité, pour que chaque habitant de cette planète dispose de ce qui est nécessaire pour vivre dignement. Rien de tout cela ne passe par le vote. Rien de tout cela ne passe par la soumission. Dans les petites comme dans les grandes entreprises, la seule solution contre les manipulations électoralistes, c'est l'abstention !

CNT-AIT

contact@cnt-ait.info / <https://cnt-ait.info> / Liste de diffusion par mail : <http://liste.cnt-ait.info>

² [2] Sur notre analyse et notre implication dans le mouvement des Gilets Jaunes cf. notre brochure « Gilets jaunes, un an de mouvement(s) » <https://cnt-ait.info/2023/11/18/gilets-jaunes-bro>

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES UNE SEULE SOLUTION CONTRE LA MANIPULATION ELECTORALE : L'ABSTENTION ET L'AUTO-ORGANISATION !

Salariés des petites entreprises, nous avons été des millions à recevoir un courrier du « Ministère du Travail et de l'Emploi ». En fait, chacun de nous a compris, dès l'ouverture de l'enveloppe, que ce n'était pas pour améliorer nos conditions de travail, ni un chèque pour vivre mieux ou même pour nous proposer une formation, non, rien de tout ça. Le but de ce courrier ? Faire de la publicité à tous les partenaires sociaux de l'Etat (à toutes ces structures que nous connaissons aussi sous le nom de « syndicats ») pour détourner une fois de plus les travailleurs de la lutte ; pour les amener vers ces grands cimetières des espérances que sont les isolements, même si aujourd'hui ils sont virtuels et électroniques.

Cette propagande constitue un de ces financements publics indirects dont bénéficient les dits syndicats et pas au moindre coût, car envoyer un luxueux document de 20 pages, en couleur, à des millions de salariés, cela représente des sommes considérables. Pour la première édition en 2012, le coût était de 20 millions d'euros¹. Pour les autres éditions, l'Etat est d'une pudeur de gazelle, mais il n'a certainement pas diminué. On nous parle pourtant tous les jours d'austérité. Il paraît que les caisses sont vides, et que même des choses indispensables ne peuvent plus être financées... Manifestement, il y a encore de l'argent pour les copains et les coquins ! Gageons que ces « syndicats » qui contribuent ainsi à piller les finances publiques sauront remercier, tôt ou tard, celui qui est, en même temps, leur meilleur agent publicitaire et leur plus généreux sponsor : l'Etat.



L'ETAT ET LES 10 SALOPARDS

C'est la quatrième fois que les travailleuses et travailleurs des Très Petites entreprises et Très Petites Associations sont appelées à voter pour élire leurs « représentants ».

Alors qu'à chaque fois les scores de participation sont ridicules, cela n'empêche pas l'Etat de passer à la caisse pour organiser ces élections et payer la propagande (papier, internet) du dispositif et des syndicats. Les élections de 2012 ont coûté 20 millions d'euros à l'Etat (et donc aux contribuables que nous sommes ...). On comprend alors pourquoi à chaque élection – et bien que le taux de participation soit en baisse constante d'une élection sur l'autre (10,38% en 2012, 7,3% en 2017, 5,44% en 2021) – il y a de nouveaux syndicats qui apparaissent pour se présenter. C'est que – directement ou indirectement – il y a de l'argent à prendre !

Autour de l'Etat, puissance tutélaire, dans sa blanche robe d'arbitre impartial, s'agitent donc 10 organisations au niveau national (CFE-CGC, CFTC, CNT-SO,FO, SUD SOLIDAIRES, UNSA, CGT, CAT, CFDT, et le petit dernier

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/élections_professionnelles_des_salariés_des_TPE_et_employés_à_domicile

le syndicat soit disant Gilet jaune USGJ) qui, telles les 10 salopards, grincent bien un peu de temps en temps, mais finalement vont gentiment au boulot quand leur demande leur maître. Des nains qui sont là pour servir le maître qui les finance si aimablement. La nouveauté (et toutes les nouveautés ne sont pas des progrès, loin de là !), c'est que, mêlé aux comparses habituels de la farce électorale, on découvre le sigle USGJ, Union Syndicale des Gilets Jaunes. L'esprit des Gilets jaunes était le refus intransigeant de toute représentation, personne ne pouvant parler au nom des Gilets Jaunes. Les GJ c'était la démocratie directe et non la représentativité. On se demande bien ce que ce soit disant « syndicat Gilet Jaune » peut avoir à faire avec l'esprit qui animait les ronds-points au plus fort moment du mouvement ?² L'USGJ affirme ne toucher aucune subvention. Sauf que participer aux élections, avoir sa propagande diffusée par le ministère du Travail (famille, patrie) sous format papier ou sur son site internet, c'est déjà recevoir une subvention de l'Etat ! Dans leur tract, ils affirment « nous contre eux », mais le « nous » c'est celui de celles et ceux qui bouffent au râtelier. D'ailleurs sur leur tract le chat noir se retrouve dans une cage, excellent symbole de ce syndicalisme qui se retrouve emprisonné dans le carcan institutionnel promu par l'Etat.

Comme lors des années précédentes, on retrouve le sigle « CNT », sur fond noir et rouge. Certes, il s'agit du groupe connu sous le nom de CNT-SO, lui-même une scission du groupe CNT-F ou Vignoles, qui, à chaque élection glisse un peu plus du « côté obscur » de l'Etat. Ce qui montre tout simplement que ce groupe n'aspire qu'à une chose : s'intégrer au maximum. Du coup, la CNT-SO se surpasse pour se fondre dans la masse. Certes en toute fin de tract ils se disent « révolutionnaires » mais le mot anarchosyndicalisme n'apparaît pas. Il ne faudrait pas effaroucher l'électeur – qui pas si bête pourrait d'ailleurs se demander depuis quand des anarchistes participent à une élection quelle qu'elle soit ? En fait CNT-SO a abandonné depuis belle lurette toute référence à l'anarchosyndicalisme, ceci explique cela ...

Que des réformistes invétérés se mettent en scène dans ce jeu, rien d'étonnant. Mais, comment des organisations qui se revendiquent révolutionnaires (USGJ, CNT-SO) peuvent-elle accepter non seulement de justifier par leur présence le principe de la représentation institutionnelle des salariés ? Comment peuvent-elles se lancer dans cette course à l'échalote ? Comment peuvent-elles accepter un financement, copieux même s'il est indirect, de ceux qui nous gouvernent, de ceux qui nous imposent des lois injustes, de ceux dont les bras armés sont toujours du côté du patronat ? L'histoire du syndicalisme, de ses origines, ce qui fait son intérêt comme instrument de lutte, tout cela a été mis aux oubliettes.

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES : NOUS NE SOMMES PAS UN RESERVOIR DE VOIX

A chaque élection, qu'elle soit professionnelle ou politique, de notre côté, nous appelons les salariés à prendre leurs affaires en main collectivement et directement (c'est à dire à pratiquer l'action directe) et à poser le préalable nécessaire : le refus de toute institution de représentation. Que l'entreprise soit petite ou grande n'y change rien : la seule réponse à la tentative de mystification du ministère du Travail et des 9 nains et demi, c'est l'appel franc et massif à l'abstention que nous lançons.

Par ailleurs nous rappelons que légalement en France, le droit de grève est encore possible et que dans le privé il suffit d'être deux salariés et d'avoir des revendications en lien avec le salaire ou les conditions de travail (revendications qui ne manquent pas). Nous rappelons également qu'il n'est pas nécessaire de déposer de préavis pour une grève dans le privé et qu'il est même préférable dans les TPE d'informer le patron uniquement au moment du déclenchement de la grève, pour garder l'effet de surprise. (pour en savoir plus cf. notre tract « comme faire grève sans se griller » <https://cnt-ait.info/2022/10/17/comment-faire-grève-2> et notre brochure « techniques de luttes » <https://cnt-ait.info/2020/06/17/techniques-de-luttes>)

Les « syndicats » auront beau être financés directement ou indirectement, ils auront beau battre l'estrade électorale, face à l'austérité, face aux dégradations des conditions de travail, face au mépris et aux agissements des puissants, de leurs amis et partenaires, pour notre part nous continuerons de travailler sans relâche à la résistance populaire autonome aujourd'hui, dans la perspective de la construction demain d'une nouvelle société basée sur des valeurs universelles comme le partage, l'entraide et la solidarité, pour que chaque habitant de cette planète dispose de ce qui est nécessaire pour vivre dignement. Rien de tout cela ne passe par le vote. Rien de tout cela ne passe par la soumission. Dans les petites comme dans les grandes entreprises, la seule solution contre les manipulations électoralistes, c'est l'abstention !

CNT-AIT

contact@cnt-ait.info / <https://cnt-ait.info> / Liste de diffusion par mail : <http://liste.cnt-ait.info>

² [2] Sur notre analyse et notre implication dans le mouvement des Gilets Jaunes cf. notre brochure « Gilets jaunes, un an de mouvement(s) » <https://cnt-ait.info/2023/11/18/gilets-jaunes-bro>

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES UNE SEULE SOLUTION CONTRE LA MANIPULATION ELECTORALE : L'ABSTENTION ET L'AUTO-ORGANISATION !

Salariés des petites entreprises, nous avons été des millions à recevoir un courrier du « Ministère du Travail et de l'Emploi ». En fait, chacun de nous a compris, dès l'ouverture de l'enveloppe, que ce n'était pas pour améliorer nos conditions de travail, ni un chèque pour vivre mieux ou même pour nous proposer une formation, non, rien de tout ça. Le but de ce courrier ? Faire de la publicité à tous les partenaires sociaux de l'Etat (à toutes ces structures que nous connaissons aussi sous le nom de « syndicats ») pour détourner une fois de plus les travailleurs de la lutte ; pour les amener vers ces grands cimetières des espérances que sont les isolements, même si aujourd'hui ils sont virtuels et électroniques.

Cette propagande constitue un de ces financements publics indirects dont bénéficient les dits syndicats et pas au moindre coût, car envoyer un luxueux document de 20 pages, en couleur, à des millions de salariés, cela représente des sommes considérables. Pour la première édition en 2012, le coût était de 20 millions d'euros¹. Pour les autres éditions, l'Etat est d'une pudeur de gazelle, mais il n'a certainement pas diminué. On nous parle pourtant tous les jours d'austérité. Il paraît que les caisses sont vides, et que même des choses indispensables ne peuvent plus être financées... Manifestement, il y a encore de l'argent pour les copains et les coquins ! Gageons que ces « syndicats » qui contribuent ainsi à piller les finances publiques sauront remercier, tôt ou tard, celui qui est, en même temps, leur meilleur agent publicitaire et leur plus généreux sponsor : l'Etat.



L'ETAT ET LES 10 SALOPARDS

C'est la quatrième fois que les travailleuses et travailleurs des Très Petites entreprises et Très Petites Associations sont appelées à voter pour élire leurs « représentants ».

Alors qu'à chaque fois les scores de participation sont ridicules, cela n'empêche pas l'Etat de passer à la caisse pour organiser ces élections et payer la propagande (papier, internet) du dispositif et des syndicats. Les élections de 2012 ont coûté 20 millions d'euros à l'Etat (et donc aux contribuables que nous sommes ...). On comprend alors pourquoi à chaque élection – et bien que le taux de participation soit en baisse constante d'une élection sur l'autre (10,38% en 2012, 7,3% en 2017, 5,44% en 2021) – il y a de nouveaux syndicats qui apparaissent pour se présenter. C'est que – directement ou indirectement – il y a de l'argent à prendre !

Autour de l'Etat, puissance tutélaire, dans sa blanche robe d'arbitre impartial, s'agitent donc 10 organisations au niveau national (CFE-CGC, CFTC, CNT-SO,FO, SUD SOLIDAIRES, UNSA, CGT, CAT, CFDT, et le petit dernier

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/élections_professionnelles_des_salariés_des_TPE_et_employés_à_domicile

le syndicat soit disant Gilet jaune USGJ) qui, telles les 10 salopards, grincent bien un peu de temps en temps, mais finalement vont gentiment au boulot quand leur demande leur maître. Des nains qui sont là pour servir le maître qui les finance si aimablement. La nouveauté (et toutes les nouveautés ne sont pas des progrès, loin de là !), c'est que, mêlé aux comparses habituels de la farce électorale, on découvre le sigle USGJ, Union Syndicale des Gilets Jaunes. L'esprit des Gilets jaunes était le refus intransigeant de toute représentation, personne ne pouvant parler au nom des Gilets Jaunes. Les GJ c'était la démocratie directe et non la représentativité. On se demande bien ce que ce soit disant « syndicat Gilet Jaune » peut avoir à faire avec l'esprit qui animait les ronds-points au plus fort moment du mouvement ?² L'USGJ affirme ne toucher aucune subvention. Sauf que participer aux élections, avoir sa propagande diffusée par le ministère du Travail (famille, patrie) sous format papier ou sur son site internet, c'est déjà recevoir une subvention de l'Etat ! Dans leur tract, ils affirment « nous contre eux », mais le « nous » c'est celui de celles et ceux qui bouffent au râtelier. D'ailleurs sur leur tract le chat noir se retrouve dans une cage, excellent symbole de ce syndicalisme qui se retrouve emprisonné dans le carcan institutionnel promu par l'Etat.

Comme lors des années précédentes, on retrouve le sigle « CNT », sur fond noir et rouge. Certes, il s'agit du groupe connu sous le nom de CNT-SO, lui-même une scission du groupe CNT-F ou Vignoles, qui, à chaque élection glisse un peu plus du « côté obscur » de l'Etat. Ce qui montre tout simplement que ce groupe n'aspire qu'à une chose : s'intégrer au maximum. Du coup, la CNT-SO se surpasse pour se fondre dans la masse. Certes en toute fin de tract ils se disent « révolutionnaires » mais le mot anarchosyndicalisme n'apparaît pas. Il ne faudrait pas effaroucher l'électeur – qui pas si bête pourrait d'ailleurs se demander depuis quand des anarchistes participent à une élection quelle qu'elle soit ? En fait CNT-SO a abandonné depuis belle lurette toute référence à l'anarchosyndicalisme, ceci explique cela ...

Que des réformistes invétérés se mettent en scène dans ce jeu, rien d'étonnant. Mais, comment des organisations qui se revendiquent révolutionnaires (USGJ, CNT-SO) peuvent-elle accepter non seulement de justifier par leur présence le principe de la représentation institutionnelle des salariés ? Comment peuvent-elles se lancer dans cette course à l'échalote ? Comment peuvent-elles accepter un financement, copieux même s'il est indirect, de ceux qui nous gouvernent, de ceux qui nous imposent des lois injustes, de ceux dont les bras armés sont toujours du côté du patronat ? L'histoire du syndicalisme, de ses origines, ce qui fait son intérêt comme instrument de lutte, tout cela a été mis aux oubliettes.

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES : NOUS NE SOMMES PAS UN RESERVOIR DE VOIX

A chaque élection, qu'elle soit professionnelle ou politique, de notre côté, nous appelons les salariés à prendre leurs affaires en main collectivement et directement (c'est à dire à pratiquer l'action directe) et à poser le préalable nécessaire : le refus de toute institution de représentation. Que l'entreprise soit petite ou grande n'y change rien : la seule réponse à la tentative de mystification du ministère du Travail et des 9 nains et demi, c'est l'appel franc et massif à l'abstention que nous lançons.

Par ailleurs nous rappelons que légalement en France, le droit de grève est encore possible et que dans le privé il suffit d'être deux salariés et d'avoir des revendications en lien avec le salaire ou les conditions de travail (revendications qui ne manquent pas). Nous rappelons également qu'il n'est pas nécessaire de déposer de préavis pour une grève dans le privé et qu'il est même préférable dans les TPE d'informer le patron uniquement au moment du déclenchement de la grève, pour garder l'effet de surprise. (pour en savoir plus cf. notre tract « comme faire grève sans se griller » <https://cnt-ait.info/2022/10/17/comment-faire-grève-2> et notre brochure « techniques de luttes » <https://cnt-ait.info/2020/06/17/techniques-de-luttes>)

Les « syndicats » auront beau être financés directement ou indirectement, ils auront beau battre l'estrade électorale, face à l'austérité, face aux dégradations des conditions de travail, face au mépris et aux agissements des puissants, de leurs amis et partenaires, pour notre part nous continuerons de travailler sans relâche à la résistance populaire autonome aujourd'hui, dans la perspective de la construction demain d'une nouvelle société basée sur des valeurs universelles comme le partage, l'entraide et la solidarité, pour que chaque habitant de cette planète dispose de ce qui est nécessaire pour vivre dignement. Rien de tout cela ne passe par le vote. Rien de tout cela ne passe par la soumission. Dans les petites comme dans les grandes entreprises, la seule solution contre les manipulations électoralistes, c'est l'abstention !

CNT-AIT

contact@cnt-ait.info / <https://cnt-ait.info> / Liste de diffusion par mail : <http://liste.cnt-ait.info>

² [2] Sur notre analyse et notre implication dans le mouvement des Gilets Jaunes cf. notre brochure « Gilets jaunes, un an de mouvement(s) » <https://cnt-ait.info/2023/11/18/gilets-jaunes-bro>

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES UNE SEULE SOLUTION CONTRE LA MANIPULATION ELECTORALE : L'ABSTENTION ET L'AUTO-ORGANISATION !

Salariés des petites entreprises, nous avons été des millions à recevoir un courrier du « Ministère du Travail et de l'Emploi ». En fait, chacun de nous a compris, dès l'ouverture de l'enveloppe, que ce n'était pas pour améliorer nos conditions de travail, ni un chèque pour vivre mieux ou même pour nous proposer une formation, non, rien de tout ça. Le but de ce courrier ? Faire de la publicité à tous les partenaires sociaux de l'Etat (à toutes ces structures que nous connaissons aussi sous le nom de « syndicats ») pour détourner une fois de plus les travailleurs de la lutte ; pour les amener vers ces grands cimetières des espérances que sont les isolements, même si aujourd'hui ils sont virtuels et électroniques.

Cette propagande constitue un de ces financements publics indirects dont bénéficient les dits syndicats et pas au moindre coût, car envoyer un luxueux document de 20 pages, en couleur, à des millions de salariés, cela représente des sommes considérables. Pour la première édition en 2012, le coût était de 20 millions d'euros¹. Pour les autres éditions, l'Etat est d'une pudeur de gazelle, mais il n'a certainement pas diminué. On nous parle pourtant tous les jours d'austérité. Il paraît que les caisses sont vides, et que même des choses indispensables ne peuvent plus être financées... Manifestement, il y a encore de l'argent pour les copains et les coquins ! Gageons que ces « syndicats » qui contribuent ainsi à piller les finances publiques sauront remercier, tôt ou tard, celui qui est, en même temps, leur meilleur agent publicitaire et leur plus généreux sponsor : l'Etat.



L'ETAT ET LES 10 SALOPARDS

C'est la quatrième fois que les travailleuses et travailleurs des Très Petites entreprises et Très Petites Associations sont appelées à voter pour élire leurs « représentants ».

Alors qu'à chaque fois les scores de participation sont ridicules, cela n'empêche pas l'Etat de passer à la caisse pour organiser ces élections et payer la propagande (papier, internet) du dispositif et des syndicats. Les élections de 2012 ont coûté 20 millions d'euros à l'Etat (et donc aux contribuables que nous sommes ...). On comprend alors pourquoi à chaque élection – et bien que le taux de participation soit en baisse constante d'une élection sur l'autre (10,38% en 2012, 7,3% en 2017, 5,44% en 2021) – il y a de nouveaux syndicats qui apparaissent pour se présenter. C'est que – directement ou indirectement – il y a de l'argent à prendre !

Autour de l'Etat, puissance tutélaire, dans sa blanche robe d'arbitre impartial, s'agitent donc 10 organisations au niveau national (CFE-CGC, CFTC, CNT-SO,FO, SUD SOLIDAIRES, UNSA, CGT, CAT, CFDT, et le petit dernier

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/élections_professionnelles_des_salariés_des_TPE_et_employés_à_domicile

le syndicat soit disant Gilet jaune USGJ) qui, telles les 10 salopards, grincent bien un peu de temps en temps, mais finalement vont gentiment au boulot quand leur demande leur maître. Des nains qui sont là pour servir le maître qui les finance si aimablement. La nouveauté (et toutes les nouveautés ne sont pas des progrès, loin de là !), c'est que, mêlé aux comparses habituels de la farce électorale, on découvre le sigle USGJ, Union Syndicale des Gilets Jaunes. L'esprit des Gilets jaunes était le refus intransigeant de toute représentation, personne ne pouvant parler au nom des Gilets Jaunes. Les GJ c'était la démocratie directe et non la représentativité. On se demande bien ce que ce soit disant « syndicat Gilet Jaune » peut avoir à faire avec l'esprit qui animait les ronds-points au plus fort moment du mouvement ?² L'USGJ affirme ne toucher aucune subvention. Sauf que participer aux élections, avoir sa propagande diffusée par le ministère du Travail (famille, patrie) sous format papier ou sur son site internet, c'est déjà recevoir une subvention de l'Etat ! Dans leur tract, ils affirment « nous contre eux », mais le « nous » c'est celui de celles et ceux qui bouffent au râtelier. D'ailleurs sur leur tract le chat noir se retrouve dans une cage, excellent symbole de ce syndicalisme qui se retrouve emprisonné dans le carcan institutionnel promu par l'Etat.

Comme lors des années précédentes, on retrouve le sigle « CNT », sur fond noir et rouge. Certes, il s'agit du groupe connu sous le nom de CNT-SO, lui-même une scission du groupe CNT-F ou Vignoles, qui, à chaque élection glisse un peu plus du « côté obscur » de l'Etat. Ce qui montre tout simplement que ce groupe n'aspire qu'à une chose : s'intégrer au maximum. Du coup, la CNT-SO se surpasse pour se fondre dans la masse. Certes en toute fin de tract ils se disent « révolutionnaires » mais le mot anarchosyndicalisme n'apparaît pas. Il ne faudrait pas effaroucher l'électeur – qui pas si bête pourrait d'ailleurs se demander depuis quand des anarchistes participent à une élection quelle qu'elle soit ? En fait CNT-SO a abandonné depuis belle lurette toute référence à l'anarchosyndicalisme, ceci explique cela ...

Que des réformistes invétérés se mettent en scène dans ce jeu, rien d'étonnant. Mais, comment des organisations qui se revendiquent révolutionnaires (USGJ, CNT-SO) peuvent-elle accepter non seulement de justifier par leur présence le principe de la représentation institutionnelle des salariés ? Comment peuvent-elles se lancer dans cette course à l'échalote ? Comment peuvent-elles accepter un financement, copieux même s'il est indirect, de ceux qui nous gouvernent, de ceux qui nous imposent des lois injustes, de ceux dont les bras armés sont toujours du côté du patronat ? L'histoire du syndicalisme, de ses origines, ce qui fait son intérêt comme instrument de lutte, tout cela a été mis aux oubliettes.

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES : NOUS NE SOMMES PAS UN RESERVOIR DE VOIX

A chaque élection, qu'elle soit professionnelle ou politique, de notre côté, nous appelons les salariés à prendre leurs affaires en main collectivement et directement (c'est à dire à pratiquer l'action directe) et à poser le préalable nécessaire : le refus de toute institution de représentation. Que l'entreprise soit petite ou grande n'y change rien : la seule réponse à la tentative de mystification du ministère du Travail et des 9 nains et demi, c'est l'appel franc et massif à l'abstention que nous lançons.

Par ailleurs nous rappelons que légalement en France, le droit de grève est encore possible et que dans le privé il suffit d'être deux salariés et d'avoir des revendications en lien avec le salaire ou les conditions de travail (revendications qui ne manquent pas). Nous rappelons également qu'il n'est pas nécessaire de déposer de préavis pour une grève dans le privé et qu'il est même préférable dans les TPE d'informer le patron uniquement au moment du déclenchement de la grève, pour garder l'effet de surprise. (pour en savoir plus cf. notre tract « comme faire grève sans se griller » <https://cnt-ait.info/2022/10/17/comment-faire-grève-2> et notre brochure « techniques de luttes » <https://cnt-ait.info/2020/06/17/techniques-de-luttes>)

Les « syndicats » auront beau être financés directement ou indirectement, ils auront beau battre l'estrade électorale, face à l'austérité, face aux dégradations des conditions de travail, face au mépris et aux agissements des puissants, de leurs amis et partenaires, pour notre part nous continuerons de travailler sans relâche à la résistance populaire autonome aujourd'hui, dans la perspective de la construction demain d'une nouvelle société basée sur des valeurs universelles comme le partage, l'entraide et la solidarité, pour que chaque habitant de cette planète dispose de ce qui est nécessaire pour vivre dignement. Rien de tout cela ne passe par le vote. Rien de tout cela ne passe par la soumission. Dans les petites comme dans les grandes entreprises, la seule solution contre les manipulations électoralistes, c'est l'abstention !

CNT-AIT

contact@cnt-ait.info / <https://cnt-ait.info> / Liste de diffusion par mail : <http://liste.cnt-ait.info>

² [2] Sur notre analyse et notre implication dans le mouvement des Gilets Jaunes cf. notre brochure « Gilets jaunes, un an de mouvement(s) » <https://cnt-ait.info/2023/11/18/gilets-jaunes-bro>

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES UNE SEULE SOLUTION CONTRE LA MANIPULATION ELECTORALE : L'ABSTENTION ET L'AUTO-ORGANISATION !

Salariés des petites entreprises, nous avons été des millions à recevoir un courrier du « Ministère du Travail et de l'Emploi ». En fait, chacun de nous a compris, dès l'ouverture de l'enveloppe, que ce n'était pas pour améliorer nos conditions de travail, ni un chèque pour vivre mieux ou même pour nous proposer une formation, non, rien de tout ça. Le but de ce courrier ? Faire de la publicité à tous les partenaires sociaux de l'Etat (à toutes ces structures que nous connaissons aussi sous le nom de « syndicats ») pour détourner une fois de plus les travailleurs de la lutte ; pour les amener vers ces grands cimetières des espérances que sont les isolements, même si aujourd'hui ils sont virtuels et électroniques.

Cette propagande constitue un de ces financements publics indirects dont bénéficient les dits syndicats et pas au moindre coût, car envoyer un luxueux document de 20 pages, en couleur, à des millions de salariés, cela représente des sommes considérables. Pour la première édition en 2012, le coût était de 20 millions d'euros¹. Pour les autres éditions, l'Etat est d'une pudeur de gazelle, mais il n'a certainement pas diminué. On nous parle pourtant tous les jours d'austérité. Il paraît que les caisses sont vides, et que même des choses indispensables ne peuvent plus être financées... Manifestement, il y a encore de l'argent pour les copains et les coquins ! Gageons que ces « syndicats » qui contribuent ainsi à piller les finances publiques sauront remercier, tôt ou tard, celui qui est, en même temps, leur meilleur agent publicitaire et leur plus généreux sponsor : l'Etat.



L'ETAT ET LES 10 SALOPARDS

C'est la quatrième fois que les travailleuses et travailleurs des Très Petites entreprises et Très Petites Associations sont appelées à voter pour élire leurs « représentants ».

Alors qu'à chaque fois les scores de participation sont ridicules, cela n'empêche pas l'Etat de passer à la caisse pour organiser ces élections et payer la propagande (papier, internet) du dispositif et des syndicats. Les élections de 2012 ont coûté 20 millions d'euros à l'Etat (et donc aux contribuables que nous sommes ...). On comprend alors pourquoi à chaque élection – et bien que le taux de participation soit en baisse constante d'une élection sur l'autre (10,38% en 2012, 7,3% en 2017, 5,44% en 2021) – il y a de nouveaux syndicats qui apparaissent pour se présenter. C'est que – directement ou indirectement – il y a de l'argent à prendre !

Autour de l'Etat, puissance tutélaire, dans sa blanche robe d'arbitre impartial, s'agitent donc 10 organisations au niveau national (CFE-CGC, CFTC, CNT-SO,FO, SUD SOLIDAIRES, UNSA, CGT, CAT, CFDT, et le petit dernier

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/élections_professionnelles_des_salariés_des_TPE_et_employés_à_domicile

le syndicat soit disant Gilet jaune USGJ) qui, telles les 10 salopards, grincent bien un peu de temps en temps, mais finalement vont gentiment au boulot quand leur demande leur maître. Des nains qui sont là pour servir le maître qui les finance si aimablement. La nouveauté (et toutes les nouveautés ne sont pas des progrès, loin de là !), c'est que, mêlé aux comparses habituels de la farce électorale, on découvre le sigle USGJ, Union Syndicale des Gilets Jaunes. L'esprit des Gilets jaunes était le refus intransigeant de toute représentation, personne ne pouvant parler au nom des Gilets Jaunes. Les GJ c'était la démocratie directe et non la représentativité. On se demande bien ce que ce soit disant « syndicat Gilet Jaune » peut avoir à faire avec l'esprit qui animait les ronds-points au plus fort moment du mouvement ?² L'USGJ affirme ne toucher aucune subvention. Sauf que participer aux élections, avoir sa propagande diffusée par le ministère du Travail (famille, patrie) sous format papier ou sur son site internet, c'est déjà recevoir une subvention de l'Etat ! Dans leur tract, ils affirment « nous contre eux », mais le « nous » c'est celui de celles et ceux qui bouffent au râtelier. D'ailleurs sur leur tract le chat noir se retrouve dans une cage, excellent symbole de ce syndicalisme qui se retrouve emprisonné dans le carcan institutionnel promu par l'Etat.

Comme lors des années précédentes, on retrouve le sigle « CNT », sur fond noir et rouge. Certes, il s'agit du groupe connu sous le nom de CNT-SO, lui-même une scission du groupe CNT-F ou Vignoles, qui, à chaque élection glisse un peu plus du « côté obscur » de l'Etat. Ce qui montre tout simplement que ce groupe n'aspire qu'à une chose : s'intégrer au maximum. Du coup, la CNT-SO se surpasse pour se fondre dans la masse. Certes en toute fin de tract ils se disent « révolutionnaires » mais le mot anarchosyndicalisme n'apparaît pas. Il ne faudrait pas effaroucher l'électeur – qui pas si bête pourrait d'ailleurs se demander depuis quand des anarchistes participent à une élection quelle qu'elle soit ? En fait CNT-SO a abandonné depuis belle lurette toute référence à l'anarchosyndicalisme, ceci explique cela ...

Que des réformistes invétérés se mettent en scène dans ce jeu, rien d'étonnant. Mais, comment des organisations qui se revendiquent révolutionnaires (USGJ, CNT-SO) peuvent-elle accepter non seulement de justifier par leur présence le principe de la représentation institutionnelle des salariés ? Comment peuvent-elles se lancer dans cette course à l'échalote ? Comment peuvent-elles accepter un financement, copieux même s'il est indirect, de ceux qui nous gouvernent, de ceux qui nous imposent des lois injustes, de ceux dont les bras armés sont toujours du côté du patronat ? L'histoire du syndicalisme, de ses origines, ce qui fait son intérêt comme instrument de lutte, tout cela a été mis aux oubliettes.

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES : NOUS NE SOMMES PAS UN RESERVOIR DE VOIX

A chaque élection, qu'elle soit professionnelle ou politique, de notre côté, nous appelons les salariés à prendre leurs affaires en main collectivement et directement (c'est à dire à pratiquer l'action directe) et à poser le préalable nécessaire : le refus de toute institution de représentation. Que l'entreprise soit petite ou grande n'y change rien : la seule réponse à la tentative de mystification du ministère du Travail et des 9 nains et demi, c'est l'appel franc et massif à l'abstention que nous lançons.

Par ailleurs nous rappelons que légalement en France, le droit de grève est encore possible et que dans le privé il suffit d'être deux salariés et d'avoir des revendications en lien avec le salaire ou les conditions de travail (revendications qui ne manquent pas). Nous rappelons également qu'il n'est pas nécessaire de déposer de préavis pour une grève dans le privé et qu'il est même préférable dans les TPE d'informer le patron uniquement au moment du déclenchement de la grève, pour garder l'effet de surprise. (pour en savoir plus cf. notre tract « comme faire grève sans se griller » <https://cnt-ait.info/2022/10/17/comment-faire-grève-2> et notre brochure « techniques de luttes » <https://cnt-ait.info/2020/06/17/techniques-de-luttes>)

Les « syndicats » auront beau être financés directement ou indirectement, ils auront beau battre l'estrade électorale, face à l'austérité, face aux dégradations des conditions de travail, face au mépris et aux agissements des puissants, de leurs amis et partenaires, pour notre part nous continuerons de travailler sans relâche à la résistance populaire autonome aujourd'hui, dans la perspective de la construction demain d'une nouvelle société basée sur des valeurs universelles comme le partage, l'entraide et la solidarité, pour que chaque habitant de cette planète dispose de ce qui est nécessaire pour vivre dignement. Rien de tout cela ne passe par le vote. Rien de tout cela ne passe par la soumission. Dans les petites comme dans les grandes entreprises, la seule solution contre les manipulations électoralistes, c'est l'abstention !

CNT-AIT

contact@cnt-ait.info / <https://cnt-ait.info> / Liste de diffusion par mail : <http://liste.cnt-ait.info>

² [2] Sur notre analyse et notre implication dans le mouvement des Gilets Jaunes cf. notre brochure « Gilets jaunes, un an de mouvement(s) » <https://cnt-ait.info/2023/11/18/gilets-jaunes-bro>

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES UNE SEULE SOLUTION CONTRE LA MANIPULATION ELECTORALE : L'ABSTENTION ET L'AUTO-ORGANISATION !

Salariés des petites entreprises, nous avons été des millions à recevoir un courrier du « Ministère du Travail et de l'Emploi ». En fait, chacun de nous a compris, dès l'ouverture de l'enveloppe, que ce n'était pas pour améliorer nos conditions de travail, ni un chèque pour vivre mieux ou même pour nous proposer une formation, non, rien de tout ça. Le but de ce courrier ? Faire de la publicité à tous les partenaires sociaux de l'Etat (à toutes ces structures que nous connaissons aussi sous le nom de « syndicats ») pour détourner une fois de plus les travailleurs de la lutte ; pour les amener vers ces grands cimetières des espérances que sont les isolements, même si aujourd'hui ils sont virtuels et électroniques.

Cette propagande constitue un de ces financements publics indirects dont bénéficient les dits syndicats et pas au moindre coût, car envoyer un luxueux document de 20 pages, en couleur, à des millions de salariés, cela représente des sommes considérables. Pour la première édition en 2012, le coût était de 20 millions d'euros¹. Pour les autres éditions, l'Etat est d'une pudeur de gazelle, mais il n'a certainement pas diminué. On nous parle pourtant tous les jours d'austérité. Il paraît que les caisses sont vides, et que même des choses indispensables ne peuvent plus être financées... Manifestement, il y a encore de l'argent pour les copains et les coquins ! Gageons que ces « syndicats » qui contribuent ainsi à piller les finances publiques sauront remercier, tôt ou tard, celui qui est, en même temps, leur meilleur agent publicitaire et leur plus généreux sponsor : l'Etat.



L'ETAT ET LES 10 SALOPARDS

C'est la quatrième fois que les travailleuses et travailleurs des Très Petites entreprises et Très Petites Associations sont appelées à voter pour élire leurs « représentants ».

Alors qu'à chaque fois les scores de participation sont ridicules, cela n'empêche pas l'Etat de passer à la caisse pour organiser ces élections et payer la propagande (papier, internet) du dispositif et des syndicats. Les élections de 2012 ont coûté 20 millions d'euros à l'Etat (et donc aux contribuables que nous sommes ...). On comprend alors pourquoi à chaque élection – et bien que le taux de participation soit en baisse constante d'une élection sur l'autre (10,38% en 2012, 7,3% en 2017, 5,44% en 2021) – il y a de nouveaux syndicats qui apparaissent pour se présenter. C'est que – directement ou indirectement – il y a de l'argent à prendre !

Autour de l'Etat, puissance tutélaire, dans sa blanche robe d'arbitre impartial, s'agitent donc 10 organisations au niveau national (CFE-CGC, CFTC, CNT-SO,FO, SUD SOLIDAIRES, UNSA, CGT, CAT, CFDT, et le petit dernier

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/élections_professionnelles_des_salariés_des_TPE_et_employés_à_domicile

le syndicat soit disant Gilet jaune USGJ) qui, telles les 10 salopards, grincent bien un peu de temps en temps, mais finalement vont gentiment au boulot quand leur demande leur maître. Des nains qui sont là pour servir le maître qui les finance si aimablement. La nouveauté (et toutes les nouveautés ne sont pas des progrès, loin de là !), c'est que, mêlé aux comparses habituels de la farce électorale, on découvre le sigle USGJ, Union Syndicale des Gilets Jaunes. L'esprit des Gilets jaunes était le refus intransigeant de toute représentation, personne ne pouvant parler au nom des Gilets Jaunes. Les GJ c'était la démocratie directe et non la représentativité. On se demande bien ce que ce soit disant « syndicat Gilet Jaune » peut avoir à faire avec l'esprit qui animait les ronds-points au plus fort moment du mouvement ?² L'USGJ affirme ne toucher aucune subvention. Sauf que participer aux élections, avoir sa propagande diffusée par le ministère du Travail (famille, patrie) sous format papier ou sur son site internet, c'est déjà recevoir une subvention de l'Etat ! Dans leur tract, ils affirment « nous contre eux », mais le « nous » c'est celui de celles et ceux qui bouffent au râtelier. D'ailleurs sur leur tract le chat noir se retrouve dans une cage, excellent symbole de ce syndicalisme qui se retrouve emprisonné dans le carcan institutionnel promu par l'Etat.

Comme lors des années précédentes, on retrouve le sigle « CNT », sur fond noir et rouge. Certes, il s'agit du groupe connu sous le nom de CNT-SO, lui-même une scission du groupe CNT-F ou Vignoles, qui, à chaque élection glisse un peu plus du « côté obscur » de l'Etat. Ce qui montre tout simplement que ce groupe n'aspire qu'à une chose : s'intégrer au maximum. Du coup, la CNT-SO se surpasse pour se fondre dans la masse. Certes en toute fin de tract ils se disent « révolutionnaires » mais le mot anarchosyndicalisme n'apparaît pas. Il ne faudrait pas effaroucher l'électeur – qui pas si bête pourrait d'ailleurs se demander depuis quand des anarchistes participent à une élection quelle qu'elle soit ? En fait CNT-SO a abandonné depuis belle lurette toute référence à l'anarchosyndicalisme, ceci explique cela ...

Que des réformistes invétérés se mettent en scène dans ce jeu, rien d'étonnant. Mais, comment des organisations qui se revendiquent révolutionnaires (USGJ, CNT-SO) peuvent-elle accepter non seulement de justifier par leur présence le principe de la représentation institutionnelle des salariés ? Comment peuvent-elles se lancer dans cette course à l'échalote ? Comment peuvent-elles accepter un financement, copieux même s'il est indirect, de ceux qui nous gouvernent, de ceux qui nous imposent des lois injustes, de ceux dont les bras armés sont toujours du côté du patronat ? L'histoire du syndicalisme, de ses origines, ce qui fait son intérêt comme instrument de lutte, tout cela a été mis aux oubliettes.

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES : NOUS NE SOMMES PAS UN RESERVOIR DE VOIX

A chaque élection, qu'elle soit professionnelle ou politique, de notre côté, nous appelons les salariés à prendre leurs affaires en main collectivement et directement (c'est à dire à pratiquer l'action directe) et à poser le préalable nécessaire : le refus de toute institution de représentation. Que l'entreprise soit petite ou grande n'y change rien : la seule réponse à la tentative de mystification du ministère du Travail et des 9 nains et demi, c'est l'appel franc et massif à l'abstention que nous lançons.

Par ailleurs nous rappelons que légalement en France, le droit de grève est encore possible et que dans le privé il suffit d'être deux salariés et d'avoir des revendications en lien avec le salaire ou les conditions de travail (revendications qui ne manquent pas). Nous rappelons également qu'il n'est pas nécessaire de déposer de préavis pour une grève dans le privé et qu'il est même préférable dans les TPE d'informer le patron uniquement au moment du déclenchement de la grève, pour garder l'effet de surprise. (pour en savoir plus cf. notre tract « comme faire grève sans se griller » <https://cnt-ait.info/2022/10/17/comment-faire-grève-2> et notre brochure « techniques de luttes » <https://cnt-ait.info/2020/06/17/techniques-de-luttes>)

Les « syndicats » auront beau être financés directement ou indirectement, ils auront beau battre l'estrade électorale, face à l'austérité, face aux dégradations des conditions de travail, face au mépris et aux agissements des puissants, de leurs amis et partenaires, pour notre part nous continuerons de travailler sans relâche à la résistance populaire autonome aujourd'hui, dans la perspective de la construction demain d'une nouvelle société basée sur des valeurs universelles comme le partage, l'entraide et la solidarité, pour que chaque habitant de cette planète dispose de ce qui est nécessaire pour vivre dignement. Rien de tout cela ne passe par le vote. Rien de tout cela ne passe par la soumission. Dans les petites comme dans les grandes entreprises, la seule solution contre les manipulations électoralistes, c'est l'abstention !

CNT-AIT

contact@cnt-ait.info / <https://cnt-ait.info> / Liste de diffusion par mail : <http://liste.cnt-ait.info>

² [2] Sur notre analyse et notre implication dans le mouvement des Gilets Jaunes cf. notre brochure « Gilets jaunes, un an de mouvement(s) » <https://cnt-ait.info/2023/11/18/gilets-jaunes-bro>

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES UNE SEULE SOLUTION CONTRE LA MANIPULATION ELECTORALE : L'ABSTENTION ET L'AUTO-ORGANISATION !

Salariés des petites entreprises, nous avons été des millions à recevoir un courrier du « Ministère du Travail et de l'Emploi ». En fait, chacun de nous a compris, dès l'ouverture de l'enveloppe, que ce n'était pas pour améliorer nos conditions de travail, ni un chèque pour vivre mieux ou même pour nous proposer une formation, non, rien de tout ça. Le but de ce courrier ? Faire de la publicité à tous les partenaires sociaux de l'Etat (à toutes ces structures que nous connaissons aussi sous le nom de « syndicats ») pour détourner une fois de plus les travailleurs de la lutte ; pour les amener vers ces grands cimetières des espérances que sont les isolements, même si aujourd'hui ils sont virtuels et électroniques.

Cette propagande constitue un de ces financements publics indirects dont bénéficient les dits syndicats et pas au moindre coût, car envoyer un luxueux document de 20 pages, en couleur, à des millions de salariés, cela représente des sommes considérables. Pour la première édition en 2012, le coût était de 20 millions d'euros¹. Pour les autres éditions, l'Etat est d'une pudeur de gazelle, mais il n'a certainement pas diminué. On nous parle pourtant tous les jours d'austérité. Il paraît que les caisses sont vides, et que même des choses indispensables ne peuvent plus être financées... Manifestement, il y a encore de l'argent pour les copains et les coquins ! Gageons que ces « syndicats » qui contribuent ainsi à piller les finances publiques sauront remercier, tôt ou tard, celui qui est, en même temps, leur meilleur agent publicitaire et leur plus généreux sponsor : l'Etat.



L'ETAT ET LES 10 SALOPARDS

C'est la quatrième fois que les travailleuses et travailleurs des Très Petites entreprises et Très Petites Associations sont appelées à voter pour élire leurs « représentants ».

Alors qu'à chaque fois les scores de participation sont ridicules, cela n'empêche pas l'Etat de passer à la caisse pour organiser ces élections et payer la propagande (papier, internet) du dispositif et des syndicats. Les élections de 2012 ont coûté 20 millions d'euros à l'Etat (et donc aux contribuables que nous sommes ...). On comprend alors pourquoi à chaque election – et bien que le taux de participation soit en baisse constante d'une election sur l'autre (10,38% en 2012, 7,3% en 2017, 5,44% en 2021) – il y a de nouveaux syndicats qui apparaissent pour se présenter. C'est que – directement ou indirectement – il y a de l'argent à prendre !

Autour de l'Etat, puissance tutélaire, dans sa blanche robe d'arbitre impartial, s'agitent donc 10 organisations au niveau national (CFE-CGC, CFTC, CNT-SO,FO, SUD SOLIDAIRES, UNSA, CGT, CAT, CFDT, et le petit dernier

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/élections_professionnelles_des_salariés_des_TPE_et_employés_à_domicile

le syndicat soit disant Gilet jaune USGJ) qui, telles les 10 salopards, grincent bien un peu de temps en temps, mais finalement vont gentiment au boulot quand leur demande leur maître. Des nains qui sont là pour servir le maître qui les finance si aimablement. La nouveauté (et toutes les nouveautés ne sont pas des progrès, loin de là !), c'est que, mêlé aux comparses habituels de la farce électorale, on découvre le sigle USGJ, Union Syndicale des Gilets Jaunes. L'esprit des Gilets jaunes était le refus intransigeant de toute représentation, personne ne pouvant parler au nom des Gilets Jaunes. Les GJ c'était la démocratie directe et non la représentativité. On se demande bien ce que ce soit disant « syndicat Gilet Jaune » peut avoir à faire avec l'esprit qui animait les ronds-points au plus fort moment du mouvement ?² L'USGJ affirme ne toucher aucune subvention. Sauf que participer aux élections, avoir sa propagande diffusée par le ministère du Travail (famille, patrie) sous format papier ou sur son site internet, c'est déjà recevoir une subvention de l'Etat ! Dans leur tract, ils affirment « nous contre eux », mais le « nous » c'est celui de celles et ceux qui bouffent au râtelier. D'ailleurs sur leur tract le chat noir se retrouve dans une cage, excellent symbole de ce syndicalisme qui se retrouve emprisonné dans le carcan institutionnel promu par l'Etat.

Comme lors des années précédentes, on retrouve le sigle « CNT », sur fond noir et rouge. Certes, il s'agit du groupe connu sous le nom de CNT-SO, lui-même une scission du groupe CNT-F ou Vignoles, qui, à chaque élection glisse un peu plus du « côté obscur » de l'Etat. Ce qui montre tout simplement que ce groupe n'aspire qu'à une chose : s'intégrer au maximum. Du coup, la CNT-SO se surpasse pour se fondre dans la masse. Certes en toute fin de tract ils se disent « révolutionnaires » mais le mot anarchosyndicalisme n'apparaît pas. Il ne faudrait pas effaroucher l'électeur – qui pas si bête pourrait d'ailleurs se demander depuis quand des anarchistes participent à une élection quelle qu'elle soit ? En fait CNT-SO a abandonné depuis belle lurette toute référence à l'anarchosyndicalisme, ceci explique cela ...

Que des réformistes invétérés se mettent en scène dans ce jeu, rien d'étonnant. Mais, comment des organisations qui se revendiquent révolutionnaires (USGJ, CNT-SO) peuvent-elle accepter non seulement de justifier par leur présence le principe de la représentation institutionnelle des salariés ? Comment peuvent-elles se lancer dans cette course à l'échalote ? Comment peuvent-elles accepter un financement, copieux même s'il est indirect, de ceux qui nous gouvernent, de ceux qui nous imposent des lois injustes, de ceux dont les bras armés sont toujours du côté du patronat ? L'histoire du syndicalisme, de ses origines, ce qui fait son intérêt comme instrument de lutte, tout cela a été mis aux oubliettes.

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES : NOUS NE SOMMES PAS UN RESERVOIR DE VOIX

A chaque élection, qu'elle soit professionnelle ou politique, de notre côté, nous appelons les salariés à prendre leurs affaires en main collectivement et directement (c'est à dire à pratiquer l'action directe) et à poser le préalable nécessaire : le refus de toute institution de représentation. Que l'entreprise soit petite ou grande n'y change rien : la seule réponse à la tentative de mystification du ministère du Travail et des 9 nains et demi, c'est l'appel franc et massif à l'abstention que nous lançons.

Par ailleurs nous rappelons que légalement en France, le droit de grève est encore possible et que dans le privé il suffit d'être deux salariés et d'avoir des revendications en lien avec le salaire ou les conditions de travail (revendications qui ne manquent pas). Nous rappelons également qu'il n'est pas nécessaire de déposer de préavis pour une grève dans le privé et qu'il est même préférable dans les TPE d'informer le patron uniquement au moment du déclenchement de la grève, pour garder l'effet de surprise. (pour en savoir plus cf. notre tract « comme faire grève sans se griller » <https://cnt-ait.info/2022/10/17/comment-faire-grève-2> et notre brochure « techniques de luttes » <https://cnt-ait.info/2020/06/17/techniques-de-luttes>)

Les « syndicats » auront beau être financés directement ou indirectement, ils auront beau battre l'estrade électorale, face à l'austérité, face aux dégradations des conditions de travail, face au mépris et aux agissements des puissants, de leurs amis et partenaires, pour notre part nous continuerons de travailler sans relâche à la résistance populaire autonome aujourd'hui, dans la perspective de la construction demain d'une nouvelle société basée sur des valeurs universelles comme le partage, l'entraide et la solidarité, pour que chaque habitant de cette planète dispose de ce qui est nécessaire pour vivre dignement. Rien de tout cela ne passe par le vote. Rien de tout cela ne passe par la soumission. Dans les petites comme dans les grandes entreprises, la seule solution contre les manipulations électoralistes, c'est l'abstention !

CNT-AIT

contact@cnt-ait.info / <https://cnt-ait.info> / Liste de diffusion par mail : <http://liste.cnt-ait.info>

² [2] Sur notre analyse et notre implication dans le mouvement des Gilets Jaunes cf. notre brochure « Gilets jaunes, un an de mouvement(s) » <https://cnt-ait.info/2023/11/18/gilets-jaunes-bro>

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES UNE SEULE SOLUTION CONTRE LA MANIPULATION ELECTORALE : L'ABSTENTION ET L'AUTO-ORGANISATION !

Salariés des petites entreprises, nous avons été des millions à recevoir un courrier du « Ministère du Travail et de l'Emploi ». En fait, chacun de nous a compris, dès l'ouverture de l'enveloppe, que ce n'était pas pour améliorer nos conditions de travail, ni un chèque pour vivre mieux ou même pour nous proposer une formation, non, rien de tout ça. Le but de ce courrier ? Faire de la publicité à tous les partenaires sociaux de l'Etat (à toutes ces structures que nous connaissons aussi sous le nom de « syndicats ») pour détourner une fois de plus les travailleurs de la lutte ; pour les amener vers ces grands cimetières des espérances que sont les isolements, même si aujourd'hui ils sont virtuels et électroniques.

Cette propagande constitue un de ces financements publics indirects dont bénéficient les dits syndicats et pas au moindre coût, car envoyer un luxueux document de 20 pages, en couleur, à des millions de salariés, cela représente des sommes considérables. Pour la première édition en 2012, le coût était de 20 millions d'euros¹. Pour les autres éditions, l'Etat est d'une pudeur de gazelle, mais il n'a certainement pas diminué. On nous parle pourtant tous les jours d'austérité. Il paraît que les caisses sont vides, et que même des choses indispensables ne peuvent plus être financées... Manifestement, il y a encore de l'argent pour les copains et les coquins ! Gageons que ces « syndicats » qui contribuent ainsi à piller les finances publiques sauront remercier, tôt ou tard, celui qui est, en même temps, leur meilleur agent publicitaire et leur plus généreux sponsor : l'Etat.



L'ETAT ET LES 10 SALOPARDS

C'est la quatrième fois que les travailleuses et travailleurs des Très Petites entreprises et Très Petites Associations sont appelées à voter pour élire leurs « représentants ».

Alors qu'à chaque fois les scores de participation sont ridicules, cela n'empêche pas l'Etat de passer à la caisse pour organiser ces élections et payer la propagande (papier, internet) du dispositif et des syndicats. Les élections de 2012 ont coûté 20 millions d'euros à l'Etat (et donc aux contribuables que nous sommes ...). On comprend alors pourquoi à chaque élection – et bien que le taux de participation soit en baisse constante d'une élection sur l'autre (10,38% en 2012, 7,3% en 2017, 5,44% en 2021) – il y a de nouveaux syndicats qui apparaissent pour se présenter. C'est que – directement ou indirectement – il y a de l'argent à prendre !

Autour de l'Etat, puissance tutélaire, dans sa blanche robe d'arbitre impartial, s'agitent donc 10 organisations au niveau national (CFE-CGC, CFTC, CNT-SO,FO, SUD SOLIDAIRES, UNSA, CGT, CAT, CFDT, et le petit dernier

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/élections_professionnelles_des_salariés_des_TPE_et_employés_à_domicile

le syndicat soit disant Gilet jaune USGJ) qui, telles les 10 salopards, grincent bien un peu de temps en temps, mais finalement vont gentiment au boulot quand leur demande leur maître. Des nains qui sont là pour servir le maître qui les finance si aimablement. La nouveauté (et toutes les nouveautés ne sont pas des progrès, loin de là !), c'est que, mêlé aux comparses habituels de la farce électorale, on découvre le sigle USGJ, Union Syndicale des Gilets Jaunes. L'esprit des Gilets jaunes était le refus intransigeant de toute représentation, personne ne pouvant parler au nom des Gilets Jaunes. Les GJ c'était la démocratie directe et non la représentativité. On se demande bien ce que ce soit disant « syndicat Gilet Jaune » peut avoir à faire avec l'esprit qui animait les ronds-points au plus fort moment du mouvement ?² L'USGJ affirme ne toucher aucune subvention. Sauf que participer aux élections, avoir sa propagande diffusée par le ministère du Travail (famille, patrie) sous format papier ou sur son site internet, c'est déjà recevoir une subvention de l'Etat ! Dans leur tract, ils affirment « nous contre eux », mais le « nous » c'est celui de celles et ceux qui bouffent au râtelier. D'ailleurs sur leur tract le chat noir se retrouve dans une cage, excellent symbole de ce syndicalisme qui se retrouve emprisonné dans le carcan institutionnel promu par l'Etat.

Comme lors des années précédentes, on retrouve le sigle « CNT », sur fond noir et rouge. Certes, il s'agit du groupe connu sous le nom de CNT-SO, lui-même une scission du groupe CNT-F ou Vignoles, qui, à chaque élection glisse un peu plus du « côté obscur » de l'Etat. Ce qui montre tout simplement que ce groupe n'aspire qu'à une chose : s'intégrer au maximum. Du coup, la CNT-SO se surpasse pour se fondre dans la masse. Certes en toute fin de tract ils se disent « révolutionnaires » mais le mot anarchosyndicalisme n'apparaît pas. Il ne faudrait pas effaroucher l'électeur – qui pas si bête pourrait d'ailleurs se demander depuis quand des anarchistes participent à une élection quelle qu'elle soit ? En fait CNT-SO a abandonné depuis belle lurette toute référence à l'anarchosyndicalisme, ceci explique cela ...

Que des réformistes invétérés se mettent en scène dans ce jeu, rien d'étonnant. Mais, comment des organisations qui se revendiquent révolutionnaires (USGJ, CNT-SO) peuvent-elle accepter non seulement de justifier par leur présence le principe de la représentation institutionnelle des salariés ? Comment peuvent-elles se lancer dans cette course à l'échalote ? Comment peuvent-elles accepter un financement, copieux même s'il est indirect, de ceux qui nous gouvernent, de ceux qui nous imposent des lois injustes, de ceux dont les bras armés sont toujours du côté du patronat ? L'histoire du syndicalisme, de ses origines, ce qui fait son intérêt comme instrument de lutte, tout cela a été mis aux oubliettes.

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES : NOUS NE SOMMES PAS UN RESERVOIR DE VOIX

A chaque élection, qu'elle soit professionnelle ou politique, de notre côté, nous appelons les salariés à prendre leurs affaires en main collectivement et directement (c'est à dire à pratiquer l'action directe) et à poser le préalable nécessaire : le refus de toute institution de représentation. Que l'entreprise soit petite ou grande n'y change rien : la seule réponse à la tentative de mystification du ministère du Travail et des 9 nains et demi, c'est l'appel franc et massif à l'abstention que nous lançons.

Par ailleurs nous rappelons que légalement en France, le droit de grève est encore possible et que dans le privé il suffit d'être deux salariés et d'avoir des revendications en lien avec le salaire ou les conditions de travail (revendications qui ne manquent pas). Nous rappelons également qu'il n'est pas nécessaire de déposer de préavis pour une grève dans le privé et qu'il est même préférable dans les TPE d'informer le patron uniquement au moment du déclenchement de la grève, pour garder l'effet de surprise. (pour en savoir plus cf. notre tract « comme faire grève sans se griller » <https://cnt-ait.info/2022/10/17/comment-faire-grève-2> et notre brochure « techniques de luttes » <https://cnt-ait.info/2020/06/17/techniques-de-luttes>)

Les « syndicats » auront beau être financés directement ou indirectement, ils auront beau battre l'estrade électorale, face à l'austérité, face aux dégradations des conditions de travail, face au mépris et aux agissements des puissants, de leurs amis et partenaires, pour notre part nous continuerons de travailler sans relâche à la résistance populaire autonome aujourd'hui, dans la perspective de la construction demain d'une nouvelle société basée sur des valeurs universelles comme le partage, l'entraide et la solidarité, pour que chaque habitant de cette planète dispose de ce qui est nécessaire pour vivre dignement. Rien de tout cela ne passe par le vote. Rien de tout cela ne passe par la soumission. Dans les petites comme dans les grandes entreprises, la seule solution contre les manipulations électoralistes, c'est l'abstention !

CNT-AIT

contact@cnt-ait.info / <https://cnt-ait.info> / Liste de diffusion par mail : <http://liste.cnt-ait.info>

² [2] Sur notre analyse et notre implication dans le mouvement des Gilets Jaunes cf. notre brochure « Gilets jaunes, un an de mouvement(s) » <https://cnt-ait.info/2023/11/18/gilets-jaunes-bro>

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES UNE SEULE SOLUTION CONTRE LA MANIPULATION ELECTORALE : L'ABSTENTION ET L'AUTO-ORGANISATION !

Salariés des petites entreprises, nous avons été des millions à recevoir un courrier du « Ministère du Travail et de l'Emploi ». En fait, chacun de nous a compris, dès l'ouverture de l'enveloppe, que ce n'était pas pour améliorer nos conditions de travail, ni un chèque pour vivre mieux ou même pour nous proposer une formation, non, rien de tout ça. Le but de ce courrier ? Faire de la publicité à tous les partenaires sociaux de l'Etat (à toutes ces structures que nous connaissons aussi sous le nom de « syndicats ») pour détourner une fois de plus les travailleurs de la lutte ; pour les amener vers ces grands cimetières des espérances que sont les isolements, même si aujourd'hui ils sont virtuels et électroniques.

Cette propagande constitue un de ces financements publics indirects dont bénéficient les dits syndicats et pas au moindre coût, car envoyer un luxueux document de 20 pages, en couleur, à des millions de salariés, cela représente des sommes considérables. Pour la première édition en 2012, le coût était de 20 millions d'euros¹. Pour les autres éditions, l'Etat est d'une pudeur de gazelle, mais il n'a certainement pas diminué. On nous parle pourtant tous les jours d'austérité. Il paraît que les caisses sont vides, et que même des choses indispensables ne peuvent plus être financées... Manifestement, il y a encore de l'argent pour les copains et les coquins ! Gageons que ces « syndicats » qui contribuent ainsi à piller les finances publiques sauront remercier, tôt ou tard, celui qui est, en même temps, leur meilleur agent publicitaire et leur plus généreux sponsor : l'Etat.



L'ETAT ET LES 10 SALOPARDS

C'est la quatrième fois que les travailleuses et travailleurs des Très Petites entreprises et Très Petites Associations sont appelées à voter pour élire leurs « représentants ».

Alors qu'à chaque fois les scores de participation sont ridicules, cela n'empêche pas l'Etat de passer à la caisse pour organiser ces élections et payer la propagande (papier, internet) du dispositif et des syndicats. Les élections de 2012 ont coûté 20 millions d'euros à l'Etat (et donc aux contribuables que nous sommes ...). On comprend alors pourquoi à chaque election – et bien que le taux de participation soit en baisse constante d'une election sur l'autre (10,38% en 2012, 7,3% en 2017, 5,44% en 2021) – il y a de nouveaux syndicats qui apparaissent pour se présenter. C'est que – directement ou indirectement – il y a de l'argent à prendre !

Autour de l'Etat, puissance tutélaire, dans sa blanche robe d'arbitre impartial, s'agitent donc 10 organisations au niveau national (CFE-CGC, CFTC, CNT-SO,FO, SUD SOLIDAIRES, UNSA, CGT, CAT, CFDT, et le petit dernier

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/élections_professionnelles_des_salariés_des_TPE_et_employés_à_domicile

le syndicat soit disant Gilet jaune USGJ) qui, telles les 10 salopards, grincent bien un peu de temps en temps, mais finalement vont gentiment au boulot quand leur demande leur maître. Des nains qui sont là pour servir le maître qui les finance si aimablement. La nouveauté (et toutes les nouveautés ne sont pas des progrès, loin de là !), c'est que, mêlé aux comparses habituels de la farce électorale, on découvre le sigle USGJ, Union Syndicale des Gilets Jaunes. L'esprit des Gilets jaunes était le refus intransigeant de toute représentation, personne ne pouvant parler au nom des Gilets Jaunes. Les GJ c'était la démocratie directe et non la représentativité. On se demande bien ce que ce soit disant « syndicat Gilet Jaune » peut avoir à faire avec l'esprit qui animait les ronds-points au plus fort moment du mouvement ?² L'USGJ affirme ne toucher aucune subvention. Sauf que participer aux élections, avoir sa propagande diffusée par le ministère du Travail (famille, patrie) sous format papier ou sur son site internet, c'est déjà recevoir une subvention de l'Etat ! Dans leur tract, ils affirment « nous contre eux », mais le « nous » c'est celui de celles et ceux qui bouffent au râtelier. D'ailleurs sur leur tract le chat noir se retrouve dans une cage, excellent symbole de ce syndicalisme qui se retrouve emprisonné dans le carcan institutionnel promu par l'Etat.

Comme lors des années précédentes, on retrouve le sigle « CNT », sur fond noir et rouge. Certes, il s'agit du groupe connu sous le nom de CNT-SO, lui-même une scission du groupe CNT-F ou Vignoles, qui, à chaque élection glisse un peu plus du « côté obscur » de l'Etat. Ce qui montre tout simplement que ce groupe n'aspire qu'à une chose : s'intégrer au maximum. Du coup, la CNT-SO se surpasse pour se fondre dans la masse. Certes en toute fin de tract ils se disent « révolutionnaires » mais le mot anarchosyndicalisme n'apparaît pas. Il ne faudrait pas effaroucher l'électeur – qui pas si bête pourrait d'ailleurs se demander depuis quand des anarchistes participent à une élection quelle qu'elle soit ? En fait CNT-SO a abandonné depuis belle lurette toute référence à l'anarchosyndicalisme, ceci explique cela ...

Que des réformistes invétérés se mettent en scène dans ce jeu, rien d'étonnant. Mais, comment des organisations qui se revendiquent révolutionnaires (USGJ, CNT-SO) peuvent-elle accepter non seulement de justifier par leur présence le principe de la représentation institutionnelle des salariés ? Comment peuvent-elles se lancer dans cette course à l'échalote ? Comment peuvent-elles accepter un financement, copieux même s'il est indirect, de ceux qui nous gouvernent, de ceux qui nous imposent des lois injustes, de ceux dont les bras armés sont toujours du côté du patronat ? L'histoire du syndicalisme, de ses origines, ce qui fait son intérêt comme instrument de lutte, tout cela a été mis aux oubliettes.

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES : NOUS NE SOMMES PAS UN RESERVOIR DE VOIX

A chaque élection, qu'elle soit professionnelle ou politique, de notre côté, nous appelons les salariés à prendre leurs affaires en main collectivement et directement (c'est à dire à pratiquer l'action directe) et à poser le préalable nécessaire : le refus de toute institution de représentation. Que l'entreprise soit petite ou grande n'y change rien : la seule réponse à la tentative de mystification du ministère du Travail et des 9 nains et demi, c'est l'appel franc et massif à l'abstention que nous lançons.

Par ailleurs nous rappelons que légalement en France, le droit de grève est encore possible et que dans le privé il suffit d'être deux salariés et d'avoir des revendications en lien avec le salaire ou les conditions de travail (revendications qui ne manquent pas). Nous rappelons également qu'il n'est pas nécessaire de déposer de préavis pour une grève dans le privé et qu'il est même préférable dans les TPE d'informer le patron uniquement au moment du déclenchement de la grève, pour garder l'effet de surprise. (pour en savoir plus cf. notre tract « comme faire grève sans se griller » <https://cnt-ait.info/2022/10/17/comment-faire-grève-2> et notre brochure « techniques de luttes » <https://cnt-ait.info/2020/06/17/techniques-de-luttes>)

Les « syndicats » auront beau être financés directement ou indirectement, ils auront beau battre l'estrade électorale, face à l'austérité, face aux dégradations des conditions de travail, face au mépris et aux agissements des puissants, de leurs amis et partenaires, pour notre part nous continuerons de travailler sans relâche à la résistance populaire autonome aujourd'hui, dans la perspective de la construction demain d'une nouvelle société basée sur des valeurs universelles comme le partage, l'entraide et la solidarité, pour que chaque habitant de cette planète dispose de ce qui est nécessaire pour vivre dignement. Rien de tout cela ne passe par le vote. Rien de tout cela ne passe par la soumission. Dans les petites comme dans les grandes entreprises, la seule solution contre les manipulations électoralistes, c'est l'abstention !

CNT-AIT

contact@cnt-ait.info / <https://cnt-ait.info> / Liste de diffusion par mail : <http://liste.cnt-ait.info>

² [2] Sur notre analyse et notre implication dans le mouvement des Gilets Jaunes cf. notre brochure « Gilets jaunes, un an de mouvement(s) » <https://cnt-ait.info/2023/11/18/gilets-jaunes-bro>

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES UNE SEULE SOLUTION CONTRE LA MANIPULATION ELECTORALE : L'ABSTENTION ET L'AUTO-ORGANISATION !

Salariés des petites entreprises, nous avons été des millions à recevoir un courrier du « Ministère du Travail et de l'Emploi ». En fait, chacun de nous a compris, dès l'ouverture de l'enveloppe, que ce n'était pas pour améliorer nos conditions de travail, ni un chèque pour vivre mieux ou même pour nous proposer une formation, non, rien de tout ça. Le but de ce courrier ? Faire de la publicité à tous les partenaires sociaux de l'Etat (à toutes ces structures que nous connaissons aussi sous le nom de « syndicats ») pour détourner une fois de plus les travailleurs de la lutte ; pour les amener vers ces grands cimetières des espérances que sont les isolements, même si aujourd'hui ils sont virtuels et électroniques.

Cette propagande constitue un de ces financements publics indirects dont bénéficient les dits syndicats et pas au moindre coût, car envoyer un luxueux document de 20 pages, en couleur, à des millions de salariés, cela représente des sommes considérables. Pour la première édition en 2012, le coût était de 20 millions d'euros¹. Pour les autres éditions, l'Etat est d'une pudeur de gazelle, mais il n'a certainement pas diminué. On nous parle pourtant tous les jours d'austérité. Il paraît que les caisses sont vides, et que même des choses indispensables ne peuvent plus être financées... Manifestement, il y a encore de l'argent pour les copains et les coquins ! Gageons que ces « syndicats » qui contribuent ainsi à piller les finances publiques sauront remercier, tôt ou tard, celui qui est, en même temps, leur meilleur agent publicitaire et leur plus généreux sponsor : l'Etat.



L'ETAT ET LES 10 SALOPARDS

C'est la quatrième fois que les travailleuses et travailleurs des Très Petites entreprises et Très Petites Associations sont appelées à voter pour élire leurs « représentants ».

Alors qu'à chaque fois les scores de participation sont ridicules, cela n'empêche pas l'Etat de passer à la caisse pour organiser ces élections et payer la propagande (papier, internet) du dispositif et des syndicats. Les élections de 2012 ont coûté 20 millions d'euros à l'Etat (et donc aux contribuables que nous sommes ...). On comprend alors pourquoi à chaque élection – et bien que le taux de participation soit en baisse constante d'une élection sur l'autre (10,38% en 2012, 7,3% en 2017, 5,44% en 2021) – il y a de nouveaux syndicats qui apparaissent pour se présenter. C'est que – directement ou indirectement – il y a de l'argent à prendre !

Autour de l'Etat, puissance tutélaire, dans sa blanche robe d'arbitre impartial, s'agitent donc 10 organisations au niveau national (CFE-CGC, CFTC, CNT-SO,FO, SUD SOLIDAIRES, UNSA, CGT, CAT, CFDT, et le petit dernier

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/élections_professionnelles_des_salariés_des_TPE_et_employés_à_domicile

le syndicat soit disant Gilet jaune USGJ) qui, telles les 10 salopards, grincent bien un peu de temps en temps, mais finalement vont gentiment au boulot quand leur demande leur maître. Des nains qui sont là pour servir le maître qui les finance si aimablement. La nouveauté (et toutes les nouveautés ne sont pas des progrès, loin de là !), c'est que, mêlé aux comparses habituels de la farce électorale, on découvre le sigle USGJ, Union Syndicale des Gilets Jaunes. L'esprit des Gilets jaunes était le refus intransigeant de toute représentation, personne ne pouvant parler au nom des Gilets Jaunes. Les GJ c'était la démocratie directe et non la représentativité. On se demande bien ce que ce soit disant « syndicat Gilet Jaune » peut avoir à faire avec l'esprit qui animait les ronds-points au plus fort moment du mouvement ?² L'USGJ affirme ne toucher aucune subvention. Sauf que participer aux élections, avoir sa propagande diffusée par le ministère du Travail (famille, patrie) sous format papier ou sur son site internet, c'est déjà recevoir une subvention de l'Etat ! Dans leur tract, ils affirment « nous contre eux », mais le « nous » c'est celui de celles et ceux qui bouffent au râtelier. D'ailleurs sur leur tract le chat noir se retrouve dans une cage, excellent symbole de ce syndicalisme qui se retrouve emprisonné dans le carcan institutionnel promu par l'Etat.

Comme lors des années précédentes, on retrouve le sigle « CNT », sur fond noir et rouge. Certes, il s'agit du groupe connu sous le nom de CNT-SO, lui-même une scission du groupe CNT-F ou Vignoles, qui, à chaque élection glisse un peu plus du « côté obscur » de l'Etat. Ce qui montre tout simplement que ce groupe n'aspire qu'à une chose : s'intégrer au maximum. Du coup, la CNT-SO se surpasse pour se fondre dans la masse. Certes en toute fin de tract ils se disent « révolutionnaires » mais le mot anarchosyndicalisme n'apparaît pas. Il ne faudrait pas effaroucher l'électeur – qui pas si bête pourrait d'ailleurs se demander depuis quand des anarchistes participent à une élection quelle qu'elle soit ? En fait CNT-SO a abandonné depuis belle lurette toute référence à l'anarchosyndicalisme, ceci explique cela ...

Que des réformistes invétérés se mettent en scène dans ce jeu, rien d'étonnant. Mais, comment des organisations qui se revendiquent révolutionnaires (USGJ, CNT-SO) peuvent-elle accepter non seulement de justifier par leur présence le principe de la représentation institutionnelle des salariés ? Comment peuvent-elles se lancer dans cette course à l'échalote ? Comment peuvent-elles accepter un financement, copieux même s'il est indirect, de ceux qui nous gouvernent, de ceux qui nous imposent des lois injustes, de ceux dont les bras armés sont toujours du côté du patronat ? L'histoire du syndicalisme, de ses origines, ce qui fait son intérêt comme instrument de lutte, tout cela a été mis aux oubliettes.

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES : NOUS NE SOMMES PAS UN RESERVOIR DE VOIX

A chaque élection, qu'elle soit professionnelle ou politique, de notre côté, nous appelons les salariés à prendre leurs affaires en main collectivement et directement (c'est à dire à pratiquer l'action directe) et à poser le préalable nécessaire : le refus de toute institution de représentation. Que l'entreprise soit petite ou grande n'y change rien : la seule réponse à la tentative de mystification du ministère du Travail et des 9 nains et demi, c'est l'appel franc et massif à l'abstention que nous lançons.

Par ailleurs nous rappelons que légalement en France, le droit de grève est encore possible et que dans le privé il suffit d'être deux salariés et d'avoir des revendications en lien avec le salaire ou les conditions de travail (revendications qui ne manquent pas). Nous rappelons également qu'il n'est pas nécessaire de déposer de préavis pour une grève dans le privé et qu'il est même préférable dans les TPE d'informer le patron uniquement au moment du déclenchement de la grève, pour garder l'effet de surprise. (pour en savoir plus cf. notre tract « comme faire grève sans se griller » <https://cnt-ait.info/2022/10/17/comment-faire-grève-2> et notre brochure « techniques de luttes » <https://cnt-ait.info/2020/06/17/techniques-de-luttes>)

Les « syndicats » auront beau être financés directement ou indirectement, ils auront beau battre l'estrade électorale, face à l'austérité, face aux dégradations des conditions de travail, face au mépris et aux agissements des puissants, de leurs amis et partenaires, pour notre part nous continuerons de travailler sans relâche à la résistance populaire autonome aujourd'hui, dans la perspective de la construction demain d'une nouvelle société basée sur des valeurs universelles comme le partage, l'entraide et la solidarité, pour que chaque habitant de cette planète dispose de ce qui est nécessaire pour vivre dignement. Rien de tout cela ne passe par le vote. Rien de tout cela ne passe par la soumission. Dans les petites comme dans les grandes entreprises, la seule solution contre les manipulations électoralistes, c'est l'abstention !

CNT-AIT

contact@cnt-ait.info / <https://cnt-ait.info> / Liste de diffusion par mail : <http://liste.cnt-ait.info>

² [2] Sur notre analyse et notre implication dans le mouvement des Gilets Jaunes cf. notre brochure « Gilets jaunes, un an de mouvement(s) » <https://cnt-ait.info/2023/11/18/gilets-jaunes-bro>

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES UNE SEULE SOLUTION CONTRE LA MANIPULATION ELECTORALE : L'ABSTENTION ET L'AUTO-ORGANISATION !

Salariés des petites entreprises, nous avons été des millions à recevoir un courrier du « Ministère du Travail et de l'Emploi ». En fait, chacun de nous a compris, dès l'ouverture de l'enveloppe, que ce n'était pas pour améliorer nos conditions de travail, ni un chèque pour vivre mieux ou même pour nous proposer une formation, non, rien de tout ça. Le but de ce courrier ? Faire de la publicité à tous les partenaires sociaux de l'Etat (à toutes ces structures que nous connaissons aussi sous le nom de « syndicats ») pour détourner une fois de plus les travailleurs de la lutte ; pour les amener vers ces grands cimetières des espérances que sont les isolements, même si aujourd'hui ils sont virtuels et électroniques.

Cette propagande constitue un de ces financements publics indirects dont bénéficient les dits syndicats et pas au moindre coût, car envoyer un luxueux document de 20 pages, en couleur, à des millions de salariés, cela représente des sommes considérables. Pour la première édition en 2012, le coût était de 20 millions d'euros¹. Pour les autres éditions, l'Etat est d'une pudeur de gazelle, mais il n'a certainement pas diminué. On nous parle pourtant tous les jours d'austérité. Il paraît que les caisses sont vides, et que même des choses indispensables ne peuvent plus être financées... Manifestement, il y a encore de l'argent pour les copains et les coquins ! Gageons que ces « syndicats » qui contribuent ainsi à piller les finances publiques sauront remercier, tôt ou tard, celui qui est, en même temps, leur meilleur agent publicitaire et leur plus généreux sponsor : l'Etat.



L'ETAT ET LES 10 SALOPARDS

C'est la quatrième fois que les travailleuses et travailleurs des Très Petites entreprises et Très Petites Associations sont appelées à voter pour élire leurs « représentants ».

Alors qu'à chaque fois les scores de participation sont ridicules, cela n'empêche pas l'Etat de passer à la caisse pour organiser ces élections et payer la propagande (papier, internet) du dispositif et des syndicats. Les élections de 2012 ont coûté 20 millions d'euros à l'Etat (et donc aux contribuables que nous sommes ...). On comprend alors pourquoi à chaque élection – et bien que le taux de participation soit en baisse constante d'une élection sur l'autre (10,38% en 2012, 7,3% en 2017, 5,44% en 2021) – il y a de nouveaux syndicats qui apparaissent pour se présenter. C'est que – directement ou indirectement – il y a de l'argent à prendre !

Autour de l'Etat, puissance tutélaire, dans sa blanche robe d'arbitre impartial, s'agitent donc 10 organisations au niveau national (CFE-CGC, CFTC, CNT-SO,FO, SUD SOLIDAIRES, UNSA, CGT, CAT, CFDT, et le petit dernier

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/élections_professionnelles_des_salariés_des_TPE_et_employés_à_domicile

le syndicat soit disant Gilet jaune USGJ) qui, telles les 10 salopards, grincent bien un peu de temps en temps, mais finalement vont gentiment au boulot quand leur demande leur maître. Des nains qui sont là pour servir le maître qui les finance si aimablement. La nouveauté (et toutes les nouveautés ne sont pas des progrès, loin de là !), c'est que, mêlé aux comparses habituels de la farce électorale, on découvre le sigle USGJ, Union Syndicale des Gilets Jaunes. L'esprit des Gilets jaunes était le refus intransigeant de toute représentation, personne ne pouvant parler au nom des Gilets Jaunes. Les GJ c'était la démocratie directe et non la représentativité. On se demande bien ce que ce soit disant « syndicat Gilet Jaune » peut avoir à faire avec l'esprit qui animait les ronds-points au plus fort moment du mouvement ?² L'USGJ affirme ne toucher aucune subvention. Sauf que participer aux élections, avoir sa propagande diffusée par le ministère du Travail (famille, patrie) sous format papier ou sur son site internet, c'est déjà recevoir une subvention de l'Etat ! Dans leur tract, ils affirment « nous contre eux », mais le « nous » c'est celui de celles et ceux qui bouffent au râtelier. D'ailleurs sur leur tract le chat noir se retrouve dans une cage, excellent symbole de ce syndicalisme qui se retrouve emprisonné dans le carcan institutionnel promu par l'Etat.

Comme lors des années précédentes, on retrouve le sigle « CNT », sur fond noir et rouge. Certes, il s'agit du groupe connu sous le nom de CNT-SO, lui-même une scission du groupe CNT-F ou Vignoles, qui, à chaque élection glisse un peu plus du « côté obscur » de l'Etat. Ce qui montre tout simplement que ce groupe n'aspire qu'à une chose : s'intégrer au maximum. Du coup, la CNT-SO se surpasse pour se fondre dans la masse. Certes en toute fin de tract ils se disent « révolutionnaires » mais le mot anarchosyndicalisme n'apparaît pas. Il ne faudrait pas effaroucher l'électeur – qui pas si bête pourrait d'ailleurs se demander depuis quand des anarchistes participent à une élection quelle qu'elle soit ? En fait CNT-SO a abandonné depuis belle lurette toute référence à l'anarchosyndicalisme, ceci explique cela ...

Que des réformistes invétérés se mettent en scène dans ce jeu, rien d'étonnant. Mais, comment des organisations qui se revendiquent révolutionnaires (USGJ, CNT-SO) peuvent-elle accepter non seulement de justifier par leur présence le principe de la représentation institutionnelle des salariés ? Comment peuvent-elles se lancer dans cette course à l'échalote ? Comment peuvent-elles accepter un financement, copieux même s'il est indirect, de ceux qui nous gouvernent, de ceux qui nous imposent des lois injustes, de ceux dont les bras armés sont toujours du côté du patronat ? L'histoire du syndicalisme, de ses origines, ce qui fait son intérêt comme instrument de lutte, tout cela a été mis aux oubliettes.

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES : NOUS NE SOMMES PAS UN RESERVOIR DE VOIX

A chaque élection, qu'elle soit professionnelle ou politique, de notre côté, nous appelons les salariés à prendre leurs affaires en main collectivement et directement (c'est à dire à pratiquer l'action directe) et à poser le préalable nécessaire : le refus de toute institution de représentation. Que l'entreprise soit petite ou grande n'y change rien : la seule réponse à la tentative de mystification du ministère du Travail et des 9 nains et demi, c'est l'appel franc et massif à l'abstention que nous lançons.

Par ailleurs nous rappelons que légalement en France, le droit de grève est encore possible et que dans le privé il suffit d'être deux salariés et d'avoir des revendications en lien avec le salaire ou les conditions de travail (revendications qui ne manquent pas). Nous rappelons également qu'il n'est pas nécessaire de déposer de préavis pour une grève dans le privé et qu'il est même préférable dans les TPE d'informer le patron uniquement au moment du déclenchement de la grève, pour garder l'effet de surprise. (pour en savoir plus cf. notre tract « comme faire grève sans se griller » <https://cnt-ait.info/2022/10/17/comment-faire-grève-2> et notre brochure « techniques de luttes » <https://cnt-ait.info/2020/06/17/techniques-de-luttes>)

Les « syndicats » auront beau être financés directement ou indirectement, ils auront beau battre l'estrade électorale, face à l'austérité, face aux dégradations des conditions de travail, face au mépris et aux agissements des puissants, de leurs amis et partenaires, pour notre part nous continuerons de travailler sans relâche à la résistance populaire autonome aujourd'hui, dans la perspective de la construction demain d'une nouvelle société basée sur des valeurs universelles comme le partage, l'entraide et la solidarité, pour que chaque habitant de cette planète dispose de ce qui est nécessaire pour vivre dignement. Rien de tout cela ne passe par le vote. Rien de tout cela ne passe par la soumission. Dans les petites comme dans les grandes entreprises, la seule solution contre les manipulations électoralistes, c'est l'abstention !

CNT-AIT

contact@cnt-ait.info / <https://cnt-ait.info> / Liste de diffusion par mail : <http://liste.cnt-ait.info>

² [2] Sur notre analyse et notre implication dans le mouvement des Gilets Jaunes cf. notre brochure « Gilets jaunes, un an de mouvement(s) » <https://cnt-ait.info/2023/11/18/gilets-jaunes-bro>

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES UNE SEULE SOLUTION CONTRE LA MANIPULATION ELECTORALE : L'ABSTENTION ET L'AUTO-ORGANISATION !

Salariés des petites entreprises, nous avons été des millions à recevoir un courrier du « Ministère du Travail et de l'Emploi ». En fait, chacun de nous a compris, dès l'ouverture de l'enveloppe, que ce n'était pas pour améliorer nos conditions de travail, ni un chèque pour vivre mieux ou même pour nous proposer une formation, non, rien de tout ça. Le but de ce courrier ? Faire de la publicité à tous les partenaires sociaux de l'Etat (à toutes ces structures que nous connaissons aussi sous le nom de « syndicats ») pour détourner une fois de plus les travailleurs de la lutte ; pour les amener vers ces grands cimetières des espérances que sont les isolements, même si aujourd'hui ils sont virtuels et électroniques.

Cette propagande constitue un de ces financements publics indirects dont bénéficient les dits syndicats et pas au moindre coût, car envoyer un luxueux document de 20 pages, en couleur, à des millions de salariés, cela représente des sommes considérables. Pour la première édition en 2012, le coût était de 20 millions d'euros¹. Pour les autres éditions, l'Etat est d'une pudeur de gazelle, mais il n'a certainement pas diminué. On nous parle pourtant tous les jours d'austérité. Il paraît que les caisses sont vides, et que même des choses indispensables ne peuvent plus être financées... Manifestement, il y a encore de l'argent pour les copains et les coquins ! Gageons que ces « syndicats » qui contribuent ainsi à piller les finances publiques sauront remercier, tôt ou tard, celui qui est, en même temps, leur meilleur agent publicitaire et leur plus généreux sponsor : l'Etat.



L'ETAT ET LES 10 SALOPARDS

C'est la quatrième fois que les travailleuses et travailleurs des Très Petites entreprises et Très Petites Associations sont appelées à voter pour élire leurs « représentants ».

Alors qu'à chaque fois les scores de participation sont ridicules, cela n'empêche pas l'Etat de passer à la caisse pour organiser ces élections et payer la propagande (papier, internet) du dispositif et des syndicats. Les élections de 2012 ont coûté 20 millions d'euros à l'Etat (et donc aux contribuables que nous sommes ...). On comprend alors pourquoi à chaque élection – et bien que le taux de participation soit en baisse constante d'une élection sur l'autre (10,38% en 2012, 7,3% en 2017, 5,44% en 2021) – il y a de nouveaux syndicats qui apparaissent pour se présenter. C'est que – directement ou indirectement – il y a de l'argent à prendre !

Autour de l'Etat, puissance tutélaire, dans sa blanche robe d'arbitre impartial, s'agitent donc 10 organisations au niveau national (CFE-CGC, CFTC, CNT-SO,FO, SUD SOLIDAIRES, UNSA, CGT, CAT, CFDT, et le petit dernier

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/élections_professionnelles_des_salariés_des_TPE_et_employés_à_domicile

le syndicat soit disant Gilet jaune USGJ) qui, telles les 10 salopards, grincent bien un peu de temps en temps, mais finalement vont gentiment au boulot quand leur demande leur maître. Des nains qui sont là pour servir le maître qui les finance si aimablement. La nouveauté (et toutes les nouveautés ne sont pas des progrès, loin de là !), c'est que, mêlé aux comparses habituels de la farce électorale, on découvre le sigle USGJ, Union Syndicale des Gilets Jaunes. L'esprit des Gilets jaunes était le refus intransigeant de toute représentation, personne ne pouvant parler au nom des Gilets Jaunes. Les GJ c'était la démocratie directe et non la représentativité. On se demande bien ce que ce soit disant « syndicat Gilet Jaune » peut avoir à faire avec l'esprit qui animait les ronds-points au plus fort moment du mouvement ?² L'USGJ affirme ne toucher aucune subvention. Sauf que participer aux élections, avoir sa propagande diffusée par le ministère du Travail (famille, patrie) sous format papier ou sur son site internet, c'est déjà recevoir une subvention de l'Etat ! Dans leur tract, ils affirment « nous contre eux », mais le « nous » c'est celui de celles et ceux qui bouffent au râtelier. D'ailleurs sur leur tract le chat noir se retrouve dans une cage, excellent symbole de ce syndicalisme qui se retrouve emprisonné dans le carcan institutionnel promu par l'Etat.

Comme lors des années précédentes, on retrouve le sigle « CNT », sur fond noir et rouge. Certes, il s'agit du groupe connu sous le nom de CNT-SO, lui-même une scission du groupe CNT-F ou Vignoles, qui, à chaque élection glisse un peu plus du « côté obscur » de l'Etat. Ce qui montre tout simplement que ce groupe n'aspire qu'à une chose : s'intégrer au maximum. Du coup, la CNT-SO se surpasse pour se fondre dans la masse. Certes en toute fin de tract ils se disent « révolutionnaires » mais le mot anarchosyndicalisme n'apparaît pas. Il ne faudrait pas effaroucher l'électeur – qui pas si bête pourrait d'ailleurs se demander depuis quand des anarchistes participent à une élection quelle qu'elle soit ? En fait CNT-SO a abandonné depuis belle lurette toute référence à l'anarchosyndicalisme, ceci explique cela ...

Que des réformistes invétérés se mettent en scène dans ce jeu, rien d'étonnant. Mais, comment des organisations qui se revendiquent révolutionnaires (USGJ, CNT-SO) peuvent-elle accepter non seulement de justifier par leur présence le principe de la représentation institutionnelle des salariés ? Comment peuvent-elles se lancer dans cette course à l'échalote ? Comment peuvent-elles accepter un financement, copieux même s'il est indirect, de ceux qui nous gouvernent, de ceux qui nous imposent des lois injustes, de ceux dont les bras armés sont toujours du côté du patronat ? L'histoire du syndicalisme, de ses origines, ce qui fait son intérêt comme instrument de lutte, tout cela a été mis aux oubliettes.

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES : NOUS NE SOMMES PAS UN RESERVOIR DE VOIX

A chaque élection, qu'elle soit professionnelle ou politique, de notre côté, nous appelons les salariés à prendre leurs affaires en main collectivement et directement (c'est à dire à pratiquer l'action directe) et à poser le préalable nécessaire : le refus de toute institution de représentation. Que l'entreprise soit petite ou grande n'y change rien : la seule réponse à la tentative de mystification du ministère du Travail et des 9 nains et demi, c'est l'appel franc et massif à l'abstention que nous lançons.

Par ailleurs nous rappelons que légalement en France, le droit de grève est encore possible et que dans le privé il suffit d'être deux salariés et d'avoir des revendications en lien avec le salaire ou les conditions de travail (revendications qui ne manquent pas). Nous rappelons également qu'il n'est pas nécessaire de déposer de préavis pour une grève dans le privé et qu'il est même préférable dans les TPE d'informer le patron uniquement au moment du déclenchement de la grève, pour garder l'effet de surprise. (pour en savoir plus cf. notre tract « comme faire grève sans se griller » <https://cnt-ait.info/2022/10/17/comment-faire-grève-2> et notre brochure « techniques de luttes » <https://cnt-ait.info/2020/06/17/techniques-de-luttes>)

Les « syndicats » auront beau être financés directement ou indirectement, ils auront beau battre l'estrade électorale, face à l'austérité, face aux dégradations des conditions de travail, face au mépris et aux agissements des puissants, de leurs amis et partenaires, pour notre part nous continuerons de travailler sans relâche à la résistance populaire autonome aujourd'hui, dans la perspective de la construction demain d'une nouvelle société basée sur des valeurs universelles comme le partage, l'entraide et la solidarité, pour que chaque habitant de cette planète dispose de ce qui est nécessaire pour vivre dignement. Rien de tout cela ne passe par le vote. Rien de tout cela ne passe par la soumission. Dans les petites comme dans les grandes entreprises, la seule solution contre les manipulations électoralistes, c'est l'abstention !

CNT-AIT

contact@cnt-ait.info / <https://cnt-ait.info> / Liste de diffusion par mail : <http://liste.cnt-ait.info>

² [2] Sur notre analyse et notre implication dans le mouvement des Gilets Jaunes cf. notre brochure « Gilets jaunes, un an de mouvement(s) » <https://cnt-ait.info/2023/11/18/gilets-jaunes-bro>

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES UNE SEULE SOLUTION CONTRE LA MANIPULATION ELECTORALE : L'ABSTENTION ET L'AUTO-ORGANISATION !

Salariés des petites entreprises, nous avons été des millions à recevoir un courrier du « Ministère du Travail et de l'Emploi ». En fait, chacun de nous a compris, dès l'ouverture de l'enveloppe, que ce n'était pas pour améliorer nos conditions de travail, ni un chèque pour vivre mieux ou même pour nous proposer une formation, non, rien de tout ça. Le but de ce courrier ? Faire de la publicité à tous les partenaires sociaux de l'Etat (à toutes ces structures que nous connaissons aussi sous le nom de « syndicats ») pour détourner une fois de plus les travailleurs de la lutte ; pour les amener vers ces grands cimetières des espérances que sont les isolements, même si aujourd'hui ils sont virtuels et électroniques.

Cette propagande constitue un de ces financements publics indirects dont bénéficient les dits syndicats et pas au moindre coût, car envoyer un luxueux document de 20 pages, en couleur, à des millions de salariés, cela représente des sommes considérables. Pour la première édition en 2012, le coût était de 20 millions d'euros¹. Pour les autres éditions, l'Etat est d'une pudeur de gazelle, mais il n'a certainement pas diminué. On nous parle pourtant tous les jours d'austérité. Il paraît que les caisses sont vides, et que même des choses indispensables ne peuvent plus être financées... Manifestement, il y a encore de l'argent pour les copains et les coquins ! Gageons que ces « syndicats » qui contribuent ainsi à piller les finances publiques sauront remercier, tôt ou tard, celui qui est, en même temps, leur meilleur agent publicitaire et leur plus généreux sponsor : l'Etat.



L'ETAT ET LES 10 SALOPARDS

C'est la quatrième fois que les travailleuses et travailleurs des Très Petites entreprises et Très Petites Associations sont appelées à voter pour élire leurs « représentants ».

Alors qu'à chaque fois les scores de participation sont ridicules, cela n'empêche pas l'Etat de passer à la caisse pour organiser ces élections et payer la propagande (papier, internet) du dispositif et des syndicats. Les élections de 2012 ont coûté 20 millions d'euros à l'Etat (et donc aux contribuables que nous sommes ...). On comprend alors pourquoi à chaque élection – et bien que le taux de participation soit en baisse constante d'une élection sur l'autre (10,38% en 2012, 7,3% en 2017, 5,44% en 2021) – il y a de nouveaux syndicats qui apparaissent pour se présenter. C'est que – directement ou indirectement – il y a de l'argent à prendre !

Autour de l'Etat, puissance tutélaire, dans sa blanche robe d'arbitre impartial, s'agitent donc 10 organisations au niveau national (CFE-CGC, CFTC, CNT-SO,FO, SUD SOLIDAIRES, UNSA, CGT, CAT, CFDT, et le petit dernier

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/élections_professionnelles_des_salariés_des_TPE_et_employés_à_domicile

le syndicat soit disant Gilet jaune USGJ) qui, telles les 10 salopards, grincent bien un peu de temps en temps, mais finalement vont gentiment au boulot quand leur demande leur maître. Des nains qui sont là pour servir le maître qui les finance si aimablement. La nouveauté (et toutes les nouveautés ne sont pas des progrès, loin de là !), c'est que, mêlé aux comparses habituels de la farce électorale, on découvre le sigle USGJ, Union Syndicale des Gilets Jaunes. L'esprit des Gilets jaunes était le refus intransigeant de toute représentation, personne ne pouvant parler au nom des Gilets Jaunes. Les GJ c'était la démocratie directe et non la représentativité. On se demande bien ce que ce soit disant « syndicat Gilet Jaune » peut avoir à faire avec l'esprit qui animait les ronds-points au plus fort moment du mouvement ?² L'USGJ affirme ne toucher aucune subvention. Sauf que participer aux élections, avoir sa propagande diffusée par le ministère du Travail (famille, patrie) sous format papier ou sur son site internet, c'est déjà recevoir une subvention de l'Etat ! Dans leur tract, ils affirment « nous contre eux », mais le « nous » c'est celui de celles et ceux qui bouffent au râtelier. D'ailleurs sur leur tract le chat noir se retrouve dans une cage, excellent symbole de ce syndicalisme qui se retrouve emprisonné dans le carcan institutionnel promu par l'Etat.

Comme lors des années précédentes, on retrouve le sigle « CNT », sur fond noir et rouge. Certes, il s'agit du groupe connu sous le nom de CNT-SO, lui-même une scission du groupe CNT-F ou Vignoles, qui, à chaque élection glisse un peu plus du « côté obscur » de l'Etat. Ce qui montre tout simplement que ce groupe n'aspire qu'à une chose : s'intégrer au maximum. Du coup, la CNT-SO se surpasse pour se fondre dans la masse. Certes en toute fin de tract ils se disent « révolutionnaires » mais le mot anarchosyndicalisme n'apparaît pas. Il ne faudrait pas effaroucher l'électeur – qui pas si bête pourrait d'ailleurs se demander depuis quand des anarchistes participent à une élection quelle qu'elle soit ? En fait CNT-SO a abandonné depuis belle lurette toute référence à l'anarchosyndicalisme, ceci explique cela ...

Que des réformistes invétérés se mettent en scène dans ce jeu, rien d'étonnant. Mais, comment des organisations qui se revendiquent révolutionnaires (USGJ, CNT-SO) peuvent-elle accepter non seulement de justifier par leur présence le principe de la représentation institutionnelle des salariés ? Comment peuvent-elles se lancer dans cette course à l'échalote ? Comment peuvent-elles accepter un financement, copieux même s'il est indirect, de ceux qui nous gouvernent, de ceux qui nous imposent des lois injustes, de ceux dont les bras armés sont toujours du côté du patronat ? L'histoire du syndicalisme, de ses origines, ce qui fait son intérêt comme instrument de lutte, tout cela a été mis aux oubliettes.

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES : NOUS NE SOMMES PAS UN RESERVOIR DE VOIX

A chaque élection, qu'elle soit professionnelle ou politique, de notre côté, nous appelons les salariés à prendre leurs affaires en main collectivement et directement (c'est à dire à pratiquer l'action directe) et à poser le préalable nécessaire : le refus de toute institution de représentation. Que l'entreprise soit petite ou grande n'y change rien : la seule réponse à la tentative de mystification du ministère du Travail et des 9 nains et demi, c'est l'appel franc et massif à l'abstention que nous lançons.

Par ailleurs nous rappelons que légalement en France, le droit de grève est encore possible et que dans le privé il suffit d'être deux salariés et d'avoir des revendications en lien avec le salaire ou les conditions de travail (revendications qui ne manquent pas). Nous rappelons également qu'il n'est pas nécessaire de déposer de préavis pour une grève dans le privé et qu'il est même préférable dans les TPE d'informer le patron uniquement au moment du déclenchement de la grève, pour garder l'effet de surprise. (pour en savoir plus cf. notre tract « comme faire grève sans se griller » <https://cnt-ait.info/2022/10/17/comment-faire-grève-2> et notre brochure « techniques de luttes » <https://cnt-ait.info/2020/06/17/techniques-de-luttes>)

Les « syndicats » auront beau être financés directement ou indirectement, ils auront beau battre l'estrade électorale, face à l'austérité, face aux dégradations des conditions de travail, face au mépris et aux agissements des puissants, de leurs amis et partenaires, pour notre part nous continuerons de travailler sans relâche à la résistance populaire autonome aujourd'hui, dans la perspective de la construction demain d'une nouvelle société basée sur des valeurs universelles comme le partage, l'entraide et la solidarité, pour que chaque habitant de cette planète dispose de ce qui est nécessaire pour vivre dignement. Rien de tout cela ne passe par le vote. Rien de tout cela ne passe par la soumission. Dans les petites comme dans les grandes entreprises, la seule solution contre les manipulations électoralistes, c'est l'abstention !

CNT-AIT

contact@cnt-ait.info / <https://cnt-ait.info> / Liste de diffusion par mail : <http://liste.cnt-ait.info>

² [2] Sur notre analyse et notre implication dans le mouvement des Gilets Jaunes cf. notre brochure « Gilets jaunes, un an de mouvement(s) » <https://cnt-ait.info/2023/11/18/gilets-jaunes-bro>

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES UNE SEULE SOLUTION CONTRE LA MANIPULATION ELECTORALE : L'ABSTENTION ET L'AUTO-ORGANISATION !

Salariés des petites entreprises, nous avons été des millions à recevoir un courrier du « Ministère du Travail et de l'Emploi ». En fait, chacun de nous a compris, dès l'ouverture de l'enveloppe, que ce n'était pas pour améliorer nos conditions de travail, ni un chèque pour vivre mieux ou même pour nous proposer une formation, non, rien de tout ça. Le but de ce courrier ? Faire de la publicité à tous les partenaires sociaux de l'Etat (à toutes ces structures que nous connaissons aussi sous le nom de « syndicats ») pour détourner une fois de plus les travailleurs de la lutte ; pour les amener vers ces grands cimetières des espérances que sont les isolements, même si aujourd'hui ils sont virtuels et électroniques.

Cette propagande constitue un de ces financements publics indirects dont bénéficient les dits syndicats et pas au moindre coût, car envoyer un luxueux document de 20 pages, en couleur, à des millions de salariés, cela représente des sommes considérables. Pour la première édition en 2012, le coût était de 20 millions d'euros¹. Pour les autres éditions, l'Etat est d'une pudeur de gazelle, mais il n'a certainement pas diminué. On nous parle pourtant tous les jours d'austérité. Il paraît que les caisses sont vides, et que même des choses indispensables ne peuvent plus être financées... Manifestement, il y a encore de l'argent pour les copains et les coquins ! Gageons que ces « syndicats » qui contribuent ainsi à piller les finances publiques sauront remercier, tôt ou tard, celui qui est, en même temps, leur meilleur agent publicitaire et leur plus généreux sponsor : l'Etat.



L'ETAT ET LES 10 SALOPARDS

C'est la quatrième fois que les travailleuses et travailleurs des Très Petites entreprises et Très Petites Associations sont appelées à voter pour élire leurs « représentants ».

Alors qu'à chaque fois les scores de participation sont ridicules, cela n'empêche pas l'Etat de passer à la caisse pour organiser ces élections et payer la propagande (papier, internet) du dispositif et des syndicats. Les élections de 2012 ont coûté 20 millions d'euros à l'Etat (et donc aux contribuables que nous sommes ...). On comprend alors pourquoi à chaque élection – et bien que le taux de participation soit en baisse constante d'une élection sur l'autre (10,38% en 2012, 7,3% en 2017, 5,44% en 2021) – il y a de nouveaux syndicats qui apparaissent pour se présenter. C'est que – directement ou indirectement – il y a de l'argent à prendre !

Autour de l'Etat, puissance tutélaire, dans sa blanche robe d'arbitre impartial, s'agitent donc 10 organisations au niveau national (CFE-CGC, CFTC, CNT-SO,FO, SUD SOLIDAIRES, UNSA, CGT, CAT, CFDT, et le petit dernier

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/élections_professionnelles_des_salariés_des_TPE_et_employés_à_domicile

le syndicat soit disant Gilet jaune USGJ) qui, telles les 10 salopards, grincent bien un peu de temps en temps, mais finalement vont gentiment au boulot quand leur demande leur maître. Des nains qui sont là pour servir le maître qui les finance si aimablement. La nouveauté (et toutes les nouveautés ne sont pas des progrès, loin de là !), c'est que, mêlé aux comparses habituels de la farce électorale, on découvre le sigle USGJ, Union Syndicale des Gilets Jaunes. L'esprit des Gilets jaunes était le refus intransigeant de toute représentation, personne ne pouvant parler au nom des Gilets Jaunes. Les GJ c'était la démocratie directe et non la représentativité. On se demande bien ce que ce soit disant « syndicat Gilet Jaune » peut avoir à faire avec l'esprit qui animait les ronds-points au plus fort moment du mouvement ?² L'USGJ affirme ne toucher aucune subvention. Sauf que participer aux élections, avoir sa propagande diffusée par le ministère du Travail (famille, patrie) sous format papier ou sur son site internet, c'est déjà recevoir une subvention de l'Etat ! Dans leur tract, ils affirment « nous contre eux », mais le « nous » c'est celui de celles et ceux qui bouffent au râtelier. D'ailleurs sur leur tract le chat noir se retrouve dans une cage, excellent symbole de ce syndicalisme qui se retrouve emprisonné dans le carcan institutionnel promu par l'Etat.

Comme lors des années précédentes, on retrouve le sigle « CNT », sur fond noir et rouge. Certes, il s'agit du groupe connu sous le nom de CNT-SO, lui-même une scission du groupe CNT-F ou Vignoles, qui, à chaque élection glisse un peu plus du « côté obscur » de l'Etat. Ce qui montre tout simplement que ce groupe n'aspire qu'à une chose : s'intégrer au maximum. Du coup, la CNT-SO se surpasse pour se fondre dans la masse. Certes en toute fin de tract ils se disent « révolutionnaires » mais le mot anarchosyndicalisme n'apparaît pas. Il ne faudrait pas effaroucher l'électeur – qui pas si bête pourrait d'ailleurs se demander depuis quand des anarchistes participent à une élection quelle qu'elle soit ? En fait CNT-SO a abandonné depuis belle lurette toute référence à l'anarchosyndicalisme, ceci explique cela ...

Que des réformistes invétérés se mettent en scène dans ce jeu, rien d'étonnant. Mais, comment des organisations qui se revendiquent révolutionnaires (USGJ, CNT-SO) peuvent-elle accepter non seulement de justifier par leur présence le principe de la représentation institutionnelle des salariés ? Comment peuvent-elles se lancer dans cette course à l'échalote ? Comment peuvent-elles accepter un financement, copieux même s'il est indirect, de ceux qui nous gouvernent, de ceux qui nous imposent des lois injustes, de ceux dont les bras armés sont toujours du côté du patronat ? L'histoire du syndicalisme, de ses origines, ce qui fait son intérêt comme instrument de lutte, tout cela a été mis aux oubliettes.

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES : NOUS NE SOMMES PAS UN RESERVOIR DE VOIX

A chaque élection, qu'elle soit professionnelle ou politique, de notre côté, nous appelons les salariés à prendre leurs affaires en main collectivement et directement (c'est à dire à pratiquer l'action directe) et à poser le préalable nécessaire : le refus de toute institution de représentation. Que l'entreprise soit petite ou grande n'y change rien : la seule réponse à la tentative de mystification du ministère du Travail et des 9 nains et demi, c'est l'appel franc et massif à l'abstention que nous lançons.

Par ailleurs nous rappelons que légalement en France, le droit de grève est encore possible et que dans le privé il suffit d'être deux salariés et d'avoir des revendications en lien avec le salaire ou les conditions de travail (revendications qui ne manquent pas). Nous rappelons également qu'il n'est pas nécessaire de déposer de préavis pour une grève dans le privé et qu'il est même préférable dans les TPE d'informer le patron uniquement au moment du déclenchement de la grève, pour garder l'effet de surprise. (pour en savoir plus cf. notre tract « comme faire grève sans se griller » <https://cnt-ait.info/2022/10/17/comment-faire-grève-2> et notre brochure « techniques de luttes » <https://cnt-ait.info/2020/06/17/techniques-de-luttes>)

Les « syndicats » auront beau être financés directement ou indirectement, ils auront beau battre l'estrade électorale, face à l'austérité, face aux dégradations des conditions de travail, face au mépris et aux agissements des puissants, de leurs amis et partenaires, pour notre part nous continuerons de travailler sans relâche à la résistance populaire autonome aujourd'hui, dans la perspective de la construction demain d'une nouvelle société basée sur des valeurs universelles comme le partage, l'entraide et la solidarité, pour que chaque habitant de cette planète dispose de ce qui est nécessaire pour vivre dignement. Rien de tout cela ne passe par le vote. Rien de tout cela ne passe par la soumission. Dans les petites comme dans les grandes entreprises, la seule solution contre les manipulations électoralistes, c'est l'abstention !

CNT-AIT

contact@cnt-ait.info / <https://cnt-ait.info> / Liste de diffusion par mail : <http://liste.cnt-ait.info>

² [2] Sur notre analyse et notre implication dans le mouvement des Gilets Jaunes cf. notre brochure « Gilets jaunes, un an de mouvement(s) » <https://cnt-ait.info/2023/11/18/gilets-jaunes-bro>

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES UNE SEULE SOLUTION CONTRE LA MANIPULATION ELECTORALE : L'ABSTENTION ET L'AUTO-ORGANISATION !

Salariés des petites entreprises, nous avons été des millions à recevoir un courrier du « Ministère du Travail et de l'Emploi ». En fait, chacun de nous a compris, dès l'ouverture de l'enveloppe, que ce n'était pas pour améliorer nos conditions de travail, ni un chèque pour vivre mieux ou même pour nous proposer une formation, non, rien de tout ça. Le but de ce courrier ? Faire de la publicité à tous les partenaires sociaux de l'Etat (à toutes ces structures que nous connaissons aussi sous le nom de « syndicats ») pour détourner une fois de plus les travailleurs de la lutte ; pour les amener vers ces grands cimetières des espérances que sont les isolements, même si aujourd'hui ils sont virtuels et électroniques.

Cette propagande constitue un de ces financements publics indirects dont bénéficient les dits syndicats et pas au moindre coût, car envoyer un luxueux document de 20 pages, en couleur, à des millions de salariés, cela représente des sommes considérables. Pour la première édition en 2012, le coût était de 20 millions d'euros¹. Pour les autres éditions, l'Etat est d'une pudeur de gazelle, mais il n'a certainement pas diminué. On nous parle pourtant tous les jours d'austérité. Il paraît que les caisses sont vides, et que même des choses indispensables ne peuvent plus être financées... Manifestement, il y a encore de l'argent pour les copains et les coquins ! Gageons que ces « syndicats » qui contribuent ainsi à piller les finances publiques sauront remercier, tôt ou tard, celui qui est, en même temps, leur meilleur agent publicitaire et leur plus généreux sponsor : l'Etat.



L'ETAT ET LES 10 SALOPARDS

C'est la quatrième fois que les travailleuses et travailleurs des Très Petites entreprises et Très Petites Associations sont appelées à voter pour élire leurs « représentants ».

Alors qu'à chaque fois les scores de participation sont ridicules, cela n'empêche pas l'Etat de passer à la caisse pour organiser ces élections et payer la propagande (papier, internet) du dispositif et des syndicats. Les élections de 2012 ont coûté 20 millions d'euros à l'Etat (et donc aux contribuables que nous sommes ...). On comprend alors pourquoi à chaque élection – et bien que le taux de participation soit en baisse constante d'une élection sur l'autre (10,38% en 2012, 7,3% en 2017, 5,44% en 2021) – il y a de nouveaux syndicats qui apparaissent pour se présenter. C'est que – directement ou indirectement – il y a de l'argent à prendre !

Autour de l'Etat, puissance tutélaire, dans sa blanche robe d'arbitre impartial, s'agitent donc 10 organisations au niveau national (CFE-CGC, CFTC, CNT-SO,FO, SUD SOLIDAIRES, UNSA, CGT, CAT, CFDT, et le petit dernier

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/élections_professionnelles_des_salariés_des_TPE_et_employés_à_domicile

le syndicat soit disant Gilet jaune USGJ) qui, telles les 10 salopards, grincent bien un peu de temps en temps, mais finalement vont gentiment au boulot quand leur demande leur maître. Des nains qui sont là pour servir le maître qui les finance si aimablement. La nouveauté (et toutes les nouveautés ne sont pas des progrès, loin de là !), c'est que, mêlé aux comparses habituels de la farce électorale, on découvre le sigle USGJ, Union Syndicale des Gilets Jaunes. L'esprit des Gilets jaunes était le refus intransigeant de toute représentation, personne ne pouvant parler au nom des Gilets Jaunes. Les GJ c'était la démocratie directe et non la représentativité. On se demande bien ce que ce soit disant « syndicat Gilet Jaune » peut avoir à faire avec l'esprit qui animait les ronds-points au plus fort moment du mouvement ?² L'USGJ affirme ne toucher aucune subvention. Sauf que participer aux élections, avoir sa propagande diffusée par le ministère du Travail (famille, patrie) sous format papier ou sur son site internet, c'est déjà recevoir une subvention de l'Etat ! Dans leur tract, ils affirment « nous contre eux », mais le « nous » c'est celui de celles et ceux qui bouffent au râtelier. D'ailleurs sur leur tract le chat noir se retrouve dans une cage, excellent symbole de ce syndicalisme qui se retrouve emprisonné dans le carcan institutionnel promu par l'Etat.

Comme lors des années précédentes, on retrouve le sigle « CNT », sur fond noir et rouge. Certes, il s'agit du groupe connu sous le nom de CNT-SO, lui-même une scission du groupe CNT-F ou Vignoles, qui, à chaque élection glisse un peu plus du « côté obscur » de l'Etat. Ce qui montre tout simplement que ce groupe n'aspire qu'à une chose : s'intégrer au maximum. Du coup, la CNT-SO se surpasse pour se fondre dans la masse. Certes en toute fin de tract ils se disent « révolutionnaires » mais le mot anarchosyndicalisme n'apparaît pas. Il ne faudrait pas effaroucher l'électeur – qui pas si bête pourrait d'ailleurs se demander depuis quand des anarchistes participent à une élection quelle qu'elle soit ? En fait CNT-SO a abandonné depuis belle lurette toute référence à l'anarchosyndicalisme, ceci explique cela ...

Que des réformistes invétérés se mettent en scène dans ce jeu, rien d'étonnant. Mais, comment des organisations qui se revendiquent révolutionnaires (USGJ, CNT-SO) peuvent-elle accepter non seulement de justifier par leur présence le principe de la représentation institutionnelle des salariés ? Comment peuvent-elles se lancer dans cette course à l'échalote ? Comment peuvent-elles accepter un financement, copieux même s'il est indirect, de ceux qui nous gouvernent, de ceux qui nous imposent des lois injustes, de ceux dont les bras armés sont toujours du côté du patronat ? L'histoire du syndicalisme, de ses origines, ce qui fait son intérêt comme instrument de lutte, tout cela a été mis aux oubliettes.

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES : NOUS NE SOMMES PAS UN RESERVOIR DE VOIX

A chaque élection, qu'elle soit professionnelle ou politique, de notre côté, nous appelons les salariés à prendre leurs affaires en main collectivement et directement (c'est à dire à pratiquer l'action directe) et à poser le préalable nécessaire : le refus de toute institution de représentation. Que l'entreprise soit petite ou grande n'y change rien : la seule réponse à la tentative de mystification du ministère du Travail et des 9 nains et demi, c'est l'appel franc et massif à l'abstention que nous lançons.

Par ailleurs nous rappelons que légalement en France, le droit de grève est encore possible et que dans le privé il suffit d'être deux salariés et d'avoir des revendications en lien avec le salaire ou les conditions de travail (revendications qui ne manquent pas). Nous rappelons également qu'il n'est pas nécessaire de déposer de préavis pour une grève dans le privé et qu'il est même préférable dans les TPE d'informer le patron uniquement au moment du déclenchement de la grève, pour garder l'effet de surprise. (pour en savoir plus cf. notre tract « comme faire grève sans se griller » <https://cnt-ait.info/2022/10/17/comment-faire-grève-2> et notre brochure « techniques de luttes » <https://cnt-ait.info/2020/06/17/techniques-de-luttes>)

Les « syndicats » auront beau être financés directement ou indirectement, ils auront beau battre l'estrade électorale, face à l'austérité, face aux dégradations des conditions de travail, face au mépris et aux agissements des puissants, de leurs amis et partenaires, pour notre part nous continuerons de travailler sans relâche à la résistance populaire autonome aujourd'hui, dans la perspective de la construction demain d'une nouvelle société basée sur des valeurs universelles comme le partage, l'entraide et la solidarité, pour que chaque habitant de cette planète dispose de ce qui est nécessaire pour vivre dignement. Rien de tout cela ne passe par le vote. Rien de tout cela ne passe par la soumission. Dans les petites comme dans les grandes entreprises, la seule solution contre les manipulations électoralistes, c'est l'abstention !

CNT-AIT

contact@cnt-ait.info / <https://cnt-ait.info> / Liste de diffusion par mail : <http://liste.cnt-ait.info>

² [2] Sur notre analyse et notre implication dans le mouvement des Gilets Jaunes cf. notre brochure « Gilets jaunes, un an de mouvement(s) » <https://cnt-ait.info/2023/11/18/gilets-jaunes-bro>

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES UNE SEULE SOLUTION CONTRE LA MANIPULATION ELECTORALE : L'ABSTENTION ET L'AUTO-ORGANISATION !

Salariés des petites entreprises, nous avons été des millions à recevoir un courrier du « Ministère du Travail et de l'Emploi ». En fait, chacun de nous a compris, dès l'ouverture de l'enveloppe, que ce n'était pas pour améliorer nos conditions de travail, ni un chèque pour vivre mieux ou même pour nous proposer une formation, non, rien de tout ça. Le but de ce courrier ? Faire de la publicité à tous les partenaires sociaux de l'Etat (à toutes ces structures que nous connaissons aussi sous le nom de « syndicats ») pour détourner une fois de plus les travailleurs de la lutte ; pour les amener vers ces grands cimetières des espérances que sont les isolements, même si aujourd'hui ils sont virtuels et électroniques.

Cette propagande constitue un de ces financements publics indirects dont bénéficient les dits syndicats et pas au moindre coût, car envoyer un luxueux document de 20 pages, en couleur, à des millions de salariés, cela représente des sommes considérables. Pour la première édition en 2012, le coût était de 20 millions d'euros¹. Pour les autres éditions, l'Etat est d'une pudeur de gazelle, mais il n'a certainement pas diminué. On nous parle pourtant tous les jours d'austérité. Il paraît que les caisses sont vides, et que même des choses indispensables ne peuvent plus être financées... Manifestement, il y a encore de l'argent pour les copains et les coquins ! Gageons que ces « syndicats » qui contribuent ainsi à piller les finances publiques sauront remercier, tôt ou tard, celui qui est, en même temps, leur meilleur agent publicitaire et leur plus généreux sponsor : l'Etat.



L'ETAT ET LES 10 SALOPARDS

C'est la quatrième fois que les travailleuses et travailleurs des Très Petites entreprises et Très Petites Associations sont appelées à voter pour élire leurs « représentants ».

Alors qu'à chaque fois les scores de participation sont ridicules, cela n'empêche pas l'Etat de passer à la caisse pour organiser ces élections et payer la propagande (papier, internet) du dispositif et des syndicats. Les élections de 2012 ont coûté 20 millions d'euros à l'Etat (et donc aux contribuables que nous sommes ...). On comprend alors pourquoi à chaque élection – et bien que le taux de participation soit en baisse constante d'une élection sur l'autre (10,38% en 2012, 7,3% en 2017, 5,44% en 2021) – il y a de nouveaux syndicats qui apparaissent pour se présenter. C'est que – directement ou indirectement – il y a de l'argent à prendre !

Autour de l'Etat, puissance tutélaire, dans sa blanche robe d'arbitre impartial, s'agitent donc 10 organisations au niveau national (CFE-CGC, CFTC, CNT-SO,FO, SUD SOLIDAIRES, UNSA, CGT, CAT, CFDT, et le petit dernier

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/élections_professionnelles_des_salariés_des_TPE_et_employés_à_domicile

le syndicat soit disant Gilet jaune USGJ) qui, telles les 10 salopards, grincent bien un peu de temps en temps, mais finalement vont gentiment au boulot quand leur demande leur maître. Des nains qui sont là pour servir le maître qui les finance si aimablement. La nouveauté (et toutes les nouveautés ne sont pas des progrès, loin de là !), c'est que, mêlé aux comparses habituels de la farce électorale, on découvre le sigle USGJ, Union Syndicale des Gilets Jaunes. L'esprit des Gilets jaunes était le refus intransigeant de toute représentation, personne ne pouvant parler au nom des Gilets Jaunes. Les GJ c'était la démocratie directe et non la représentativité. On se demande bien ce que ce soit disant « syndicat Gilet Jaune » peut avoir à faire avec l'esprit qui animait les ronds-points au plus fort moment du mouvement ?² L'USGJ affirme ne toucher aucune subvention. Sauf que participer aux élections, avoir sa propagande diffusée par le ministère du Travail (famille, patrie) sous format papier ou sur son site internet, c'est déjà recevoir une subvention de l'Etat ! Dans leur tract, ils affirment « nous contre eux », mais le « nous » c'est celui de celles et ceux qui bouffent au râtelier. D'ailleurs sur leur tract le chat noir se retrouve dans une cage, excellent symbole de ce syndicalisme qui se retrouve emprisonné dans le carcan institutionnel promu par l'Etat.

Comme lors des années précédentes, on retrouve le sigle « CNT », sur fond noir et rouge. Certes, il s'agit du groupe connu sous le nom de CNT-SO, lui-même une scission du groupe CNT-F ou Vignoles, qui, à chaque élection glisse un peu plus du « côté obscur » de l'Etat. Ce qui montre tout simplement que ce groupe n'aspire qu'à une chose : s'intégrer au maximum. Du coup, la CNT-SO se surpasse pour se fondre dans la masse. Certes en toute fin de tract ils se disent « révolutionnaires » mais le mot anarchosyndicalisme n'apparaît pas. Il ne faudrait pas effaroucher l'électeur – qui pas si bête pourrait d'ailleurs se demander depuis quand des anarchistes participent à une élection quelle qu'elle soit ? En fait CNT-SO a abandonné depuis belle lurette toute référence à l'anarchosyndicalisme, ceci explique cela ...

Que des réformistes invétérés se mettent en scène dans ce jeu, rien d'étonnant. Mais, comment des organisations qui se revendiquent révolutionnaires (USGJ, CNT-SO) peuvent-elle accepter non seulement de justifier par leur présence le principe de la représentation institutionnelle des salariés ? Comment peuvent-elles se lancer dans cette course à l'échalote ? Comment peuvent-elles accepter un financement, copieux même s'il est indirect, de ceux qui nous gouvernent, de ceux qui nous imposent des lois injustes, de ceux dont les bras armés sont toujours du côté du patronat ? L'histoire du syndicalisme, de ses origines, ce qui fait son intérêt comme instrument de lutte, tout cela a été mis aux oubliettes.

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES : NOUS NE SOMMES PAS UN RESERVOIR DE VOIX

A chaque élection, qu'elle soit professionnelle ou politique, de notre côté, nous appelons les salariés à prendre leurs affaires en main collectivement et directement (c'est à dire à pratiquer l'action directe) et à poser le préalable nécessaire : le refus de toute institution de représentation. Que l'entreprise soit petite ou grande n'y change rien : la seule réponse à la tentative de mystification du ministère du Travail et des 9 nains et demi, c'est l'appel franc et massif à l'abstention que nous lançons.

Par ailleurs nous rappelons que légalement en France, le droit de grève est encore possible et que dans le privé il suffit d'être deux salariés et d'avoir des revendications en lien avec le salaire ou les conditions de travail (revendications qui ne manquent pas). Nous rappelons également qu'il n'est pas nécessaire de déposer de préavis pour une grève dans le privé et qu'il est même préférable dans les TPE d'informer le patron uniquement au moment du déclenchement de la grève, pour garder l'effet de surprise. (pour en savoir plus cf. notre tract « comme faire grève sans se griller » <https://cnt-ait.info/2022/10/17/comment-faire-grève-2> et notre brochure « techniques de luttes » <https://cnt-ait.info/2020/06/17/techniques-de-luttes>)

Les « syndicats » auront beau être financés directement ou indirectement, ils auront beau battre l'estrade électorale, face à l'austérité, face aux dégradations des conditions de travail, face au mépris et aux agissements des puissants, de leurs amis et partenaires, pour notre part nous continuerons de travailler sans relâche à la résistance populaire autonome aujourd'hui, dans la perspective de la construction demain d'une nouvelle société basée sur des valeurs universelles comme le partage, l'entraide et la solidarité, pour que chaque habitant de cette planète dispose de ce qui est nécessaire pour vivre dignement. Rien de tout cela ne passe par le vote. Rien de tout cela ne passe par la soumission. Dans les petites comme dans les grandes entreprises, la seule solution contre les manipulations électoralistes, c'est l'abstention !

CNT-AIT

contact@cnt-ait.info / <https://cnt-ait.info> / Liste de diffusion par mail : <http://liste.cnt-ait.info>

² [2] Sur notre analyse et notre implication dans le mouvement des Gilets Jaunes cf. notre brochure « Gilets jaunes, un an de mouvement(s) » <https://cnt-ait.info/2023/11/18/gilets-jaunes-bro>

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES UNE SEULE SOLUTION CONTRE LA MANIPULATION ELECTORALE : L'ABSTENTION ET L'AUTO-ORGANISATION !

Salariés des petites entreprises, nous avons été des millions à recevoir un courrier du « Ministère du Travail et de l'Emploi ». En fait, chacun de nous a compris, dès l'ouverture de l'enveloppe, que ce n'était pas pour améliorer nos conditions de travail, ni un chèque pour vivre mieux ou même pour nous proposer une formation, non, rien de tout ça. Le but de ce courrier ? Faire de la publicité à tous les partenaires sociaux de l'Etat (à toutes ces structures que nous connaissons aussi sous le nom de « syndicats ») pour détourner une fois de plus les travailleurs de la lutte ; pour les amener vers ces grands cimetières des espérances que sont les isolements, même si aujourd'hui ils sont virtuels et électroniques.

Cette propagande constitue un de ces financements publics indirects dont bénéficient les dits syndicats et pas au moindre coût, car envoyer un luxueux document de 20 pages, en couleur, à des millions de salariés, cela représente des sommes considérables. Pour la première édition en 2012, le coût était de 20 millions d'euros¹. Pour les autres éditions, l'Etat est d'une pudeur de gazelle, mais il n'a certainement pas diminué. On nous parle pourtant tous les jours d'austérité. Il paraît que les caisses sont vides, et que même des choses indispensables ne peuvent plus être financées... Manifestement, il y a encore de l'argent pour les copains et les coquins ! Gageons que ces « syndicats » qui contribuent ainsi à piller les finances publiques sauront remercier, tôt ou tard, celui qui est, en même temps, leur meilleur agent publicitaire et leur plus généreux sponsor : l'Etat.



L'ETAT ET LES 10 SALOPARDS

C'est la quatrième fois que les travailleuses et travailleurs des Très Petites entreprises et Très Petites Associations sont appelées à voter pour élire leurs « représentants ».

Alors qu'à chaque fois les scores de participation sont ridicules, cela n'empêche pas l'Etat de passer à la caisse pour organiser ces élections et payer la propagande (papier, internet) du dispositif et des syndicats. Les élections de 2012 ont coûté 20 millions d'euros à l'Etat (et donc aux contribuables que nous sommes ...). On comprend alors pourquoi à chaque election – et bien que le taux de participation soit en baisse constante d'une election sur l'autre (10,38% en 2012, 7,3% en 2017, 5,44% en 2021) – il y a de nouveaux syndicats qui apparaissent pour se présenter. C'est que – directement ou indirectement – il y a de l'argent à prendre !

Autour de l'Etat, puissance tutélaire, dans sa blanche robe d'arbitre impartial, s'agitent donc 10 organisations au niveau national (CFE-CGC, CFTC, CNT-SO,FO, SUD SOLIDAIRES, UNSA, CGT, CAT, CFDT, et le petit dernier

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/élections_professionnelles_des_salariés_des_TPE_et_employés_à_domicile

le syndicat soit disant Gilet jaune USGJ) qui, telles les 10 salopards, grincent bien un peu de temps en temps, mais finalement vont gentiment au boulot quand leur demande leur maître. Des nains qui sont là pour servir le maître qui les finance si aimablement. La nouveauté (et toutes les nouveautés ne sont pas des progrès, loin de là !), c'est que, mêlé aux comparses habituels de la farce électorale, on découvre le sigle USGJ, Union Syndicale des Gilets Jaunes. L'esprit des Gilets jaunes était le refus intransigeant de toute représentation, personne ne pouvant parler au nom des Gilets Jaunes. Les GJ c'était la démocratie directe et non la représentativité. On se demande bien ce que ce soit disant « syndicat Gilet Jaune » peut avoir à faire avec l'esprit qui animait les ronds-points au plus fort moment du mouvement ?² L'USGJ affirme ne toucher aucune subvention. Sauf que participer aux élections, avoir sa propagande diffusée par le ministère du Travail (famille, patrie) sous format papier ou sur son site internet, c'est déjà recevoir une subvention de l'Etat ! Dans leur tract, ils affirment « nous contre eux », mais le « nous » c'est celui de celles et ceux qui bouffent au râtelier. D'ailleurs sur leur tract le chat noir se retrouve dans une cage, excellent symbole de ce syndicalisme qui se retrouve emprisonné dans le carcan institutionnel promu par l'Etat.

Comme lors des années précédentes, on retrouve le sigle « CNT », sur fond noir et rouge. Certes, il s'agit du groupe connu sous le nom de CNT-SO, lui-même une scission du groupe CNT-F ou Vignoles, qui, à chaque élection glisse un peu plus du « côté obscur » de l'Etat. Ce qui montre tout simplement que ce groupe n'aspire qu'à une chose : s'intégrer au maximum. Du coup, la CNT-SO se surpasse pour se fondre dans la masse. Certes en toute fin de tract ils se disent « révolutionnaires » mais le mot anarchosyndicalisme n'apparaît pas. Il ne faudrait pas effaroucher l'électeur – qui pas si bête pourrait d'ailleurs se demander depuis quand des anarchistes participent à une élection quelle qu'elle soit ? En fait CNT-SO a abandonné depuis belle lurette toute référence à l'anarchosyndicalisme, ceci explique cela ...

Que des réformistes invétérés se mettent en scène dans ce jeu, rien d'étonnant. Mais, comment des organisations qui se revendiquent révolutionnaires (USGJ, CNT-SO) peuvent-elle accepter non seulement de justifier par leur présence le principe de la représentation institutionnelle des salariés ? Comment peuvent-elles se lancer dans cette course à l'échalote ? Comment peuvent-elles accepter un financement, copieux même s'il est indirect, de ceux qui nous gouvernent, de ceux qui nous imposent des lois injustes, de ceux dont les bras armés sont toujours du côté du patronat ? L'histoire du syndicalisme, de ses origines, ce qui fait son intérêt comme instrument de lutte, tout cela a été mis aux oubliettes.

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES : NOUS NE SOMMES PAS UN RESERVOIR DE VOIX

A chaque élection, qu'elle soit professionnelle ou politique, de notre côté, nous appelons les salariés à prendre leurs affaires en main collectivement et directement (c'est à dire à pratiquer l'action directe) et à poser le préalable nécessaire : le refus de toute institution de représentation. Que l'entreprise soit petite ou grande n'y change rien : la seule réponse à la tentative de mystification du ministère du Travail et des 9 nains et demi, c'est l'appel franc et massif à l'abstention que nous lançons.

Par ailleurs nous rappelons que légalement en France, le droit de grève est encore possible et que dans le privé il suffit d'être deux salariés et d'avoir des revendications en lien avec le salaire ou les conditions de travail (revendications qui ne manquent pas). Nous rappelons également qu'il n'est pas nécessaire de déposer de préavis pour une grève dans le privé et qu'il est même préférable dans les TPE d'informer le patron uniquement au moment du déclenchement de la grève, pour garder l'effet de surprise. (pour en savoir plus cf. notre tract « comme faire grève sans se griller » <https://cnt-ait.info/2022/10/17/comment-faire-grève-2> et notre brochure « techniques de luttes » <https://cnt-ait.info/2020/06/17/techniques-de-luttes>)

Les « syndicats » auront beau être financés directement ou indirectement, ils auront beau battre l'estrade électorale, face à l'austérité, face aux dégradations des conditions de travail, face au mépris et aux agissements des puissants, de leurs amis et partenaires, pour notre part nous continuerons de travailler sans relâche à la résistance populaire autonome aujourd'hui, dans la perspective de la construction demain d'une nouvelle société basée sur des valeurs universelles comme le partage, l'entraide et la solidarité, pour que chaque habitant de cette planète dispose de ce qui est nécessaire pour vivre dignement. Rien de tout cela ne passe par le vote. Rien de tout cela ne passe par la soumission. Dans les petites comme dans les grandes entreprises, la seule solution contre les manipulations électoralistes, c'est l'abstention !

CNT-AIT

contact@cnt-ait.info / <https://cnt-ait.info> / Liste de diffusion par mail : <http://liste.cnt-ait.info>

² [2] Sur notre analyse et notre implication dans le mouvement des Gilets Jaunes cf. notre brochure « Gilets jaunes, un an de mouvement(s) » <https://cnt-ait.info/2023/11/18/gilets-jaunes-bro>

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES UNE SEULE SOLUTION CONTRE LA MANIPULATION ELECTORALE : L'ABSTENTION ET L'AUTO-ORGANISATION !

Salariés des petites entreprises, nous avons été des millions à recevoir un courrier du « Ministère du Travail et de l'Emploi ». En fait, chacun de nous a compris, dès l'ouverture de l'enveloppe, que ce n'était pas pour améliorer nos conditions de travail, ni un chèque pour vivre mieux ou même pour nous proposer une formation, non, rien de tout ça. Le but de ce courrier ? Faire de la publicité à tous les partenaires sociaux de l'Etat (à toutes ces structures que nous connaissons aussi sous le nom de « syndicats ») pour détourner une fois de plus les travailleurs de la lutte ; pour les amener vers ces grands cimetières des espérances que sont les isolements, même si aujourd'hui ils sont virtuels et électroniques.

Cette propagande constitue un de ces financements publics indirects dont bénéficient les dits syndicats et pas au moindre coût, car envoyer un luxueux document de 20 pages, en couleur, à des millions de salariés, cela représente des sommes considérables. Pour la première édition en 2012, le coût était de 20 millions d'euros¹. Pour les autres éditions, l'Etat est d'une pudeur de gazelle, mais il n'a certainement pas diminué. On nous parle pourtant tous les jours d'austérité. Il paraît que les caisses sont vides, et que même des choses indispensables ne peuvent plus être financées... Manifestement, il y a encore de l'argent pour les copains et les coquins ! Gageons que ces « syndicats » qui contribuent ainsi à piller les finances publiques sauront remercier, tôt ou tard, celui qui est, en même temps, leur meilleur agent publicitaire et leur plus généreux sponsor : l'Etat.



L'ETAT ET LES 10 SALOPARDS

C'est la quatrième fois que les travailleuses et travailleurs des Très Petites entreprises et Très Petites Associations sont appelées à voter pour élire leurs « représentants ».

Alors qu'à chaque fois les scores de participation sont ridicules, cela n'empêche pas l'Etat de passer à la caisse pour organiser ces élections et payer la propagande (papier, internet) du dispositif et des syndicats. Les élections de 2012 ont coûté 20 millions d'euros à l'Etat (et donc aux contribuables que nous sommes ...). On comprend alors pourquoi à chaque élection – et bien que le taux de participation soit en baisse constante d'une élection sur l'autre (10,38% en 2012, 7,3% en 2017, 5,44% en 2021) – il y a de nouveaux syndicats qui apparaissent pour se présenter. C'est que – directement ou indirectement – il y a de l'argent à prendre !

Autour de l'Etat, puissance tutélaire, dans sa blanche robe d'arbitre impartial, s'agitent donc 10 organisations au niveau national (CFE-CGC, CFTC, CNT-SO,FO, SUD SOLIDAIRES, UNSA, CGT, CAT, CFDT, et le petit dernier

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/élections_professionnelles_des_salariés_des_TPE_et_employés_à_domicile

le syndicat soit disant Gilet jaune USGJ) qui, telles les 10 salopards, grincent bien un peu de temps en temps, mais finalement vont gentiment au boulot quand leur demande leur maître. Des nains qui sont là pour servir le maître qui les finance si aimablement. La nouveauté (et toutes les nouveautés ne sont pas des progrès, loin de là !), c'est que, mêlé aux comparses habituels de la farce électorale, on découvre le sigle USGJ, Union Syndicale des Gilets Jaunes. L'esprit des Gilets jaunes était le refus intransigeant de toute représentation, personne ne pouvant parler au nom des Gilets Jaunes. Les GJ c'était la démocratie directe et non la représentativité. On se demande bien ce que ce soit disant « syndicat Gilet Jaune » peut avoir à faire avec l'esprit qui animait les ronds-points au plus fort moment du mouvement ?² L'USGJ affirme ne toucher aucune subvention. Sauf que participer aux élections, avoir sa propagande diffusée par le ministère du Travail (famille, patrie) sous format papier ou sur son site internet, c'est déjà recevoir une subvention de l'Etat ! Dans leur tract, ils affirment « nous contre eux », mais le « nous » c'est celui de celles et ceux qui bouffent au râtelier. D'ailleurs sur leur tract le chat noir se retrouve dans une cage, excellent symbole de ce syndicalisme qui se retrouve emprisonné dans le carcan institutionnel promu par l'Etat.

Comme lors des années précédentes, on retrouve le sigle « CNT », sur fond noir et rouge. Certes, il s'agit du groupe connu sous le nom de CNT-SO, lui-même une scission du groupe CNT-F ou Vignoles, qui, à chaque élection glisse un peu plus du « côté obscur » de l'Etat. Ce qui montre tout simplement que ce groupe n'aspire qu'à une chose : s'intégrer au maximum. Du coup, la CNT-SO se surpasse pour se fondre dans la masse. Certes en toute fin de tract ils se disent « révolutionnaires » mais le mot anarchosyndicalisme n'apparaît pas. Il ne faudrait pas effaroucher l'électeur – qui pas si bête pourrait d'ailleurs se demander depuis quand des anarchistes participent à une élection quelle qu'elle soit ? En fait CNT-SO a abandonné depuis belle lurette toute référence à l'anarchosyndicalisme, ceci explique cela ...

Que des réformistes invétérés se mettent en scène dans ce jeu, rien d'étonnant. Mais, comment des organisations qui se revendiquent révolutionnaires (USGJ, CNT-SO) peuvent-elle accepter non seulement de justifier par leur présence le principe de la représentation institutionnelle des salariés ? Comment peuvent-elles se lancer dans cette course à l'échalote ? Comment peuvent-elles accepter un financement, copieux même s'il est indirect, de ceux qui nous gouvernent, de ceux qui nous imposent des lois injustes, de ceux dont les bras armés sont toujours du côté du patronat ? L'histoire du syndicalisme, de ses origines, ce qui fait son intérêt comme instrument de lutte, tout cela a été mis aux oubliettes.

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES : NOUS NE SOMMES PAS UN RESERVOIR DE VOIX

A chaque élection, qu'elle soit professionnelle ou politique, de notre côté, nous appelons les salariés à prendre leurs affaires en main collectivement et directement (c'est à dire à pratiquer l'action directe) et à poser le préalable nécessaire : le refus de toute institution de représentation. Que l'entreprise soit petite ou grande n'y change rien : la seule réponse à la tentative de mystification du ministère du Travail et des 9 nains et demi, c'est l'appel franc et massif à l'abstention que nous lançons.

Par ailleurs nous rappelons que légalement en France, le droit de grève est encore possible et que dans le privé il suffit d'être deux salariés et d'avoir des revendications en lien avec le salaire ou les conditions de travail (revendications qui ne manquent pas). Nous rappelons également qu'il n'est pas nécessaire de déposer de préavis pour une grève dans le privé et qu'il est même préférable dans les TPE d'informer le patron uniquement au moment du déclenchement de la grève, pour garder l'effet de surprise. (pour en savoir plus cf. notre tract « comme faire grève sans se griller » <https://cnt-ait.info/2022/10/17/comment-faire-grève-2> et notre brochure « techniques de luttes » <https://cnt-ait.info/2020/06/17/techniques-de-luttes>)

Les « syndicats » auront beau être financés directement ou indirectement, ils auront beau battre l'estrade électorale, face à l'austérité, face aux dégradations des conditions de travail, face au mépris et aux agissements des puissants, de leurs amis et partenaires, pour notre part nous continuerons de travailler sans relâche à la résistance populaire autonome aujourd'hui, dans la perspective de la construction demain d'une nouvelle société basée sur des valeurs universelles comme le partage, l'entraide et la solidarité, pour que chaque habitant de cette planète dispose de ce qui est nécessaire pour vivre dignement. Rien de tout cela ne passe par le vote. Rien de tout cela ne passe par la soumission. Dans les petites comme dans les grandes entreprises, la seule solution contre les manipulations électoralistes, c'est l'abstention !

CNT-AIT

contact@cnt-ait.info / <https://cnt-ait.info> / Liste de diffusion par mail : <http://liste.cnt-ait.info>

² [2] Sur notre analyse et notre implication dans le mouvement des Gilets Jaunes cf. notre brochure « Gilets jaunes, un an de mouvement(s) » <https://cnt-ait.info/2023/11/18/gilets-jaunes-bro>

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES UNE SEULE SOLUTION CONTRE LA MANIPULATION ELECTORALE : L'ABSTENTION ET L'AUTO-ORGANISATION !

Salariés des petites entreprises, nous avons été des millions à recevoir un courrier du « Ministère du Travail et de l'Emploi ». En fait, chacun de nous a compris, dès l'ouverture de l'enveloppe, que ce n'était pas pour améliorer nos conditions de travail, ni un chèque pour vivre mieux ou même pour nous proposer une formation, non, rien de tout ça. Le but de ce courrier ? Faire de la publicité à tous les partenaires sociaux de l'Etat (à toutes ces structures que nous connaissons aussi sous le nom de « syndicats ») pour détourner une fois de plus les travailleurs de la lutte ; pour les amener vers ces grands cimetières des espérances que sont les isolements, même si aujourd'hui ils sont virtuels et électroniques.

Cette propagande constitue un de ces financements publics indirects dont bénéficient les dits syndicats et pas au moindre coût, car envoyer un luxueux document de 20 pages, en couleur, à des millions de salariés, cela représente des sommes considérables. Pour la première édition en 2012, le coût était de 20 millions d'euros¹. Pour les autres éditions, l'Etat est d'une pudeur de gazelle, mais il n'a certainement pas diminué. On nous parle pourtant tous les jours d'austérité. Il paraît que les caisses sont vides, et que même des choses indispensables ne peuvent plus être financées... Manifestement, il y a encore de l'argent pour les copains et les coquins ! Gageons que ces « syndicats » qui contribuent ainsi à piller les finances publiques sauront remercier, tôt ou tard, celui qui est, en même temps, leur meilleur agent publicitaire et leur plus généreux sponsor : l'Etat.



L'ETAT ET LES 10 SALOPARDS

C'est la quatrième fois que les travailleuses et travailleurs des Très Petites entreprises et Très Petites Associations sont appelées à voter pour élire leurs « représentants ».

Alors qu'à chaque fois les scores de participation sont ridicules, cela n'empêche pas l'Etat de passer à la caisse pour organiser ces élections et payer la propagande (papier, internet) du dispositif et des syndicats. Les élections de 2012 ont coûté 20 millions d'euros à l'Etat (et donc aux contribuables que nous sommes ...). On comprend alors pourquoi à chaque election – et bien que le taux de participation soit en baisse constante d'une election sur l'autre (10,38% en 2012, 7,3% en 2017, 5,44% en 2021) – il y a de nouveaux syndicats qui apparaissent pour se présenter. C'est que – directement ou indirectement – il y a de l'argent à prendre !

Autour de l'Etat, puissance tutélaire, dans sa blanche robe d'arbitre impartial, s'agitent donc 10 organisations au niveau national (CFE-CGC, CFTC, CNT-SO,FO, SUD SOLIDAIRES, UNSA, CGT, CAT, CFDT, et le petit dernier

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/élections_professionnelles_des_salariés_des_TPE_et_employés_à_domicile

le syndicat soit disant Gilet jaune USGJ) qui, telles les 10 salopards, grincent bien un peu de temps en temps, mais finalement vont gentiment au boulot quand leur demande leur maître. Des nains qui sont là pour servir le maître qui les finance si aimablement. La nouveauté (et toutes les nouveautés ne sont pas des progrès, loin de là !), c'est que, mêlé aux comparses habituels de la farce électorale, on découvre le sigle USGJ, Union Syndicale des Gilets Jaunes. L'esprit des Gilets jaunes était le refus intransigeant de toute représentation, personne ne pouvant parler au nom des Gilets Jaunes. Les GJ c'était la démocratie directe et non la représentativité. On se demande bien ce que ce soit disant « syndicat Gilet Jaune » peut avoir à faire avec l'esprit qui animait les ronds-points au plus fort moment du mouvement ?² L'USGJ affirme ne toucher aucune subvention. Sauf que participer aux élections, avoir sa propagande diffusée par le ministère du Travail (famille, patrie) sous format papier ou sur son site internet, c'est déjà recevoir une subvention de l'Etat ! Dans leur tract, ils affirment « nous contre eux », mais le « nous » c'est celui de celles et ceux qui bouffent au râtelier. D'ailleurs sur leur tract le chat noir se retrouve dans une cage, excellent symbole de ce syndicalisme qui se retrouve emprisonné dans le carcan institutionnel promu par l'Etat.

Comme lors des années précédentes, on retrouve le sigle « CNT », sur fond noir et rouge. Certes, il s'agit du groupe connu sous le nom de CNT-SO, lui-même une scission du groupe CNT-F ou Vignoles, qui, à chaque élection glisse un peu plus du « côté obscur » de l'Etat. Ce qui montre tout simplement que ce groupe n'aspire qu'à une chose : s'intégrer au maximum. Du coup, la CNT-SO se surpasse pour se fondre dans la masse. Certes en toute fin de tract ils se disent « révolutionnaires » mais le mot anarchosyndicalisme n'apparaît pas. Il ne faudrait pas effaroucher l'électeur – qui pas si bête pourrait d'ailleurs se demander depuis quand des anarchistes participent à une élection quelle qu'elle soit ? En fait CNT-SO a abandonné depuis belle lurette toute référence à l'anarchosyndicalisme, ceci explique cela ...

Que des réformistes invétérés se mettent en scène dans ce jeu, rien d'étonnant. Mais, comment des organisations qui se revendiquent révolutionnaires (USGJ, CNT-SO) peuvent-elle accepter non seulement de justifier par leur présence le principe de la représentation institutionnelle des salariés ? Comment peuvent-elles se lancer dans cette course à l'échalote ? Comment peuvent-elles accepter un financement, copieux même s'il est indirect, de ceux qui nous gouvernent, de ceux qui nous imposent des lois injustes, de ceux dont les bras armés sont toujours du côté du patronat ? L'histoire du syndicalisme, de ses origines, ce qui fait son intérêt comme instrument de lutte, tout cela a été mis aux oubliettes.

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES : NOUS NE SOMMES PAS UN RESERVOIR DE VOIX

A chaque élection, qu'elle soit professionnelle ou politique, de notre côté, nous appelons les salariés à prendre leurs affaires en main collectivement et directement (c'est à dire à pratiquer l'action directe) et à poser le préalable nécessaire : le refus de toute institution de représentation. Que l'entreprise soit petite ou grande n'y change rien : la seule réponse à la tentative de mystification du ministère du Travail et des 9 nains et demi, c'est l'appel franc et massif à l'abstention que nous lançons.

Par ailleurs nous rappelons que légalement en France, le droit de grève est encore possible et que dans le privé il suffit d'être deux salariés et d'avoir des revendications en lien avec le salaire ou les conditions de travail (revendications qui ne manquent pas). Nous rappelons également qu'il n'est pas nécessaire de déposer de préavis pour une grève dans le privé et qu'il est même préférable dans les TPE d'informer le patron uniquement au moment du déclenchement de la grève, pour garder l'effet de surprise. (pour en savoir plus cf. notre tract « comme faire grève sans se griller » <https://cnt-ait.info/2022/10/17/comment-faire-grève-2> et notre brochure « techniques de luttes » <https://cnt-ait.info/2020/06/17/techniques-de-luttes>)

Les « syndicats » auront beau être financés directement ou indirectement, ils auront beau battre l'estrade électorale, face à l'austérité, face aux dégradations des conditions de travail, face au mépris et aux agissements des puissants, de leurs amis et partenaires, pour notre part nous continuerons de travailler sans relâche à la résistance populaire autonome aujourd'hui, dans la perspective de la construction demain d'une nouvelle société basée sur des valeurs universelles comme le partage, l'entraide et la solidarité, pour que chaque habitant de cette planète dispose de ce qui est nécessaire pour vivre dignement. Rien de tout cela ne passe par le vote. Rien de tout cela ne passe par la soumission. Dans les petites comme dans les grandes entreprises, la seule solution contre les manipulations électoralistes, c'est l'abstention !

CNT-AIT

contact@cnt-ait.info / <https://cnt-ait.info> / Liste de diffusion par mail : <http://liste.cnt-ait.info>

² [2] Sur notre analyse et notre implication dans le mouvement des Gilets Jaunes cf. notre brochure « Gilets jaunes, un an de mouvement(s) » <https://cnt-ait.info/2023/11/18/gilets-jaunes-bro>

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES UNE SEULE SOLUTION CONTRE LA MANIPULATION ELECTORALE : L'ABSTENTION ET L'AUTO-ORGANISATION !

Salariés des petites entreprises, nous avons été des millions à recevoir un courrier du « Ministère du Travail et de l'Emploi ». En fait, chacun de nous a compris, dès l'ouverture de l'enveloppe, que ce n'était pas pour améliorer nos conditions de travail, ni un chèque pour vivre mieux ou même pour nous proposer une formation, non, rien de tout ça. Le but de ce courrier ? Faire de la publicité à tous les partenaires sociaux de l'Etat (à toutes ces structures que nous connaissons aussi sous le nom de « syndicats ») pour détourner une fois de plus les travailleurs de la lutte ; pour les amener vers ces grands cimetières des espérances que sont les isolements, même si aujourd'hui ils sont virtuels et électroniques.

Cette propagande constitue un de ces financements publics indirects dont bénéficient les dits syndicats et pas au moindre coût, car envoyer un luxueux document de 20 pages, en couleur, à des millions de salariés, cela représente des sommes considérables. Pour la première édition en 2012, le coût était de 20 millions d'euros¹. Pour les autres éditions, l'Etat est d'une pudeur de gazelle, mais il n'a certainement pas diminué. On nous parle pourtant tous les jours d'austérité. Il paraît que les caisses sont vides, et que même des choses indispensables ne peuvent plus être financées... Manifestement, il y a encore de l'argent pour les copains et les coquins ! Gageons que ces « syndicats » qui contribuent ainsi à piller les finances publiques sauront remercier, tôt ou tard, celui qui est, en même temps, leur meilleur agent publicitaire et leur plus généreux sponsor : l'Etat.



L'ETAT ET LES 10 SALOPARDS

C'est la quatrième fois que les travailleuses et travailleurs des Très Petites entreprises et Très Petites Associations sont appelées à voter pour élire leurs « représentants ».

Alors qu'à chaque fois les scores de participation sont ridicules, cela n'empêche pas l'Etat de passer à la caisse pour organiser ces élections et payer la propagande (papier, internet) du dispositif et des syndicats. Les élections de 2012 ont coûté 20 millions d'euros à l'Etat (et donc aux contribuables que nous sommes ...). On comprend alors pourquoi à chaque élection – et bien que le taux de participation soit en baisse constante d'une élection sur l'autre (10,38% en 2012, 7,3% en 2017, 5,44% en 2021) – il y a de nouveaux syndicats qui apparaissent pour se présenter. C'est que – directement ou indirectement – il y a de l'argent à prendre !

Autour de l'Etat, puissance tutélaire, dans sa blanche robe d'arbitre impartial, s'agitent donc 10 organisations au niveau national (CFE-CGC, CFTC, CNT-SO,FO, SUD SOLIDAIRES, UNSA, CGT, CAT, CFDT, et le petit dernier

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/élections_professionnelles_des_salariés_des_TPE_et_employés_à_domicile

le syndicat soit disant Gilet jaune USGJ) qui, telles les 10 salopards, grincent bien un peu de temps en temps, mais finalement vont gentiment au boulot quand leur demande leur maître. Des nains qui sont là pour servir le maître qui les finance si aimablement. La nouveauté (et toutes les nouveautés ne sont pas des progrès, loin de là !), c'est que, mêlé aux comparses habituels de la farce électorale, on découvre le sigle USGJ, Union Syndicale des Gilets Jaunes. L'esprit des Gilets jaunes était le refus intransigeant de toute représentation, personne ne pouvant parler au nom des Gilets Jaunes. Les GJ c'était la démocratie directe et non la représentativité. On se demande bien ce que ce soit disant « syndicat Gilet Jaune » peut avoir à faire avec l'esprit qui animait les ronds-points au plus fort moment du mouvement ?² L'USGJ affirme ne toucher aucune subvention. Sauf que participer aux élections, avoir sa propagande diffusée par le ministère du Travail (famille, patrie) sous format papier ou sur son site internet, c'est déjà recevoir une subvention de l'Etat ! Dans leur tract, ils affirment « nous contre eux », mais le « nous » c'est celui de celles et ceux qui bouffent au râtelier. D'ailleurs sur leur tract le chat noir se retrouve dans une cage, excellent symbole de ce syndicalisme qui se retrouve emprisonné dans le carcan institutionnel promu par l'Etat.

Comme lors des années précédentes, on retrouve le sigle « CNT », sur fond noir et rouge. Certes, il s'agit du groupe connu sous le nom de CNT-SO, lui-même une scission du groupe CNT-F ou Vignoles, qui, à chaque élection glisse un peu plus du « côté obscur » de l'Etat. Ce qui montre tout simplement que ce groupe n'aspire qu'à une chose : s'intégrer au maximum. Du coup, la CNT-SO se surpasse pour se fondre dans la masse. Certes en toute fin de tract ils se disent « révolutionnaires » mais le mot anarchosyndicalisme n'apparaît pas. Il ne faudrait pas effaroucher l'électeur – qui pas si bête pourrait d'ailleurs se demander depuis quand des anarchistes participent à une élection quelle qu'elle soit ? En fait CNT-SO a abandonné depuis belle lurette toute référence à l'anarchosyndicalisme, ceci explique cela ...

Que des réformistes invétérés se mettent en scène dans ce jeu, rien d'étonnant. Mais, comment des organisations qui se revendiquent révolutionnaires (USGJ, CNT-SO) peuvent-elle accepter non seulement de justifier par leur présence le principe de la représentation institutionnelle des salariés ? Comment peuvent-elles se lancer dans cette course à l'échalote ? Comment peuvent-elles accepter un financement, copieux même s'il est indirect, de ceux qui nous gouvernent, de ceux qui nous imposent des lois injustes, de ceux dont les bras armés sont toujours du côté du patronat ? L'histoire du syndicalisme, de ses origines, ce qui fait son intérêt comme instrument de lutte, tout cela a été mis aux oubliettes.

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES : NOUS NE SOMMES PAS UN RESERVOIR DE VOIX

A chaque élection, qu'elle soit professionnelle ou politique, de notre côté, nous appelons les salariés à prendre leurs affaires en main collectivement et directement (c'est à dire à pratiquer l'action directe) et à poser le préalable nécessaire : le refus de toute institution de représentation. Que l'entreprise soit petite ou grande n'y change rien : la seule réponse à la tentative de mystification du ministère du Travail et des 9 nains et demi, c'est l'appel franc et massif à l'abstention que nous lançons.

Par ailleurs nous rappelons que légalement en France, le droit de grève est encore possible et que dans le privé il suffit d'être deux salariés et d'avoir des revendications en lien avec le salaire ou les conditions de travail (revendications qui ne manquent pas). Nous rappelons également qu'il n'est pas nécessaire de déposer de préavis pour une grève dans le privé et qu'il est même préférable dans les TPE d'informer le patron uniquement au moment du déclenchement de la grève, pour garder l'effet de surprise. (pour en savoir plus cf. notre tract « comme faire grève sans se griller » <https://cnt-ait.info/2022/10/17/comment-faire-grève-2> et notre brochure « techniques de luttes » <https://cnt-ait.info/2020/06/17/techniques-de-luttes>)

Les « syndicats » auront beau être financés directement ou indirectement, ils auront beau battre l'estrade électorale, face à l'austérité, face aux dégradations des conditions de travail, face au mépris et aux agissements des puissants, de leurs amis et partenaires, pour notre part nous continuerons de travailler sans relâche à la résistance populaire autonome aujourd'hui, dans la perspective de la construction demain d'une nouvelle société basée sur des valeurs universelles comme le partage, l'entraide et la solidarité, pour que chaque habitant de cette planète dispose de ce qui est nécessaire pour vivre dignement. Rien de tout cela ne passe par le vote. Rien de tout cela ne passe par la soumission. Dans les petites comme dans les grandes entreprises, la seule solution contre les manipulations électoralistes, c'est l'abstention !

CNT-AIT

contact@cnt-ait.info / <https://cnt-ait.info> / Liste de diffusion par mail : <http://liste.cnt-ait.info>

² [2] Sur notre analyse et notre implication dans le mouvement des Gilets Jaunes cf. notre brochure « Gilets jaunes, un an de mouvement(s) » <https://cnt-ait.info/2023/11/18/gilets-jaunes-bro>

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES UNE SEULE SOLUTION CONTRE LA MANIPULATION ELECTORALE : L'ABSTENTION ET L'AUTO-ORGANISATION !

Salariés des petites entreprises, nous avons été des millions à recevoir un courrier du « Ministère du Travail et de l'Emploi ». En fait, chacun de nous a compris, dès l'ouverture de l'enveloppe, que ce n'était pas pour améliorer nos conditions de travail, ni un chèque pour vivre mieux ou même pour nous proposer une formation, non, rien de tout ça. Le but de ce courrier ? Faire de la publicité à tous les partenaires sociaux de l'Etat (à toutes ces structures que nous connaissons aussi sous le nom de « syndicats ») pour détourner une fois de plus les travailleurs de la lutte ; pour les amener vers ces grands cimetières des espérances que sont les isolements, même si aujourd'hui ils sont virtuels et électroniques.

Cette propagande constitue un de ces financements publics indirects dont bénéficient les dits syndicats et pas au moindre coût, car envoyer un luxueux document de 20 pages, en couleur, à des millions de salariés, cela représente des sommes considérables. Pour la première édition en 2012, le coût était de 20 millions d'euros¹. Pour les autres éditions, l'Etat est d'une pudeur de gazelle, mais il n'a certainement pas diminué. On nous parle pourtant tous les jours d'austérité. Il paraît que les caisses sont vides, et que même des choses indispensables ne peuvent plus être financées... Manifestement, il y a encore de l'argent pour les copains et les coquins ! Gageons que ces « syndicats » qui contribuent ainsi à piller les finances publiques sauront remercier, tôt ou tard, celui qui est, en même temps, leur meilleur agent publicitaire et leur plus généreux sponsor : l'Etat.



L'ETAT ET LES 10 SALOPARDS

C'est la quatrième fois que les travailleuses et travailleurs des Très Petites entreprises et Très Petites Associations sont appelées à voter pour élire leurs « représentants ».

Alors qu'à chaque fois les scores de participation sont ridicules, cela n'empêche pas l'Etat de passer à la caisse pour organiser ces élections et payer la propagande (papier, internet) du dispositif et des syndicats. Les élections de 2012 ont coûté 20 millions d'euros à l'Etat (et donc aux contribuables que nous sommes ...). On comprend alors pourquoi à chaque élection – et bien que le taux de participation soit en baisse constante d'une élection sur l'autre (10,38% en 2012, 7,3% en 2017, 5,44% en 2021) – il y a de nouveaux syndicats qui apparaissent pour se présenter. C'est que – directement ou indirectement – il y a de l'argent à prendre !

Autour de l'Etat, puissance tutélaire, dans sa blanche robe d'arbitre impartial, s'agitent donc 10 organisations au niveau national (CFE-CGC, CFTC, CNT-SO,FO, SUD SOLIDAIRES, UNSA, CGT, CAT, CFDT, et le petit dernier

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/élections_professionnelles_des_salariés_des_TPE_et_employés_à_domicile

le syndicat soit disant Gilet jaune USGJ) qui, telles les 10 salopards, grincent bien un peu de temps en temps, mais finalement vont gentiment au boulot quand leur demande leur maître. Des nains qui sont là pour servir le maître qui les finance si aimablement. La nouveauté (et toutes les nouveautés ne sont pas des progrès, loin de là !), c'est que, mêlé aux comparses habituels de la farce électorale, on découvre le sigle USGJ, Union Syndicale des Gilets Jaunes. L'esprit des Gilets jaunes était le refus intransigeant de toute représentation, personne ne pouvant parler au nom des Gilets Jaunes. Les GJ c'était la démocratie directe et non la représentativité. On se demande bien ce que ce soit disant « syndicat Gilet Jaune » peut avoir à faire avec l'esprit qui animait les ronds-points au plus fort moment du mouvement ?² L'USGJ affirme ne toucher aucune subvention. Sauf que participer aux élections, avoir sa propagande diffusée par le ministère du Travail (famille, patrie) sous format papier ou sur son site internet, c'est déjà recevoir une subvention de l'Etat ! Dans leur tract, ils affirment « nous contre eux », mais le « nous » c'est celui de celles et ceux qui bouffent au râtelier. D'ailleurs sur leur tract le chat noir se retrouve dans une cage, excellent symbole de ce syndicalisme qui se retrouve emprisonné dans le carcan institutionnel promu par l'Etat.

Comme lors des années précédentes, on retrouve le sigle « CNT », sur fond noir et rouge. Certes, il s'agit du groupe connu sous le nom de CNT-SO, lui-même une scission du groupe CNT-F ou Vignoles, qui, à chaque élection glisse un peu plus du « côté obscur » de l'Etat. Ce qui montre tout simplement que ce groupe n'aspire qu'à une chose : s'intégrer au maximum. Du coup, la CNT-SO se surpasse pour se fondre dans la masse. Certes en toute fin de tract ils se disent « révolutionnaires » mais le mot anarchosyndicalisme n'apparaît pas. Il ne faudrait pas effaroucher l'électeur – qui pas si bête pourrait d'ailleurs se demander depuis quand des anarchistes participent à une élection quelle qu'elle soit ? En fait CNT-SO a abandonné depuis belle lurette toute référence à l'anarchosyndicalisme, ceci explique cela ...

Que des réformistes invétérés se mettent en scène dans ce jeu, rien d'étonnant. Mais, comment des organisations qui se revendiquent révolutionnaires (USGJ, CNT-SO) peuvent-elle accepter non seulement de justifier par leur présence le principe de la représentation institutionnelle des salariés ? Comment peuvent-elles se lancer dans cette course à l'échalote ? Comment peuvent-elles accepter un financement, copieux même s'il est indirect, de ceux qui nous gouvernent, de ceux qui nous imposent des lois injustes, de ceux dont les bras armés sont toujours du côté du patronat ? L'histoire du syndicalisme, de ses origines, ce qui fait son intérêt comme instrument de lutte, tout cela a été mis aux oubliettes.

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES : NOUS NE SOMMES PAS UN RESERVOIR DE VOIX

A chaque élection, qu'elle soit professionnelle ou politique, de notre côté, nous appelons les salariés à prendre leurs affaires en main collectivement et directement (c'est à dire à pratiquer l'action directe) et à poser le préalable nécessaire : le refus de toute institution de représentation. Que l'entreprise soit petite ou grande n'y change rien : la seule réponse à la tentative de mystification du ministère du Travail et des 9 nains et demi, c'est l'appel franc et massif à l'abstention que nous lançons.

Par ailleurs nous rappelons que légalement en France, le droit de grève est encore possible et que dans le privé il suffit d'être deux salariés et d'avoir des revendications en lien avec le salaire ou les conditions de travail (revendications qui ne manquent pas). Nous rappelons également qu'il n'est pas nécessaire de déposer de préavis pour une grève dans le privé et qu'il est même préférable dans les TPE d'informer le patron uniquement au moment du déclenchement de la grève, pour garder l'effet de surprise. (pour en savoir plus cf. notre tract « comme faire grève sans se griller » <https://cnt-ait.info/2022/10/17/comment-faire-grève-2> et notre brochure « techniques de luttes » <https://cnt-ait.info/2020/06/17/techniques-de-luttes>)

Les « syndicats » auront beau être financés directement ou indirectement, ils auront beau battre l'estrade électorale, face à l'austérité, face aux dégradations des conditions de travail, face au mépris et aux agissements des puissants, de leurs amis et partenaires, pour notre part nous continuerons de travailler sans relâche à la résistance populaire autonome aujourd'hui, dans la perspective de la construction demain d'une nouvelle société basée sur des valeurs universelles comme le partage, l'entraide et la solidarité, pour que chaque habitant de cette planète dispose de ce qui est nécessaire pour vivre dignement. Rien de tout cela ne passe par le vote. Rien de tout cela ne passe par la soumission. Dans les petites comme dans les grandes entreprises, la seule solution contre les manipulations électoralistes, c'est l'abstention !

CNT-AIT

contact@cnt-ait.info / <https://cnt-ait.info> / Liste de diffusion par mail : <http://liste.cnt-ait.info>

² [2] Sur notre analyse et notre implication dans le mouvement des Gilets Jaunes cf. notre brochure « Gilets jaunes, un an de mouvement(s) » <https://cnt-ait.info/2023/11/18/gilets-jaunes-bro>

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES UNE SEULE SOLUTION CONTRE LA MANIPULATION ELECTORALE : L'ABSTENTION ET L'AUTO-ORGANISATION !

Salariés des petites entreprises, nous avons été des millions à recevoir un courrier du « Ministère du Travail et de l'Emploi ». En fait, chacun de nous a compris, dès l'ouverture de l'enveloppe, que ce n'était pas pour améliorer nos conditions de travail, ni un chèque pour vivre mieux ou même pour nous proposer une formation, non, rien de tout ça. Le but de ce courrier ? Faire de la publicité à tous les partenaires sociaux de l'Etat (à toutes ces structures que nous connaissons aussi sous le nom de « syndicats ») pour détourner une fois de plus les travailleurs de la lutte ; pour les amener vers ces grands cimetières des espérances que sont les isolements, même si aujourd'hui ils sont virtuels et électroniques.

Cette propagande constitue un de ces financements publics indirects dont bénéficient les dits syndicats et pas au moindre coût, car envoyer un luxueux document de 20 pages, en couleur, à des millions de salariés, cela représente des sommes considérables. Pour la première édition en 2012, le coût était de 20 millions d'euros¹. Pour les autres éditions, l'Etat est d'une pudeur de gazelle, mais il n'a certainement pas diminué. On nous parle pourtant tous les jours d'austérité. Il paraît que les caisses sont vides, et que même des choses indispensables ne peuvent plus être financées... Manifestement, il y a encore de l'argent pour les copains et les coquins ! Gageons que ces « syndicats » qui contribuent ainsi à piller les finances publiques sauront remercier, tôt ou tard, celui qui est, en même temps, leur meilleur agent publicitaire et leur plus généreux sponsor : l'Etat.



L'ETAT ET LES 10 SALOPARDS

C'est la quatrième fois que les travailleuses et travailleurs des Très Petites entreprises et Très Petites Associations sont appelées à voter pour élire leurs « représentants ».

Alors qu'à chaque fois les scores de participation sont ridicules, cela n'empêche pas l'Etat de passer à la caisse pour organiser ces élections et payer la propagande (papier, internet) du dispositif et des syndicats. Les élections de 2012 ont coûté 20 millions d'euros à l'Etat (et donc aux contribuables que nous sommes ...). On comprend alors pourquoi à chaque élection – et bien que le taux de participation soit en baisse constante d'une élection sur l'autre (10,38% en 2012, 7,3% en 2017, 5,44% en 2021) – il y a de nouveaux syndicats qui apparaissent pour se présenter. C'est que – directement ou indirectement – il y a de l'argent à prendre !

Autour de l'Etat, puissance tutélaire, dans sa blanche robe d'arbitre impartial, s'agitent donc 10 organisations au niveau national (CFE-CGC, CFTC, CNT-SO,FO, SUD SOLIDAIRES, UNSA, CGT, CAT, CFDT, et le petit dernier

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/élections_professionnelles_des_salariés_des_TPE_et_employés_à_domicile

le syndicat soit disant Gilet jaune USGJ) qui, telles les 10 salopards, grincent bien un peu de temps en temps, mais finalement vont gentiment au boulot quand leur demande leur maître. Des nains qui sont là pour servir le maître qui les finance si aimablement. La nouveauté (et toutes les nouveautés ne sont pas des progrès, loin de là !), c'est que, mêlé aux comparses habituels de la farce électorale, on découvre le sigle USGJ, Union Syndicale des Gilets Jaunes. L'esprit des Gilets jaunes était le refus intransigeant de toute représentation, personne ne pouvant parler au nom des Gilets Jaunes. Les GJ c'était la démocratie directe et non la représentativité. On se demande bien ce que ce soit disant « syndicat Gilet Jaune » peut avoir à faire avec l'esprit qui animait les ronds-points au plus fort moment du mouvement ?² L'USGJ affirme ne toucher aucune subvention. Sauf que participer aux élections, avoir sa propagande diffusée par le ministère du Travail (famille, patrie) sous format papier ou sur son site internet, c'est déjà recevoir une subvention de l'Etat ! Dans leur tract, ils affirment « nous contre eux », mais le « nous » c'est celui de celles et ceux qui bouffent au râtelier. D'ailleurs sur leur tract le chat noir se retrouve dans une cage, excellent symbole de ce syndicalisme qui se retrouve emprisonné dans le carcan institutionnel promu par l'Etat.

Comme lors des années précédentes, on retrouve le sigle « CNT », sur fond noir et rouge. Certes, il s'agit du groupe connu sous le nom de CNT-SO, lui-même une scission du groupe CNT-F ou Vignoles, qui, à chaque élection glisse un peu plus du « côté obscur » de l'Etat. Ce qui montre tout simplement que ce groupe n'aspire qu'à une chose : s'intégrer au maximum. Du coup, la CNT-SO se surpasse pour se fondre dans la masse. Certes en toute fin de tract ils se disent « révolutionnaires » mais le mot anarchosyndicalisme n'apparaît pas. Il ne faudrait pas effaroucher l'électeur – qui pas si bête pourrait d'ailleurs se demander depuis quand des anarchistes participent à une élection quelle qu'elle soit ? En fait CNT-SO a abandonné depuis belle lurette toute référence à l'anarchosyndicalisme, ceci explique cela ...

Que des réformistes invétérés se mettent en scène dans ce jeu, rien d'étonnant. Mais, comment des organisations qui se revendiquent révolutionnaires (USGJ, CNT-SO) peuvent-elle accepter non seulement de justifier par leur présence le principe de la représentation institutionnelle des salariés ? Comment peuvent-elles se lancer dans cette course à l'échalote ? Comment peuvent-elles accepter un financement, copieux même s'il est indirect, de ceux qui nous gouvernent, de ceux qui nous imposent des lois injustes, de ceux dont les bras armés sont toujours du côté du patronat ? L'histoire du syndicalisme, de ses origines, ce qui fait son intérêt comme instrument de lutte, tout cela a été mis aux oubliettes.

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES : NOUS NE SOMMES PAS UN RESERVOIR DE VOIX

A chaque élection, qu'elle soit professionnelle ou politique, de notre côté, nous appelons les salariés à prendre leurs affaires en main collectivement et directement (c'est à dire à pratiquer l'action directe) et à poser le préalable nécessaire : le refus de toute institution de représentation. Que l'entreprise soit petite ou grande n'y change rien : la seule réponse à la tentative de mystification du ministère du Travail et des 9 nains et demi, c'est l'appel franc et massif à l'abstention que nous lançons.

Par ailleurs nous rappelons que légalement en France, le droit de grève est encore possible et que dans le privé il suffit d'être deux salariés et d'avoir des revendications en lien avec le salaire ou les conditions de travail (revendications qui ne manquent pas). Nous rappelons également qu'il n'est pas nécessaire de déposer de préavis pour une grève dans le privé et qu'il est même préférable dans les TPE d'informer le patron uniquement au moment du déclenchement de la grève, pour garder l'effet de surprise. (pour en savoir plus cf. notre tract « comme faire grève sans se griller » <https://cnt-ait.info/2022/10/17/comment-faire-grève-2> et notre brochure « techniques de luttes » <https://cnt-ait.info/2020/06/17/techniques-de-luttes>)

Les « syndicats » auront beau être financés directement ou indirectement, ils auront beau battre l'estrade électorale, face à l'austérité, face aux dégradations des conditions de travail, face au mépris et aux agissements des puissants, de leurs amis et partenaires, pour notre part nous continuerons de travailler sans relâche à la résistance populaire autonome aujourd'hui, dans la perspective de la construction demain d'une nouvelle société basée sur des valeurs universelles comme le partage, l'entraide et la solidarité, pour que chaque habitant de cette planète dispose de ce qui est nécessaire pour vivre dignement. Rien de tout cela ne passe par le vote. Rien de tout cela ne passe par la soumission. Dans les petites comme dans les grandes entreprises, la seule solution contre les manipulations électoralistes, c'est l'abstention !

CNT-AIT

contact@cnt-ait.info / <https://cnt-ait.info> / Liste de diffusion par mail : <http://liste.cnt-ait.info>

² [2] Sur notre analyse et notre implication dans le mouvement des Gilets Jaunes cf. notre brochure « Gilets jaunes, un an de mouvement(s) » <https://cnt-ait.info/2023/11/18/gilets-jaunes-bro>

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES UNE SEULE SOLUTION CONTRE LA MANIPULATION ELECTORALE : L'ABSTENTION ET L'AUTO-ORGANISATION !

Salariés des petites entreprises, nous avons été des millions à recevoir un courrier du « Ministère du Travail et de l'Emploi ». En fait, chacun de nous a compris, dès l'ouverture de l'enveloppe, que ce n'était pas pour améliorer nos conditions de travail, ni un chèque pour vivre mieux ou même pour nous proposer une formation, non, rien de tout ça. Le but de ce courrier ? Faire de la publicité à tous les partenaires sociaux de l'Etat (à toutes ces structures que nous connaissons aussi sous le nom de « syndicats ») pour détourner une fois de plus les travailleurs de la lutte ; pour les amener vers ces grands cimetières des espérances que sont les isolements, même si aujourd'hui ils sont virtuels et électroniques.

Cette propagande constitue un de ces financements publics indirects dont bénéficient les dits syndicats et pas au moindre coût, car envoyer un luxueux document de 20 pages, en couleur, à des millions de salariés, cela représente des sommes considérables. Pour la première édition en 2012, le coût était de 20 millions d'euros¹. Pour les autres éditions, l'Etat est d'une pudeur de gazelle, mais il n'a certainement pas diminué. On nous parle pourtant tous les jours d'austérité. Il paraît que les caisses sont vides, et que même des choses indispensables ne peuvent plus être financées... Manifestement, il y a encore de l'argent pour les copains et les coquins ! Gageons que ces « syndicats » qui contribuent ainsi à piller les finances publiques sauront remercier, tôt ou tard, celui qui est, en même temps, leur meilleur agent publicitaire et leur plus généreux sponsor : l'Etat.



L'ETAT ET LES 10 SALOPARDS

C'est la quatrième fois que les travailleuses et travailleurs des Très Petites entreprises et Très Petites Associations sont appelées à voter pour élire leurs « représentants ».

Alors qu'à chaque fois les scores de participation sont ridicules, cela n'empêche pas l'Etat de passer à la caisse pour organiser ces élections et payer la propagande (papier, internet) du dispositif et des syndicats. Les élections de 2012 ont coûté 20 millions d'euros à l'Etat (et donc aux contribuables que nous sommes ...). On comprend alors pourquoi à chaque election – et bien que le taux de participation soit en baisse constante d'une election sur l'autre (10,38% en 2012, 7,3% en 2017, 5,44% en 2021) – il y a de nouveaux syndicats qui apparaissent pour se présenter. C'est que – directement ou indirectement – il y a de l'argent à prendre !

Autour de l'Etat, puissance tutélaire, dans sa blanche robe d'arbitre impartial, s'agitent donc 10 organisations au niveau national (CFE-CGC, CFTC, CNT-SO,FO, SUD SOLIDAIRES, UNSA, CGT, CAT, CFDT, et le petit dernier

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/élections_professionnelles_des_salariés_des_TPE_et_employés_à_domicile

le syndicat soit disant Gilet jaune USGJ) qui, telles les 10 salopards, grincent bien un peu de temps en temps, mais finalement vont gentiment au boulot quand leur demande leur maître. Des nains qui sont là pour servir le maître qui les finance si aimablement. La nouveauté (et toutes les nouveautés ne sont pas des progrès, loin de là !), c'est que, mêlé aux comparses habituels de la farce électorale, on découvre le sigle USGJ, Union Syndicale des Gilets Jaunes. L'esprit des Gilets jaunes était le refus intransigeant de toute représentation, personne ne pouvant parler au nom des Gilets Jaunes. Les GJ c'était la démocratie directe et non la représentativité. On se demande bien ce que ce soit disant « syndicat Gilet Jaune » peut avoir à faire avec l'esprit qui animait les ronds-points au plus fort moment du mouvement ?² L'USGJ affirme ne toucher aucune subvention. Sauf que participer aux élections, avoir sa propagande diffusée par le ministère du Travail (famille, patrie) sous format papier ou sur son site internet, c'est déjà recevoir une subvention de l'Etat ! Dans leur tract, ils affirment « nous contre eux », mais le « nous » c'est celui de celles et ceux qui bouffent au râtelier. D'ailleurs sur leur tract le chat noir se retrouve dans une cage, excellent symbole de ce syndicalisme qui se retrouve emprisonné dans le carcan institutionnel promu par l'Etat.

Comme lors des années précédentes, on retrouve le sigle « CNT », sur fond noir et rouge. Certes, il s'agit du groupe connu sous le nom de CNT-SO, lui-même une scission du groupe CNT-F ou Vignoles, qui, à chaque élection glisse un peu plus du « côté obscur » de l'Etat. Ce qui montre tout simplement que ce groupe n'aspire qu'à une chose : s'intégrer au maximum. Du coup, la CNT-SO se surpasse pour se fondre dans la masse. Certes en toute fin de tract ils se disent « révolutionnaires » mais le mot anarchosyndicalisme n'apparaît pas. Il ne faudrait pas effaroucher l'électeur – qui pas si bête pourrait d'ailleurs se demander depuis quand des anarchistes participent à une élection quelle qu'elle soit ? En fait CNT-SO a abandonné depuis belle lurette toute référence à l'anarchosyndicalisme, ceci explique cela ...

Que des réformistes invétérés se mettent en scène dans ce jeu, rien d'étonnant. Mais, comment des organisations qui se revendiquent révolutionnaires (USGJ, CNT-SO) peuvent-elle accepter non seulement de justifier par leur présence le principe de la représentation institutionnelle des salariés ? Comment peuvent-elles se lancer dans cette course à l'échalote ? Comment peuvent-elles accepter un financement, copieux même s'il est indirect, de ceux qui nous gouvernent, de ceux qui nous imposent des lois injustes, de ceux dont les bras armés sont toujours du côté du patronat ? L'histoire du syndicalisme, de ses origines, ce qui fait son intérêt comme instrument de lutte, tout cela a été mis aux oubliettes.

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES : NOUS NE SOMMES PAS UN RESERVOIR DE VOIX

A chaque élection, qu'elle soit professionnelle ou politique, de notre côté, nous appelons les salariés à prendre leurs affaires en main collectivement et directement (c'est à dire à pratiquer l'action directe) et à poser le préalable nécessaire : le refus de toute institution de représentation. Que l'entreprise soit petite ou grande n'y change rien : la seule réponse à la tentative de mystification du ministère du Travail et des 9 nains et demi, c'est l'appel franc et massif à l'abstention que nous lançons.

Par ailleurs nous rappelons que légalement en France, le droit de grève est encore possible et que dans le privé il suffit d'être deux salariés et d'avoir des revendications en lien avec le salaire ou les conditions de travail (revendications qui ne manquent pas). Nous rappelons également qu'il n'est pas nécessaire de déposer de préavis pour une grève dans le privé et qu'il est même préférable dans les TPE d'informer le patron uniquement au moment du déclenchement de la grève, pour garder l'effet de surprise. (pour en savoir plus cf. notre tract « comme faire grève sans se griller » <https://cnt-ait.info/2022/10/17/comment-faire-grève-2> et notre brochure « techniques de luttes » <https://cnt-ait.info/2020/06/17/techniques-de-luttes>)

Les « syndicats » auront beau être financés directement ou indirectement, ils auront beau battre l'estrade électorale, face à l'austérité, face aux dégradations des conditions de travail, face au mépris et aux agissements des puissants, de leurs amis et partenaires, pour notre part nous continuerons de travailler sans relâche à la résistance populaire autonome aujourd'hui, dans la perspective de la construction demain d'une nouvelle société basée sur des valeurs universelles comme le partage, l'entraide et la solidarité, pour que chaque habitant de cette planète dispose de ce qui est nécessaire pour vivre dignement. Rien de tout cela ne passe par le vote. Rien de tout cela ne passe par la soumission. Dans les petites comme dans les grandes entreprises, la seule solution contre les manipulations électoralistes, c'est l'abstention !

CNT-AIT

contact@cnt-ait.info / <https://cnt-ait.info> / Liste de diffusion par mail : <http://liste.cnt-ait.info>

² [2] Sur notre analyse et notre implication dans le mouvement des Gilets Jaunes cf. notre brochure « Gilets jaunes, un an de mouvement(s) » <https://cnt-ait.info/2023/11/18/gilets-jaunes-bro>

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES UNE SEULE SOLUTION CONTRE LA MANIPULATION ELECTORALE : L'ABSTENTION ET L'AUTO-ORGANISATION !

Salariés des petites entreprises, nous avons été des millions à recevoir un courrier du « Ministère du Travail et de l'Emploi ». En fait, chacun de nous a compris, dès l'ouverture de l'enveloppe, que ce n'était pas pour améliorer nos conditions de travail, ni un chèque pour vivre mieux ou même pour nous proposer une formation, non, rien de tout ça. Le but de ce courrier ? Faire de la publicité à tous les partenaires sociaux de l'Etat (à toutes ces structures que nous connaissons aussi sous le nom de « syndicats ») pour détourner une fois de plus les travailleurs de la lutte ; pour les amener vers ces grands cimetières des espérances que sont les isolements, même si aujourd'hui ils sont virtuels et électroniques.

Cette propagande constitue un de ces financements publics indirects dont bénéficient les dits syndicats et pas au moindre coût, car envoyer un luxueux document de 20 pages, en couleur, à des millions de salariés, cela représente des sommes considérables. Pour la première édition en 2012, le coût était de 20 millions d'euros¹. Pour les autres éditions, l'Etat est d'une pudeur de gazelle, mais il n'a certainement pas diminué. On nous parle pourtant tous les jours d'austérité. Il paraît que les caisses sont vides, et que même des choses indispensables ne peuvent plus être financées... Manifestement, il y a encore de l'argent pour les copains et les coquins ! Gageons que ces « syndicats » qui contribuent ainsi à piller les finances publiques sauront remercier, tôt ou tard, celui qui est, en même temps, leur meilleur agent publicitaire et leur plus généreux sponsor : l'Etat.



L'ETAT ET LES 10 SALOPARDS

C'est la quatrième fois que les travailleuses et travailleurs des Très Petites entreprises et Très Petites Associations sont appelées à voter pour élire leurs « représentants ».

Alors qu'à chaque fois les scores de participation sont ridicules, cela n'empêche pas l'Etat de passer à la caisse pour organiser ces élections et payer la propagande (papier, internet) du dispositif et des syndicats. Les élections de 2012 ont coûté 20 millions d'euros à l'Etat (et donc aux contribuables que nous sommes ...). On comprend alors pourquoi à chaque élection – et bien que le taux de participation soit en baisse constante d'une élection sur l'autre (10,38% en 2012, 7,3% en 2017, 5,44% en 2021) – il y a de nouveaux syndicats qui apparaissent pour se présenter. C'est que – directement ou indirectement – il y a de l'argent à prendre !

Autour de l'Etat, puissance tutélaire, dans sa blanche robe d'arbitre impartial, s'agitent donc 10 organisations au niveau national (CFE-CGC, CFTC, CNT-SO,FO, SUD SOLIDAIRES, UNSA, CGT, CAT, CFDT, et le petit dernier

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/élections_professionnelles_des_salariés_des_TPE_et_employés_à_domicile

le syndicat soit disant Gilet jaune USGJ) qui, telles les 10 salopards, grincent bien un peu de temps en temps, mais finalement vont gentiment au boulot quand leur demande leur maître. Des nains qui sont là pour servir le maître qui les finance si aimablement. La nouveauté (et toutes les nouveautés ne sont pas des progrès, loin de là !), c'est que, mêlé aux comparses habituels de la farce électorale, on découvre le sigle USGJ, Union Syndicale des Gilets Jaunes. L'esprit des Gilets jaunes était le refus intransigeant de toute représentation, personne ne pouvant parler au nom des Gilets Jaunes. Les GJ c'était la démocratie directe et non la représentativité. On se demande bien ce que ce soit disant « syndicat Gilet Jaune » peut avoir à faire avec l'esprit qui animait les ronds-points au plus fort moment du mouvement ?² L'USGJ affirme ne toucher aucune subvention. Sauf que participer aux élections, avoir sa propagande diffusée par le ministère du Travail (famille, patrie) sous format papier ou sur son site internet, c'est déjà recevoir une subvention de l'Etat ! Dans leur tract, ils affirment « nous contre eux », mais le « nous » c'est celui de celles et ceux qui bouffent au râtelier. D'ailleurs sur leur tract le chat noir se retrouve dans une cage, excellent symbole de ce syndicalisme qui se retrouve emprisonné dans le carcan institutionnel promu par l'Etat.

Comme lors des années précédentes, on retrouve le sigle « CNT », sur fond noir et rouge. Certes, il s'agit du groupe connu sous le nom de CNT-SO, lui-même une scission du groupe CNT-F ou Vignoles, qui, à chaque élection glisse un peu plus du « côté obscur » de l'Etat. Ce qui montre tout simplement que ce groupe n'aspire qu'à une chose : s'intégrer au maximum. Du coup, la CNT-SO se surpasse pour se fondre dans la masse. Certes en toute fin de tract ils se disent « révolutionnaires » mais le mot anarchosyndicalisme n'apparaît pas. Il ne faudrait pas effaroucher l'électeur – qui pas si bête pourrait d'ailleurs se demander depuis quand des anarchistes participent à une élection quelle qu'elle soit ? En fait CNT-SO a abandonné depuis belle lurette toute référence à l'anarchosyndicalisme, ceci explique cela ...

Que des réformistes invétérés se mettent en scène dans ce jeu, rien d'étonnant. Mais, comment des organisations qui se revendiquent révolutionnaires (USGJ, CNT-SO) peuvent-elle accepter non seulement de justifier par leur présence le principe de la représentation institutionnelle des salariés ? Comment peuvent-elles se lancer dans cette course à l'échalote ? Comment peuvent-elles accepter un financement, copieux même s'il est indirect, de ceux qui nous gouvernent, de ceux qui nous imposent des lois injustes, de ceux dont les bras armés sont toujours du côté du patronat ? L'histoire du syndicalisme, de ses origines, ce qui fait son intérêt comme instrument de lutte, tout cela a été mis aux oubliettes.

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES : NOUS NE SOMMES PAS UN RESERVOIR DE VOIX

A chaque élection, qu'elle soit professionnelle ou politique, de notre côté, nous appelons les salariés à prendre leurs affaires en main collectivement et directement (c'est à dire à pratiquer l'action directe) et à poser le préalable nécessaire : le refus de toute institution de représentation. Que l'entreprise soit petite ou grande n'y change rien : la seule réponse à la tentative de mystification du ministère du Travail et des 9 nains et demi, c'est l'appel franc et massif à l'abstention que nous lançons.

Par ailleurs nous rappelons que légalement en France, le droit de grève est encore possible et que dans le privé il suffit d'être deux salariés et d'avoir des revendications en lien avec le salaire ou les conditions de travail (revendications qui ne manquent pas). Nous rappelons également qu'il n'est pas nécessaire de déposer de préavis pour une grève dans le privé et qu'il est même préférable dans les TPE d'informer le patron uniquement au moment du déclenchement de la grève, pour garder l'effet de surprise. (pour en savoir plus cf. notre tract « comme faire grève sans se griller » <https://cnt-ait.info/2022/10/17/comment-faire-grève-2> et notre brochure « techniques de luttes » <https://cnt-ait.info/2020/06/17/techniques-de-luttes>)

Les « syndicats » auront beau être financés directement ou indirectement, ils auront beau battre l'estrade électorale, face à l'austérité, face aux dégradations des conditions de travail, face au mépris et aux agissements des puissants, de leurs amis et partenaires, pour notre part nous continuerons de travailler sans relâche à la résistance populaire autonome aujourd'hui, dans la perspective de la construction demain d'une nouvelle société basée sur des valeurs universelles comme le partage, l'entraide et la solidarité, pour que chaque habitant de cette planète dispose de ce qui est nécessaire pour vivre dignement. Rien de tout cela ne passe par le vote. Rien de tout cela ne passe par la soumission. Dans les petites comme dans les grandes entreprises, la seule solution contre les manipulations électoralistes, c'est l'abstention !

CNT-AIT

contact@cnt-ait.info / <https://cnt-ait.info> / Liste de diffusion par mail : <http://liste.cnt-ait.info>

² [2] Sur notre analyse et notre implication dans le mouvement des Gilets Jaunes cf. notre brochure « Gilets jaunes, un an de mouvement(s) » <https://cnt-ait.info/2023/11/18/gilets-jaunes-bro>

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES UNE SEULE SOLUTION CONTRE LA MANIPULATION ELECTORALE : L'ABSTENTION ET L'AUTO-ORGANISATION !

Salariés des petites entreprises, nous avons été des millions à recevoir un courrier du « Ministère du Travail et de l'Emploi ». En fait, chacun de nous a compris, dès l'ouverture de l'enveloppe, que ce n'était pas pour améliorer nos conditions de travail, ni un chèque pour vivre mieux ou même pour nous proposer une formation, non, rien de tout ça. Le but de ce courrier ? Faire de la publicité à tous les partenaires sociaux de l'Etat (à toutes ces structures que nous connaissons aussi sous le nom de « syndicats ») pour détourner une fois de plus les travailleurs de la lutte ; pour les amener vers ces grands cimetières des espérances que sont les isolements, même si aujourd'hui ils sont virtuels et électroniques.

Cette propagande constitue un de ces financements publics indirects dont bénéficient les dits syndicats et pas au moindre coût, car envoyer un luxueux document de 20 pages, en couleur, à des millions de salariés, cela représente des sommes considérables. Pour la première édition en 2012, le coût était de 20 millions d'euros¹. Pour les autres éditions, l'Etat est d'une pudeur de gazelle, mais il n'a certainement pas diminué. On nous parle pourtant tous les jours d'austérité. Il paraît que les caisses sont vides, et que même des choses indispensables ne peuvent plus être financées... Manifestement, il y a encore de l'argent pour les copains et les coquins ! Gageons que ces « syndicats » qui contribuent ainsi à piller les finances publiques sauront remercier, tôt ou tard, celui qui est, en même temps, leur meilleur agent publicitaire et leur plus généreux sponsor : l'Etat.



L'ETAT ET LES 10 SALOPARDS

C'est la quatrième fois que les travailleuses et travailleurs des Très Petites entreprises et Très Petites Associations sont appelées à voter pour élire leurs « représentants ».

Alors qu'à chaque fois les scores de participation sont ridicules, cela n'empêche pas l'Etat de passer à la caisse pour organiser ces élections et payer la propagande (papier, internet) du dispositif et des syndicats. Les élections de 2012 ont coûté 20 millions d'euros à l'Etat (et donc aux contribuables que nous sommes ...). On comprend alors pourquoi à chaque élection – et bien que le taux de participation soit en baisse constante d'une élection sur l'autre (10,38% en 2012, 7,3% en 2017, 5,44% en 2021) – il y a de nouveaux syndicats qui apparaissent pour se présenter. C'est que – directement ou indirectement – il y a de l'argent à prendre !

Autour de l'Etat, puissance tutélaire, dans sa blanche robe d'arbitre impartial, s'agitent donc 10 organisations au niveau national (CFE-CGC, CFTC, CNT-SO,FO, SUD SOLIDAIRES, UNSA, CGT, CAT, CFDT, et le petit dernier

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/élections_professionnelles_des_salariés_des_TPE_et_employés_à_domicile

le syndicat soit disant Gilet jaune USGJ) qui, telles les 10 salopards, grincent bien un peu de temps en temps, mais finalement vont gentiment au boulot quand leur demande leur maître. Des nains qui sont là pour servir le maître qui les finance si aimablement. La nouveauté (et toutes les nouveautés ne sont pas des progrès, loin de là !), c'est que, mêlé aux comparses habituels de la farce électorale, on découvre le sigle USGJ, Union Syndicale des Gilets Jaunes. L'esprit des Gilets jaunes était le refus intransigeant de toute représentation, personne ne pouvant parler au nom des Gilets Jaunes. Les GJ c'était la démocratie directe et non la représentativité. On se demande bien ce que ce soit disant « syndicat Gilet Jaune » peut avoir à faire avec l'esprit qui animait les ronds-points au plus fort moment du mouvement ?² L'USGJ affirme ne toucher aucune subvention. Sauf que participer aux élections, avoir sa propagande diffusée par le ministère du Travail (famille, patrie) sous format papier ou sur son site internet, c'est déjà recevoir une subvention de l'Etat ! Dans leur tract, ils affirment « nous contre eux », mais le « nous » c'est celui de celles et ceux qui bouffent au râtelier. D'ailleurs sur leur tract le chat noir se retrouve dans une cage, excellent symbole de ce syndicalisme qui se retrouve emprisonné dans le carcan institutionnel promu par l'Etat.

Comme lors des années précédentes, on retrouve le sigle « CNT », sur fond noir et rouge. Certes, il s'agit du groupe connu sous le nom de CNT-SO, lui-même une scission du groupe CNT-F ou Vignoles, qui, à chaque élection glisse un peu plus du « côté obscur » de l'Etat. Ce qui montre tout simplement que ce groupe n'aspire qu'à une chose : s'intégrer au maximum. Du coup, la CNT-SO se surpasse pour se fondre dans la masse. Certes en toute fin de tract ils se disent « révolutionnaires » mais le mot anarchosyndicalisme n'apparaît pas. Il ne faudrait pas effaroucher l'électeur – qui pas si bête pourrait d'ailleurs se demander depuis quand des anarchistes participent à une élection quelle qu'elle soit ? En fait CNT-SO a abandonné depuis belle lurette toute référence à l'anarchosyndicalisme, ceci explique cela ...

Que des réformistes invétérés se mettent en scène dans ce jeu, rien d'étonnant. Mais, comment des organisations qui se revendiquent révolutionnaires (USGJ, CNT-SO) peuvent-elle accepter non seulement de justifier par leur présence le principe de la représentation institutionnelle des salariés ? Comment peuvent-elles se lancer dans cette course à l'échalote ? Comment peuvent-elles accepter un financement, copieux même s'il est indirect, de ceux qui nous gouvernent, de ceux qui nous imposent des lois injustes, de ceux dont les bras armés sont toujours du côté du patronat ? L'histoire du syndicalisme, de ses origines, ce qui fait son intérêt comme instrument de lutte, tout cela a été mis aux oubliettes.

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES : NOUS NE SOMMES PAS UN RESERVOIR DE VOIX

A chaque élection, qu'elle soit professionnelle ou politique, de notre côté, nous appelons les salariés à prendre leurs affaires en main collectivement et directement (c'est à dire à pratiquer l'action directe) et à poser le préalable nécessaire : le refus de toute institution de représentation. Que l'entreprise soit petite ou grande n'y change rien : la seule réponse à la tentative de mystification du ministère du Travail et des 9 nains et demi, c'est l'appel franc et massif à l'abstention que nous lançons.

Par ailleurs nous rappelons que légalement en France, le droit de grève est encore possible et que dans le privé il suffit d'être deux salariés et d'avoir des revendications en lien avec le salaire ou les conditions de travail (revendications qui ne manquent pas). Nous rappelons également qu'il n'est pas nécessaire de déposer de préavis pour une grève dans le privé et qu'il est même préférable dans les TPE d'informer le patron uniquement au moment du déclenchement de la grève, pour garder l'effet de surprise. (pour en savoir plus cf. notre tract « comme faire grève sans se griller » <https://cnt-ait.info/2022/10/17/comment-faire-grève-2> et notre brochure « techniques de luttes » <https://cnt-ait.info/2020/06/17/techniques-de-luttes>)

Les « syndicats » auront beau être financés directement ou indirectement, ils auront beau battre l'estrade électorale, face à l'austérité, face aux dégradations des conditions de travail, face au mépris et aux agissements des puissants, de leurs amis et partenaires, pour notre part nous continuerons de travailler sans relâche à la résistance populaire autonome aujourd'hui, dans la perspective de la construction demain d'une nouvelle société basée sur des valeurs universelles comme le partage, l'entraide et la solidarité, pour que chaque habitant de cette planète dispose de ce qui est nécessaire pour vivre dignement. Rien de tout cela ne passe par le vote. Rien de tout cela ne passe par la soumission. Dans les petites comme dans les grandes entreprises, la seule solution contre les manipulations électoralistes, c'est l'abstention !

CNT-AIT

contact@cnt-ait.info / <https://cnt-ait.info> / Liste de diffusion par mail : <http://liste.cnt-ait.info>

² [2] Sur notre analyse et notre implication dans le mouvement des Gilets Jaunes cf. notre brochure « Gilets jaunes, un an de mouvement(s) » <https://cnt-ait.info/2023/11/18/gilets-jaunes-bro>

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES UNE SEULE SOLUTION CONTRE LA MANIPULATION ELECTORALE : L'ABSTENTION ET L'AUTO-ORGANISATION !

Salariés des petites entreprises, nous avons été des millions à recevoir un courrier du « Ministère du Travail et de l'Emploi ». En fait, chacun de nous a compris, dès l'ouverture de l'enveloppe, que ce n'était pas pour améliorer nos conditions de travail, ni un chèque pour vivre mieux ou même pour nous proposer une formation, non, rien de tout ça. Le but de ce courrier ? Faire de la publicité à tous les partenaires sociaux de l'Etat (à toutes ces structures que nous connaissons aussi sous le nom de « syndicats ») pour détourner une fois de plus les travailleurs de la lutte ; pour les amener vers ces grands cimetières des espérances que sont les isolements, même si aujourd'hui ils sont virtuels et électroniques.

Cette propagande constitue un de ces financements publics indirects dont bénéficient les dits syndicats et pas au moindre coût, car envoyer un luxueux document de 20 pages, en couleur, à des millions de salariés, cela représente des sommes considérables. Pour la première édition en 2012, le coût était de 20 millions d'euros¹. Pour les autres éditions, l'Etat est d'une pudeur de gazelle, mais il n'a certainement pas diminué. On nous parle pourtant tous les jours d'austérité. Il paraît que les caisses sont vides, et que même des choses indispensables ne peuvent plus être financées... Manifestement, il y a encore de l'argent pour les copains et les coquins ! Gageons que ces « syndicats » qui contribuent ainsi à piller les finances publiques sauront remercier, tôt ou tard, celui qui est, en même temps, leur meilleur agent publicitaire et leur plus généreux sponsor : l'Etat.



L'ETAT ET LES 10 SALOPARDS

C'est la quatrième fois que les travailleuses et travailleurs des Très Petites entreprises et Très Petites Associations sont appelées à voter pour élire leurs « représentants ».

Alors qu'à chaque fois les scores de participation sont ridicules, cela n'empêche pas l'Etat de passer à la caisse pour organiser ces élections et payer la propagande (papier, internet) du dispositif et des syndicats. Les élections de 2012 ont coûté 20 millions d'euros à l'Etat (et donc aux contribuables que nous sommes ...). On comprend alors pourquoi à chaque élection – et bien que le taux de participation soit en baisse constante d'une élection sur l'autre (10,38% en 2012, 7,3% en 2017, 5,44% en 2021) – il y a de nouveaux syndicats qui apparaissent pour se présenter. C'est que – directement ou indirectement – il y a de l'argent à prendre !

Autour de l'Etat, puissance tutélaire, dans sa blanche robe d'arbitre impartial, s'agitent donc 10 organisations au niveau national (CFE-CGC, CFTC, CNT-SO,FO, SUD SOLIDAIRES, UNSA, CGT, CAT, CFDT, et le petit dernier

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/élections_professionnelles_des_salariés_des_TPE_et_employés_à_domicile

le syndicat soit disant Gilet jaune USGJ) qui, telles les 10 salopards, grincent bien un peu de temps en temps, mais finalement vont gentiment au boulot quand leur demande leur maître. Des nains qui sont là pour servir le maître qui les finance si aimablement. La nouveauté (et toutes les nouveautés ne sont pas des progrès, loin de là !), c'est que, mêlé aux comparses habituels de la farce électorale, on découvre le sigle USGJ, Union Syndicale des Gilets Jaunes. L'esprit des Gilets jaunes était le refus intransigeant de toute représentation, personne ne pouvant parler au nom des Gilets Jaunes. Les GJ c'était la démocratie directe et non la représentativité. On se demande bien ce que ce soit disant « syndicat Gilet Jaune » peut avoir à faire avec l'esprit qui animait les ronds-points au plus fort moment du mouvement ?² L'USGJ affirme ne toucher aucune subvention. Sauf que participer aux élections, avoir sa propagande diffusée par le ministère du Travail (famille, patrie) sous format papier ou sur son site internet, c'est déjà recevoir une subvention de l'Etat ! Dans leur tract, ils affirment « nous contre eux », mais le « nous » c'est celui de celles et ceux qui bouffent au râtelier. D'ailleurs sur leur tract le chat noir se retrouve dans une cage, excellent symbole de ce syndicalisme qui se retrouve emprisonné dans le carcan institutionnel promu par l'Etat.

Comme lors des années précédentes, on retrouve le sigle « CNT », sur fond noir et rouge. Certes, il s'agit du groupe connu sous le nom de CNT-SO, lui-même une scission du groupe CNT-F ou Vignoles, qui, à chaque élection glisse un peu plus du « côté obscur » de l'Etat. Ce qui montre tout simplement que ce groupe n'aspire qu'à une chose : s'intégrer au maximum. Du coup, la CNT-SO se surpasse pour se fondre dans la masse. Certes en toute fin de tract ils se disent « révolutionnaires » mais le mot anarchosyndicalisme n'apparaît pas. Il ne faudrait pas effaroucher l'électeur – qui pas si bête pourrait d'ailleurs se demander depuis quand des anarchistes participent à une élection quelle qu'elle soit ? En fait CNT-SO a abandonné depuis belle lurette toute référence à l'anarchosyndicalisme, ceci explique cela ...

Que des réformistes invétérés se mettent en scène dans ce jeu, rien d'étonnant. Mais, comment des organisations qui se revendiquent révolutionnaires (USGJ, CNT-SO) peuvent-elle accepter non seulement de justifier par leur présence le principe de la représentation institutionnelle des salariés ? Comment peuvent-elles se lancer dans cette course à l'échalote ? Comment peuvent-elles accepter un financement, copieux même s'il est indirect, de ceux qui nous gouvernent, de ceux qui nous imposent des lois injustes, de ceux dont les bras armés sont toujours du côté du patronat ? L'histoire du syndicalisme, de ses origines, ce qui fait son intérêt comme instrument de lutte, tout cela a été mis aux oubliettes.

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES : NOUS NE SOMMES PAS UN RESERVOIR DE VOIX

A chaque élection, qu'elle soit professionnelle ou politique, de notre côté, nous appelons les salariés à prendre leurs affaires en main collectivement et directement (c'est à dire à pratiquer l'action directe) et à poser le préalable nécessaire : le refus de toute institution de représentation. Que l'entreprise soit petite ou grande n'y change rien : la seule réponse à la tentative de mystification du ministère du Travail et des 9 nains et demi, c'est l'appel franc et massif à l'abstention que nous lançons.

Par ailleurs nous rappelons que légalement en France, le droit de grève est encore possible et que dans le privé il suffit d'être deux salariés et d'avoir des revendications en lien avec le salaire ou les conditions de travail (revendications qui ne manquent pas). Nous rappelons également qu'il n'est pas nécessaire de déposer de préavis pour une grève dans le privé et qu'il est même préférable dans les TPE d'informer le patron uniquement au moment du déclenchement de la grève, pour garder l'effet de surprise. (pour en savoir plus cf. notre tract « comme faire grève sans se griller » <https://cnt-ait.info/2022/10/17/comment-faire-grève-2> et notre brochure « techniques de luttes » <https://cnt-ait.info/2020/06/17/techniques-de-luttes>)

Les « syndicats » auront beau être financés directement ou indirectement, ils auront beau battre l'estrade électorale, face à l'austérité, face aux dégradations des conditions de travail, face au mépris et aux agissements des puissants, de leurs amis et partenaires, pour notre part nous continuerons de travailler sans relâche à la résistance populaire autonome aujourd'hui, dans la perspective de la construction demain d'une nouvelle société basée sur des valeurs universelles comme le partage, l'entraide et la solidarité, pour que chaque habitant de cette planète dispose de ce qui est nécessaire pour vivre dignement. Rien de tout cela ne passe par le vote. Rien de tout cela ne passe par la soumission. Dans les petites comme dans les grandes entreprises, la seule solution contre les manipulations électoralistes, c'est l'abstention !

CNT-AIT

contact@cnt-ait.info / <https://cnt-ait.info> / Liste de diffusion par mail : <http://liste.cnt-ait.info>

² [2] Sur notre analyse et notre implication dans le mouvement des Gilets Jaunes cf. notre brochure « Gilets jaunes, un an de mouvement(s) » <https://cnt-ait.info/2023/11/18/gilets-jaunes-bro>

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES UNE SEULE SOLUTION CONTRE LA MANIPULATION ELECTORALE : L'ABSTENTION ET L'AUTO-ORGANISATION !

Salariés des petites entreprises, nous avons été des millions à recevoir un courrier du « Ministère du Travail et de l'Emploi ». En fait, chacun de nous a compris, dès l'ouverture de l'enveloppe, que ce n'était pas pour améliorer nos conditions de travail, ni un chèque pour vivre mieux ou même pour nous proposer une formation, non, rien de tout ça. Le but de ce courrier ? Faire de la publicité à tous les partenaires sociaux de l'Etat (à toutes ces structures que nous connaissons aussi sous le nom de « syndicats ») pour détourner une fois de plus les travailleurs de la lutte ; pour les amener vers ces grands cimetières des espérances que sont les isolements, même si aujourd'hui ils sont virtuels et électroniques.

Cette propagande constitue un de ces financements publics indirects dont bénéficient les dits syndicats et pas au moindre coût, car envoyer un luxueux document de 20 pages, en couleur, à des millions de salariés, cela représente des sommes considérables. Pour la première édition en 2012, le coût était de 20 millions d'euros¹. Pour les autres éditions, l'Etat est d'une pudeur de gazelle, mais il n'a certainement pas diminué. On nous parle pourtant tous les jours d'austérité. Il paraît que les caisses sont vides, et que même des choses indispensables ne peuvent plus être financées... Manifestement, il y a encore de l'argent pour les copains et les coquins ! Gageons que ces « syndicats » qui contribuent ainsi à piller les finances publiques sauront remercier, tôt ou tard, celui qui est, en même temps, leur meilleur agent publicitaire et leur plus généreux sponsor : l'Etat.



L'ETAT ET LES 10 SALOPARDS

C'est la quatrième fois que les travailleuses et travailleurs des Très Petites entreprises et Très Petites Associations sont appelées à voter pour élire leurs « représentants ».

Alors qu'à chaque fois les scores de participation sont ridicules, cela n'empêche pas l'Etat de passer à la caisse pour organiser ces élections et payer la propagande (papier, internet) du dispositif et des syndicats. Les élections de 2012 ont coûté 20 millions d'euros à l'Etat (et donc aux contribuables que nous sommes ...). On comprend alors pourquoi à chaque election – et bien que le taux de participation soit en baisse constante d'une election sur l'autre (10,38% en 2012, 7,3% en 2017, 5,44% en 2021) – il y a de nouveaux syndicats qui apparaissent pour se présenter. C'est que – directement ou indirectement – il y a de l'argent à prendre !

Autour de l'Etat, puissance tutélaire, dans sa blanche robe d'arbitre impartial, s'agitent donc 10 organisations au niveau national (CFE-CGC, CFTC, CNT-SO,FO, SUD SOLIDAIRES, UNSA, CGT, CAT, CFDT, et le petit dernier

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/élections_professionnelles_des_salariés_des_TPE_et_employés_à_domicile

le syndicat soit disant Gilet jaune USGJ) qui, telles les 10 salopards, grincent bien un peu de temps en temps, mais finalement vont gentiment au boulot quand leur demande leur maître. Des nains qui sont là pour servir le maître qui les finance si aimablement. La nouveauté (et toutes les nouveautés ne sont pas des progrès, loin de là !), c'est que, mêlé aux comparses habituels de la farce électorale, on découvre le sigle USGJ, Union Syndicale des Gilets Jaunes. L'esprit des Gilets jaunes était le refus intransigeant de toute représentation, personne ne pouvant parler au nom des Gilets Jaunes. Les GJ c'était la démocratie directe et non la représentativité. On se demande bien ce que ce soit disant « syndicat Gilet Jaune » peut avoir à faire avec l'esprit qui animait les ronds-points au plus fort moment du mouvement ?² L'USGJ affirme ne toucher aucune subvention. Sauf que participer aux élections, avoir sa propagande diffusée par le ministère du Travail (famille, patrie) sous format papier ou sur son site internet, c'est déjà recevoir une subvention de l'Etat ! Dans leur tract, ils affirment « nous contre eux », mais le « nous » c'est celui de celles et ceux qui bouffent au râtelier. D'ailleurs sur leur tract le chat noir se retrouve dans une cage, excellent symbole de ce syndicalisme qui se retrouve emprisonné dans le carcan institutionnel promu par l'Etat.

Comme lors des années précédentes, on retrouve le sigle « CNT », sur fond noir et rouge. Certes, il s'agit du groupe connu sous le nom de CNT-SO, lui-même une scission du groupe CNT-F ou Vignoles, qui, à chaque élection glisse un peu plus du « côté obscur » de l'Etat. Ce qui montre tout simplement que ce groupe n'aspire qu'à une chose : s'intégrer au maximum. Du coup, la CNT-SO se surpasse pour se fondre dans la masse. Certes en toute fin de tract ils se disent « révolutionnaires » mais le mot anarchosyndicalisme n'apparaît pas. Il ne faudrait pas effaroucher l'électeur – qui pas si bête pourrait d'ailleurs se demander depuis quand des anarchistes participent à une élection quelle qu'elle soit ? En fait CNT-SO a abandonné depuis belle lurette toute référence à l'anarchosyndicalisme, ceci explique cela ...

Que des réformistes invétérés se mettent en scène dans ce jeu, rien d'étonnant. Mais, comment des organisations qui se revendiquent révolutionnaires (USGJ, CNT-SO) peuvent-elle accepter non seulement de justifier par leur présence le principe de la représentation institutionnelle des salariés ? Comment peuvent-elles se lancer dans cette course à l'échalote ? Comment peuvent-elles accepter un financement, copieux même s'il est indirect, de ceux qui nous gouvernent, de ceux qui nous imposent des lois injustes, de ceux dont les bras armés sont toujours du côté du patronat ? L'histoire du syndicalisme, de ses origines, ce qui fait son intérêt comme instrument de lutte, tout cela a été mis aux oubliettes.

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES : NOUS NE SOMMES PAS UN RESERVOIR DE VOIX

A chaque élection, qu'elle soit professionnelle ou politique, de notre côté, nous appelons les salariés à prendre leurs affaires en main collectivement et directement (c'est à dire à pratiquer l'action directe) et à poser le préalable nécessaire : le refus de toute institution de représentation. Que l'entreprise soit petite ou grande n'y change rien : la seule réponse à la tentative de mystification du ministère du Travail et des 9 nains et demi, c'est l'appel franc et massif à l'abstention que nous lançons.

Par ailleurs nous rappelons que légalement en France, le droit de grève est encore possible et que dans le privé il suffit d'être deux salariés et d'avoir des revendications en lien avec le salaire ou les conditions de travail (revendications qui ne manquent pas). Nous rappelons également qu'il n'est pas nécessaire de déposer de préavis pour une grève dans le privé et qu'il est même préférable dans les TPE d'informer le patron uniquement au moment du déclenchement de la grève, pour garder l'effet de surprise. (pour en savoir plus cf. notre tract « comme faire grève sans se griller » <https://cnt-ait.info/2022/10/17/comment-faire-grève-2> et notre brochure « techniques de luttes » <https://cnt-ait.info/2020/06/17/techniques-de-luttes>)

Les « syndicats » auront beau être financés directement ou indirectement, ils auront beau battre l'estrade électorale, face à l'austérité, face aux dégradations des conditions de travail, face au mépris et aux agissements des puissants, de leurs amis et partenaires, pour notre part nous continuerons de travailler sans relâche à la résistance populaire autonome aujourd'hui, dans la perspective de la construction demain d'une nouvelle société basée sur des valeurs universelles comme le partage, l'entraide et la solidarité, pour que chaque habitant de cette planète dispose de ce qui est nécessaire pour vivre dignement. Rien de tout cela ne passe par le vote. Rien de tout cela ne passe par la soumission. Dans les petites comme dans les grandes entreprises, la seule solution contre les manipulations électoralistes, c'est l'abstention !

CNT-AIT

contact@cnt-ait.info / <https://cnt-ait.info> / Liste de diffusion par mail : <http://liste.cnt-ait.info>

² [2] Sur notre analyse et notre implication dans le mouvement des Gilets Jaunes cf. notre brochure « Gilets jaunes, un an de mouvement(s) » <https://cnt-ait.info/2023/11/18/gilets-jaunes-bro>

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES UNE SEULE SOLUTION CONTRE LA MANIPULATION ELECTORALE : L'ABSTENTION ET L'AUTO-ORGANISATION !

Salariés des petites entreprises, nous avons été des millions à recevoir un courrier du « Ministère du Travail et de l'Emploi ». En fait, chacun de nous a compris, dès l'ouverture de l'enveloppe, que ce n'était pas pour améliorer nos conditions de travail, ni un chèque pour vivre mieux ou même pour nous proposer une formation, non, rien de tout ça. Le but de ce courrier ? Faire de la publicité à tous les partenaires sociaux de l'Etat (à toutes ces structures que nous connaissons aussi sous le nom de « syndicats ») pour détourner une fois de plus les travailleurs de la lutte ; pour les amener vers ces grands cimetières des espérances que sont les isolements, même si aujourd'hui ils sont virtuels et électroniques.

Cette propagande constitue un de ces financements publics indirects dont bénéficient les dits syndicats et pas au moindre coût, car envoyer un luxueux document de 20 pages, en couleur, à des millions de salariés, cela représente des sommes considérables. Pour la première édition en 2012, le coût était de 20 millions d'euros¹. Pour les autres éditions, l'Etat est d'une pudeur de gazelle, mais il n'a certainement pas diminué. On nous parle pourtant tous les jours d'austérité. Il paraît que les caisses sont vides, et que même des choses indispensables ne peuvent plus être financées... Manifestement, il y a encore de l'argent pour les copains et les coquins ! Gageons que ces « syndicats » qui contribuent ainsi à piller les finances publiques sauront remercier, tôt ou tard, celui qui est, en même temps, leur meilleur agent publicitaire et leur plus généreux sponsor : l'Etat.



L'ETAT ET LES 10 SALOPARDS

C'est la quatrième fois que les travailleuses et travailleurs des Très Petites entreprises et Très Petites Associations sont appelées à voter pour élire leurs « représentants ».

Alors qu'à chaque fois les scores de participation sont ridicules, cela n'empêche pas l'Etat de passer à la caisse pour organiser ces élections et payer la propagande (papier, internet) du dispositif et des syndicats. Les élections de 2012 ont coûté 20 millions d'euros à l'Etat (et donc aux contribuables que nous sommes ...). On comprend alors pourquoi à chaque élection – et bien que le taux de participation soit en baisse constante d'une élection sur l'autre (10,38% en 2012, 7,3% en 2017, 5,44% en 2021) – il y a de nouveaux syndicats qui apparaissent pour se présenter. C'est que – directement ou indirectement – il y a de l'argent à prendre !

Autour de l'Etat, puissance tutélaire, dans sa blanche robe d'arbitre impartial, s'agitent donc 10 organisations au niveau national (CFE-CGC, CFTC, CNT-SO,FO, SUD SOLIDAIRES, UNSA, CGT, CAT, CFDT, et le petit dernier

¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/élections_professionnelles_des_salariés_des_TPE_et_employés_à_domicile

le syndicat soit disant Gilet jaune USGJ) qui, telles les 10 salopards, grincent bien un peu de temps en temps, mais finalement vont gentiment au boulot quand leur demande leur maître. Des nains qui sont là pour servir le maître qui les finance si aimablement. La nouveauté (et toutes les nouveautés ne sont pas des progrès, loin de là !), c'est que, mêlé aux comparses habituels de la farce électorale, on découvre le sigle USGJ, Union Syndicale des Gilets Jaunes. L'esprit des Gilets jaunes était le refus intransigeant de toute représentation, personne ne pouvant parler au nom des Gilets Jaunes. Les GJ c'était la démocratie directe et non la représentativité. On se demande bien ce que ce soit disant « syndicat Gilet Jaune » peut avoir à faire avec l'esprit qui animait les ronds-points au plus fort moment du mouvement ?² L'USGJ affirme ne toucher aucune subvention. Sauf que participer aux élections, avoir sa propagande diffusée par le ministère du Travail (famille, patrie) sous format papier ou sur son site internet, c'est déjà recevoir une subvention de l'Etat ! Dans leur tract, ils affirment « nous contre eux », mais le « nous » c'est celui de celles et ceux qui bouffent au râtelier. D'ailleurs sur leur tract le chat noir se retrouve dans une cage, excellent symbole de ce syndicalisme qui se retrouve emprisonné dans le carcan institutionnel promu par l'Etat.

Comme lors des années précédentes, on retrouve le sigle « CNT », sur fond noir et rouge. Certes, il s'agit du groupe connu sous le nom de CNT-SO, lui-même une scission du groupe CNT-F ou Vignoles, qui, à chaque élection glisse un peu plus du « côté obscur » de l'Etat. Ce qui montre tout simplement que ce groupe n'aspire qu'à une chose : s'intégrer au maximum. Du coup, la CNT-SO se surpasse pour se fondre dans la masse. Certes en toute fin de tract ils se disent « révolutionnaires » mais le mot anarchosyndicalisme n'apparaît pas. Il ne faudrait pas effaroucher l'électeur – qui pas si bête pourrait d'ailleurs se demander depuis quand des anarchistes participent à une élection quelle qu'elle soit ? En fait CNT-SO a abandonné depuis belle lurette toute référence à l'anarchosyndicalisme, ceci explique cela ...

Que des réformistes invétérés se mettent en scène dans ce jeu, rien d'étonnant. Mais, comment des organisations qui se revendiquent révolutionnaires (USGJ, CNT-SO) peuvent-elle accepter non seulement de justifier par leur présence le principe de la représentation institutionnelle des salariés ? Comment peuvent-elles se lancer dans cette course à l'échalote ? Comment peuvent-elles accepter un financement, copieux même s'il est indirect, de ceux qui nous gouvernent, de ceux qui nous imposent des lois injustes, de ceux dont les bras armés sont toujours du côté du patronat ? L'histoire du syndicalisme, de ses origines, ce qui fait son intérêt comme instrument de lutte, tout cela a été mis aux oubliettes.

SALARIES DES TRES PETITES ENTREPRISES : NOUS NE SOMMES PAS UN RESERVOIR DE VOIX

A chaque élection, qu'elle soit professionnelle ou politique, de notre côté, nous appelons les salariés à prendre leurs affaires en main collectivement et directement (c'est à dire à pratiquer l'action directe) et à poser le préalable nécessaire : le refus de toute institution de représentation. Que l'entreprise soit petite ou grande n'y change rien : la seule réponse à la tentative de mystification du ministère du Travail et des 9 nains et demi, c'est l'appel franc et massif à l'abstention que nous lançons.

Par ailleurs nous rappelons que légalement en France, le droit de grève est encore possible et que dans le privé il suffit d'être deux salariés et d'avoir des revendications en lien avec le salaire ou les conditions de travail (revendications qui ne manquent pas). Nous rappelons également qu'il n'est pas nécessaire de déposer de préavis pour une grève dans le privé et qu'il est même préférable dans les TPE d'informer le patron uniquement au moment du déclenchement de la grève, pour garder l'effet de surprise. (pour en savoir plus cf. notre tract « comme faire grève sans se griller » <https://cnt-ait.info/2022/10/17/comment-faire-grève-2> et notre brochure « techniques de luttes » <https://cnt-ait.info/2020/06/17/techniques-de-luttes>)

Les « syndicats » auront beau être financés directement ou indirectement, ils auront beau battre l'estrade électorale, face à l'austérité, face aux dégradations des conditions de travail, face au mépris et aux agissements des puissants, de leurs amis et partenaires, pour notre part nous continuerons de travailler sans relâche à la résistance populaire autonome aujourd'hui, dans la perspective de la construction demain d'une nouvelle société basée sur des valeurs universelles comme le partage, l'entraide et la solidarité, pour que chaque habitant de cette planète dispose de ce qui est nécessaire pour vivre dignement. Rien de tout cela ne passe par le vote. Rien de tout cela ne passe par la soumission. Dans les petites comme dans les grandes entreprises, la seule solution contre les manipulations électoralistes, c'est l'abstention !

CNT-AIT

contact@cnt-ait.info / <https://cnt-ait.info> / Liste de diffusion par mail : <http://liste.cnt-ait.info>

² [2] Sur notre analyse et notre implication dans le mouvement des Gilets Jaunes cf. notre brochure « Gilets jaunes, un an de mouvement(s) » <https://cnt-ait.info/2023/11/18/gilets-jaunes-bro>